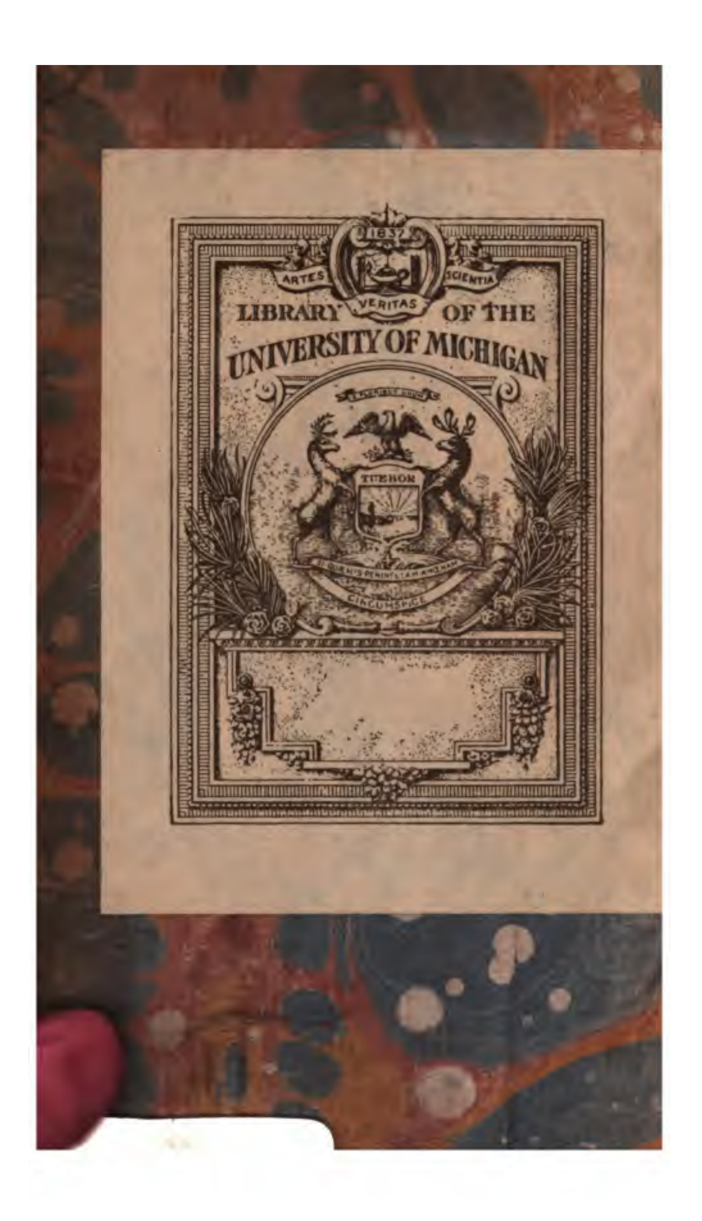



1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE



L'AMI DES HOMMES,

OU

TRAITÉ DE LA POPULATION.

TOME PREMIER.

par mr. de Mirabeau.

Mirabeau, marquis de, 1715-1789.

L'AMI DES HOMMES, OU TRAITÉ DE LA POPULATION.

CINQUIEME ÉDITION.

TOME PREMIER.



A HAMBOURG,
Chez CHRÉTIEN HÉROLD, Libraire.

M. DCC. LXIV.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]



AVERTISSEMENT.

J'Entreprends de traiter ici le plus utile & le plus intéressant de tous les objets d'ici-bas pour l'humanité, la Population. *Presqu'autant de gens pensent en connoître les principes moraux, qu'il y en a qui en emploient les ressorts physiques ; & cependant j'annonce que mes principes, que je crois vrais, sont ainsi que mes conséquences, diamétralement oposés à presque toutes les idées que j'ai trouvées dans le monde sur ce Chapitre.*

Toutes les fois que dans les conversations j'ai hazardé d'avancer quelques-unes de mes idées à cet égard, j'ai vu d'abord qu'elles étoient regardées comme le plus étrange paradoxe. Quand ensuite

aujourd'hui, que s'il se trouvoit serré par ma nouvelle peuplade ! Mes très-chers & très doux Epicuriens, vous êtes plus dangereux en France, que par-tout ailleurs, où la mollesse abrutit ; ici elle rend l'esprit faux & délicat, & c'en est assez pour être prophête parmi nous.

C'est à vous donc que je parle ; & je dis qu'il est bon d'être plusieurs ensemble : 1°. de peur d'être mangés des loups : 2°. afin que les bons cuisiniers soient moins rares : 3°. Que de belles voix, & de jolies filles naîtront parmi cette colonie que j'annonce ! Voilà tout ce qu'il vous faut, je vous le promets ; soyez tranquilles, & nous laissez spéculer, nous qui ne valons pas la peine de nous aimer nous-mêmes, mais qui aimons nos freres & leurs neveux, qui aimons l'homme comme le plus utile, aimable & le plus reconnoissant des animaux, & le plus propre à tout genre de plaisirs, de travail, d'embellissement & d'utilité.

La voix de l'humanité, qui reclame ses

ra que j'arriverai d'inductions en inductions jusqu'à une morale si austere, que je révolterai bien des gens. Je vai créer une infinité d'hommes, que d'embarras pour les gouverner. Je vais les rendre laborieux & riches ; combien de gens m'ont dit sagement qu'il ne falloit pas que le peuple connût une aisance qui le rendit insolent ! Je vai diminuer le nombre des chevaux & des équipages, & mettre leur augmentation au niveau de l'incendie & du parricide ; je vais prouver enfin, oui, démontrer que le luxe est, proportion gardée, l'abyme d'un grand Etat plutôt encore que d'un petit. En suposant donc que mes principes soient avoués, qu'ils se trouvent exactement liés les uns aux autres, & que les conséquences en sortent naturellement, combien de gens en qui la corruption du cœur n'a pas offusqué les lumieres de l'esprit, voudroient peut-être revenir en arriere, & soutenir, attendu qu'ils tiennent dans l'Etat actuel le haut bout, que l'homme est plus heureux étant au large, comme on est

plus désavantageusement encore, que par-tout ailleurs, dans un Ouvrage de longue haleine, & qui roule sur des questions de raisonnement autant que sur des points de fait. Le style de ce Traité fourmille de ce genre de défectuosités, je le sens autant que mes Lecteurs; mais mes affaires & mes amis ont besoin de moi; & le peu de temps qu'on me laisse, est mieux employé à composer, qu'à m'apesantir sur des révisions de style. Parmi tous les défauts de celui-ci, on trouve des traits & des vérités. Celles qui font le fond de cet Ouvrage sont d'une importance trop absolue pour l'humanité, pour que mon amour-propre se soit cru autorisé à les ensévelir dans l'oubli.

Ce n'est pas que je regarde le plan entier que je semble présenter, comme un systême absolument praticable dans toutes ses parties; je suis peut-être le moins imaginaire de tous les hommes dans le fait. Je pense que tous les principes établis dans cet Ouvrage sont vrais, & les défends; mais il est sur-tout des

points principaux, dont la nécessité est urgente & absolue.

Je n'offre pas ici une lecture d'amusement. Indépendamment du sérieux du sujet, il demeure, dans la façon dont il est traité, un air de désordre que je n'ai pas eu la force de corriger. Outre ce que mon naturel y a aporté de ce genre d'imperfection, il est dû encore aux variations survenues dans la contexture du plan. Je l'entrepris d'abord dans la forme d'un Commentaire libre sur un Ouvrage excellent que je possédois alors en manuscrit, & que je voulois donner au Public.

Cet Ouvrage parut avant que j'eusse entrepris la troisieme Partie ; cela me détermina à changer la forme de mon Ouvrage, & à rassembler sous des titres à moi des morceaux épars & négligés, que j'avois laissés écouler de ma plume. La premiere Partie se sent sur-tout beaucoup de cette réfection, & je crains que la sorte de désordre qui y regne ne rebute mes Lecteurs. C'est pour eux plutôt que

plus désavantageusement encore, que par-tout ailleurs, dans un Ouvrage de longue haleine, & qui roule sur des questions de raisonnement autant que sur des points de fait. Le style de ce Traité fourmille de ce genre de défectuosités, je le sens autant que mes Lecteurs; mais mes affaires & mes amis ont besoin de moi; & le peu de temps qu'on me laisse, est mieux employé à composer, qu'à m'apesantir sur des révisions de style. Parmi tous les défauts de celui-ci, on trouve des traits & des vérités. Celles qui font le fond de cet Ouvrage sont d'une importance trop absolue pour l'humanité, pour que mon amour-propre se soit cru autorisé à les ensévelir dans l'oubli.

Ce n'est pas que je regarde le plan entier que je semble présenter, comme un systême absolument praticable dans toutes ses parties; je suis peut-être le moins imaginaire de tous les hommes dans le fait. Je pense que tous les principes établis dans cet Ouvrage sont vrais, & les défends; mais il est sur-tout des

points principaux, dont la nécessité est urgente & absolue.

Je n'offre pas ici une lecture d'amusement. Indépendamment du sérieux du sujet, il demeure, dans la façon dont il est traité, un air de désordre que je n'ai pas eu la force de corriger. Outre ce que mon naturel y a aporté de ce genre d'imperfection, il est dû encore aux variations survenues dans la contexture du plan. Je l'entrepris d'abord dans la forme d'un Commentaire libre sur un Ouvrage excellent que je possédois alors en manuscrit, & que je voulois donner au Public.

Cet Ouvrage parut avant que j'eusse entrepris la troisieme Partie; cela me détermina à changer la forme de mon Ouvrage, & à rassembler sous des titres à moi des morceaux épars & négligés, que j'avois laissés écouler de ma plume. La premiere Partie se sent sur-tout beaucoup de cette réfection, & je crains que la sorte de désordre qui y regne ne rebute mes Lecteurs. C'est pour eux plutôt que

pour moi que je les prie d'aller jusqu'au bout, & d'attendre du moins à la troisieme Partie à me juger définitivement.



L'AMI



L'AMI DES HOMMES,

OU TRAITÉ

DE LA POPULATION.

CHAPITRE I.

Société, Richesses.

CECI n'est qu'une introduction où j'établirai quelques principes fondamentaux très-abrégés, attendu qu'ils sont presque tous rebattus, mais indispensables, avant d'entrer sérieusement en matiere.

Si l'homme pouvoit voler, je dirois qu'il est la plénitude du regne animal, le

miers hommes égaux en âge & en dignité ; en effet, les plus anciennes annales de l'humanité nous l'annoncent comme le premier des crimes contre la Société.

Il résulte de ces deux principes contraires, & tous les deux dans la nature desquels l'un raproche l'homme de son semblable, l'autre le lui fait regarder comme ennemi que les loix concernant le partage des biens ont dû être les premieres de toutes, & les plus indispensables.

On en trouve en effet la trace dans toutes les sociétés présentes & passées, même les plus informes. Dans les sociétés errantes, comme les hordes de Tartares, les camps d'Indiens, &c. qui transmigrent avec leurs familles & leurs bestiaux ; le Chef qui les conduit regle les limites de chacun autour du camp. Les Conquérans partagerent le territoire de leur conquête, les Fondateurs celui de leur ville. En un mot, le partage des biens est la premiere loi de la Société, & le tronc, pour ainsi dire, de toutes les autres loix. Qu'on ne m'opose pas l'exemple des Sauvages qui vivent en commun de la chasse & de la pêche. Ces peuples doivent être regardés comme une seule & même famille qui jouit d'un territoire immense, & qui en

& sans bornes : il l'est du passé dans lequel il se cherche des titres de possession, des aïeux, des annales ; il l'est encore du futur qu'il ambitionne au delà de son existence. Il est avide de tout ; &, tandis que la nature d'une part le force à se réunir à son semblable, l'intellect lui fait d'autre part sentir qu'il s'appuie sur son rival, sur l'ennemi naturel de toutes ses prétentions.

Ce n'est pas ici le lieu de considérer cet intellect comme un présent de la Divinité, destiné primitivement à des fonctions toutes nobles, & dignes de son origine. La trace de cette institution premiere se montre à la réflexion plus encore qu'à la foi. L'homme le plus barbare, démêlé par des yeux perçans, laisse voir au spectateur le germe de vertus qui ne tiennent rien de la nature animale. La générosité, la constance, le respect pour les vieillards, l'amour filial, & tant d'autres sont des plantes étrangeres sur un sol passager, nécessité à un entretien journalier, & qui marche à chaque instant vers la destruction ; mais c'est l'homme brute que nous considérons uniquement en cet instant.

Il ne seroit donc pas étonnant que le meurtre se fut trouvé entre les deux pre-

miers hommes égaux en âge & en dignité ; en effet, les plus anciennes annales de l'humanité nous l'annoncent comme le premier des crimes contre la Société.

Il résulte de ces deux principes contraires, & tous les deux dans la nature desquels l'un raproche l'homme de son semblable, l'autre le lui fait regarder comme ennemi que les loix concernant le partage des biens ont dû être les premieres de toutes, & les plus indispensables.

On en trouve en effet la trace dans toutes les sociétés présentes & passées, même les plus informes. Dans les sociétés errantes, comme les hordes de Tartares, les camps d'Indiens, &c. qui transmigrent avec leurs familles & leurs bestiaux ; le Chef qui les conduit regle les limites de chacun autour du camp. Les Conquérans partagerent le territoire de leur conquête, les Fondateurs celui de leur ville. En un mot, le partage des biens est la premiere loi de la Société, & le tronc, pour ainsi dire, de toutes les autres loix. Qu'on ne m'opose pas l'exemple des Sauvages qui vivent en commun de la chasse & de la pêche. Ces peuples doivent être regardés comme une seule & même famille qui jouit d'un territoire immense, & qui en

dispute les limites par des guerres cruelles avec des familles voisines. On pourroit même assurer que les Sauvages les plus brutes ont des *propriétés* reconnues entr'eux, des arcs, des fléches, des cabanes, &c. La petitesse de ces sortes d'objets proportionnés au peu de besoins de ces peuples, les a dérobés aux yeux de ceux qui en ont parlé autrement.

La propriété une fois établie a ses abus, comme tout ici-bas, & l'inégalité des fortunes en est une suite indispensable. La force, l'industrie, le bonheur, l'économie grossissent un héritage, & les défauts contraires diminuent l'autre. C'est ainsi que le territoire entier de la société passe dans les mains d'un petit nombre, & que tout le reste vit dans une sorte de dépendance de ce petit nombre, soit à ses gages, soit comme entrepreneur du maniement des fonds & de leur produit.

Telle est la Société naissante & croissante. Voyons-la maintenant s'étendre & prendre la forme d'Etat. Les Incas, seuls Souverains qui se soient fait un grand empire au profit incontestable de l'humanité, réunirent plusieurs de ces familles errantes & sauvages, dont nous parlions tout-à-l'heure; donnerent à chaque canton des loix utiles; leur enseignerent l'a-

dessus, sçavoir la sociabilité d'une part, & la cupidité de l'autre, cause ici-bas les mêmes contradictions. Ce sont deux troncs qui se ramifient à l'infini; l'un porte les vertus, & l'autre les vices.

La sociabilité a inventé & placé par ordre l'attachement à ses proches, à ses amis, au public, à la patrie, au gouvernement, & à toutes les vertus de détail qui illustrent la vie privée, & rendent l'héroïsme aimable.

La cupidité vomit au contraire l'envie, l'orgueil, la violence, la fraude, la cruauté, & tous les vices qui deshonorent l'humanité, & la rendent plus profondément incompréhensible encore en mal qu'en bien. On verra dans la suite que, loin de proscrire entiérement la cupidité, projet idéal sans doute, puisque rien de ce qui est dans la nature ne peut être détruit, je lui trouve une direction utile à la Société. En effet, l'Etre suprême n'a rien mis en nous d'entiérement mauvais; mais dans la spéculation présente je ne considere la cupidité que telle qu'elle se montre à nous par ses effets les plus ordinaires.

Ce point de vue nous meneroit à l'idée du bon & du mauvais principe; erreur pardonnable à l'ancienne Philosophie,

n'avoit pas comme nous l'avantage
: guidée dans ses recherches à travers
:os de la nature humaine, par un trait
ınt de lumiere révélée. Nous sçavons
ırd'hui que ces deux principes du
& du mal, si distans en aparence,
ent néanmoins de la même souche,
oir, d'un arrêt de dégradation forcée,
, nous laissant toute l'étendue & tout
effort d'une ame préparée pour une
ination tout autrement noble & pure,
y ajoutant encore l'inquiétude propor-
ınée au déplacement actuel, nous a-
·és d'autre part à l'épaississement, aux
oins, aux erreurs de la matiere; de
te que l'illusion est toujours en présen-
de nos desirs, à côté de la vérité. De
; deux objets le second mene au bien,
utre au mal; ainsi notre ardeur à cou-
dans des routes si diverses, part du mê-
e principe dirigé par la vérité, ou éga-
par l'illusion, c'est-à-dire, de l'immensi-
de l'ame.

C'est ce qui a fait penser avec quelque
ison que le scélérat & le héros étoient
ı quelque sorte de la même étoffe; &
ıe l'excès dans chacun de ces genres si
ɔosés, suposoit une égale force de res-
rts, de la direction desquels un rien a
uvent décidé.

Cette vérité de ſpéculation eſt de toutes les connoiſſances la plus utile dans la pratique. D'une part, elle nous rend dans la Société compatiſſans pour les vicieux, moins auſteres, moins durs, plus humains, moins préſomptueux, moins ſuſceptibles d'orgueil : de l'autre, elle nous fait ſentir dans les places que les ſoins & les travaux du courant ne ſont qu'un bas détail en comparaiſon du premier des ſoins, qui eſt le maintien des mœurs.

En effet, dès que le Souverain, (que je ne cite ici que comme la plénitude de la puiſſance, comprenant ſous ſon nom tout ce qui a de l'autorité parmi les hommes) dès que le Souverain, dis-je, ſera perſuadé que la ſociabilité & la cupidité exiſtent & ſe combattent comme deux élémens contraires dans tous les hommes ; qu'il aura compris encore que les mœurs, uſages, opinions, décident en général l'inquiétude humaine vers celle de ces deux affections rivales, qui ſe trouve en vogue dans la Société ; que, marchant par gradation, il aura ſenti que c'eſt lui qui peut enchaîner celui de ces deux élémens qu'il voudra, & donner carriere à l'autre : certainement le réſultat de cette ſpéculation auſſi ſimple que ſérieuſe, ſera de ne

reconnoître qu'un devoir, qui est de marcher en tout & par-tout, & jusques dans ses moindres actions, vers la sociabilité, & de se détourner même avec affectation, s'il est possible, de la cupidité. Celle-ci n'est jamais riche de ce qu'elle possède, elle est toujours pauvre de ce qu'elle désire. Dans les vues de la sociabilité, au contraire, comme il n'est question que de se réunir, chacun aporte tranquillement son contingent à la masse; riche de ce qu'il y fournit, il n'est pauvre que de ce qui manque à son confrere; & comme malgré toute habitude de confraternité, nos besoins situés en la personne d'autrui sont toujours très bornés; il ne faut pour nous satisfaire sur cet article, que la vie & le vêtement. Il n'est qu'un moyen d'enrichir un peuple, c'est de le tourner vers la sociabilité. Ouvrez les annales de l'humanité, vous y verrez que de tous les peuples, & dans tous les tems, aucuns n'ont vécu plus durement, n'ont cependant été plus attachés à leur façon d'être, & ne sont en conséquence estimés plus riches, que ceux qui ont vécu le plus en commun.

Ce n'est pas assez sans doute de poser des principes, il faut sur-tout les démontrer. Celui qui attribue à la cupidité tous

les maux qui ravagent la Société, trouve à chaque instant sa preuve dans les faits. En effet, si l'on en excepte quelques passions brutales (& encore dans celles-ci certain point d'abrutissement) on verra que tout le reste vient de la cupidité, du desir de s'aproprier les biens de goût ou d'opinion.

La suite de cet Ouvrage, dont l'objet n'est point du tout de faire un traité de morale, me donnera occasion de prouver cette vérité dans toutes ses branches. Mais j'attaque en ce moment la cupidité dans son fort, & je vais démontrer qu'elle nous égare, même dans la recherche de ceux des avantages physiques dont elle fait le plus de cas, je veux dire, de la richesse. Il résultera de cet examen une définition précise de ce que c'est que richesse pour un Etat, ce qui remplira en entier l'objet de ce Chapitre.

Qu'est-ce que la richesse? Ce devroit être la possession des biens d'ici-bas. Si c'est cela, la sociabilité est toujours riche, & la cupidité jamais.

Le nécessaire, l'abondance & le superflu sont, en fait de biens, ce que sont en style de Grammaire, le positif, le comparatif & le superlatif. Le premier est la base des deux autres qui, sans lui, portent

en l'air. Examinez les calculs de la cupidité, ils prennent l'échelle à rebours. Ces trois ordres de biens sont de telle nature, qu'on ne les voit que du bas en haut. C'est dans les entraves de la nécessité, que le nécessaire est un objet d'ambition. Le nécessaire desire l'abondance, & l'abondance le superflu; mais ce dernier, d'autant moins satisfait qu'il devroit le plus l'être, voit & desire au delà de ce qu'il possede, sans avoir jamais senti ni l'abondance, ni le nécessaire. Quel est le riche, interrogé sur ce qu'il lui faut, qui répondra: le pain, le vin à suffisance, un habit de laine l'hiver, & de toile l'été? S'il s'en trouve un qui réponde de la sorte, examinez ses actions, & ne l'en croyez sur sa parole, que quand vous aurez vu de près que tout ce qu'il possede au delà, est aux siens, à ses amis, à la Société plutôt qu'à lui; que loin de songer à accroître son bien, il est prêt à le sacrifier au besoin d'autrui. Ce riche-là, s'il en est, jouit véritablement de ce qu'il possede, puisqu'il connoît le nécessaire, l'abondance & le superflu; mais l'exemple est trop rare pour faire regle.

Sortons de la these particuliere, & portons nos spéculations sur le corps entier de la Société, sur ce qu'on appelle

l'Etat. Les trois ordres de biens établis ci-dessus sont & seront, de l'aveu de tout homme sensé, l'agriculture, le commerce, les trésors. L'on y trouve les mêmes qualités de proportion, & de progression que j'ai notées dans leur emblême, le nécessaire, l'abondance, & le superflu.

Cette vérité une fois posée, écoutons les leçons de tous les prôneurs de l'intérêt ; examinons le détail des soins des différens gouvernemens. Vous y verrez précisément ce que je disois tout-à-l'heure, l'échelle prise à rebours. L'argent, l'argent, diront-ils ; le commerce utile est celui qui apporte de l'argent ; le commerce ruineux est celui qui se solde en argent. A les entendre, l'Etat le plus riche seroit celui qui auroit trouvé une mine inépuisable d'or ; & s'ils pouvoient à leur gré gouverner les élémens, pour s'épargner le travail de la mine, ils obligeroient l'air & le feu de le mettre en fusion, & de le vômir, comme le Vesuve pousse des matieres enflammées, jusqu'à ce que la lave eût couvert & endurci toute la surface du territoire de la Patrie, & qu'ils fussent parvenus au sort du Roi Midas.

Mais, diront-ils, votre comparaison

peche précisément dans le point le plus essentiel. Vous avez dit tout-à-l'heure que le possesseur du superflu ne regardoit jamais en arriere, & méconnoissoit l'abondance & le nécessaire ; & il faut avouer que cette imputation a quelque vérité. Si votre figure étoit juste, il faudroit que ceux qui, en matiere d'intérêt d'Etat, en calculent la puissance d'après la quotité de son argent, n'eussent aucunes vues relatives au commerce & à l'agriculture. Or, c'est précisément ici le contraire. Nous ne voulons de l'argent que parce qu'il est le suc nourricier du commerce, le représentatif des facilités du troc. Le commerce vivifie l'agriculture, en donnant un prix & des débouchés à ses productions. Ainsi la comparaison de votre échelle renversée, cloche à tous égards. L'argent est la séve de l'industrie & de l'agriculture, loin d'en être le superflu.

Tout est-il dit, Messieurs ? Est-ce bien-là votre systême ? Fixons-le, afin de ne point varier. Voici maintenant le mien, à moi. L'argent n'est rien du tout de sa nature. Il est seulement devenu signe de convention représentatif des biens de la vie. Loin que la multiplication du signe donne des facilités pour le troc & pour

la production de la chose signifiée, il ne fait qu'embarrasser l'un & l'autre : un plus gros volume du signe en représente un moindre de la chose signifiée ; c'est d'abord une incommodité. L'inconvénient seroit peu considérable jusques-là, mais voici des maux réels.

La commodité du signe une fois établi comme nature de biens dans l'Etat, fait tomber tous les autres. Les biens naturels de l'agriculture & du commerce, à sçavoir les denrées & les marchandises, sont pénibles à acquérir, sujets au dépérissement, difficiles & embarrassans à garder, n'ont de prix que pour celui qui en a besoin. Votre signe au contraire se trouve dans les mines, s'acquiert en volant & en étendant la main, art de facile exercice ; il ne dépérit même point, un coffre fort suffit pour rassembler la plus grosse fortune : le débit en est assuré à l'instant, & il prend au gré du possesseur toutes sortes de formes. Il est donc dans la plus exacte raison que le signe prenne dans l'estime humaine le pas à tous égards sur la chose signifiée, & que la banque fasse négliger le commerce & l'agriculture.

Ce n'est pas ici le lieu de démontrer tous les inconvéniens, tant moraux que physiques

physiques de cette nature de biens, combien elle échappe au régime des Loix; dans quelle impossibilité elle met le Prince, les loix, la police, & enfin tous les m·
humains d'empêcher le monopo-
vénalité de la loi même & de
ience; quelles secousses elle peut
i l'Etat en sau[...] les grands cou-
ou leur donnant du moins la
ssocier leur fortune à leur prof-
; combien elle est peu capable
lieu des autres biens dont elle
place; combien elle détruit la
ce où le riche est du travail du
seul palliatif du mal véritable
lité des fortunes; combien elle
f & ruineux le tarif de la sub-
·éciproque entre le gouverne-
es sujets, tarif qui fait la prin-
ere de la circulation dans un
bien enfin elle rompt tous les
sociabilité entre les citoyens,
la dureté, l'intérêt & la bas-
es ces choses viendront natu-
t d'elles-mêmes dans la suite de
ge.

uffit maintenant d'avoir fait
instant du principe de mes an-
je lui donnerai encore une
ulement en établissant sur des

notions même triviales, ce que c'est que la vraie richesse.

La nourriture, les commodités & les douceurs de la vie sont la richesse. La terre la produit, & le travail de l'homme lui donne la forme. Le fonds & la forme sont la terre & l'homme. Qu'y a-t-il par-delà ? Par-tout la forme est nécessaire au fonds, ici plus qu'ailleurs. *Tant vaut l'homme, tant vaut la terre*, dit un proverbe bien sensé. Si l'homme est nul, la terre l'est aussi. Avec des hommes on double la terre qu'on posséde, on en défriche, on en acquiert. Dieu seul a sçu de la terre tirer un homme ; en tous tems & en tous lieux on a sçu avec des hommes avoir de la terre, ou du moins le produit, ce qui revient au même. Il s'ensuit de là que le premier des biens, c'est d'avoir des hommes, & le second de la terre.

La multiplication des hommes s'appelle *Population.* L'augmentation du produit de la terre s'appelle *Agriculture.* Ces deux principes de richesses sont intimement liés l'un à l'autre. Je l'ai dit, je le prouverai dans le Chapitre suivant.

On peut résumer de celui-ci, que la base des loix positives est le partage des biens & avantages de la société, & le

maintien des droits de chaque individu à cet égard ; & que la base des loix spéculatives est la direction de l'inquiétude & de l'avidité humaine vers la sociabilité & la vérité, & le soin continuel de les détourner de la cupidité & de l'illusion.

Princes, quelques-uns d'entre vous ont aimé qu'on leur dît qu'ils étoient les maîtres absolus des biens de leurs sujets ; si jamais quelqu'autre qu'un Charlatan découvre réellement ce secret-là, faites pendre le démonstrateur, comme l'on fit autrefois celui qui avoit rendu le verre malléable.

Mais il est une autre sorte de bien qui vous apartient, & qui vous assure tous les autres, ce sont les hommes ; vous aurez tout, si vous sçavez tirer parti de ce bien : l'art de le gouverner, étendu dans le détail, est très-borné dans le principe. Animez la sociabilité, oprimez la cupidité ; l'une est la corne d'Abondance, l'autre est la boëte de Pandore. Il ne tient qu'à vous de verser ou d'ouvrir.

CHAPITRE II.

La Mesure de la Subsistance est celle de la Population.

LA Population une fois reconnue pour le premier des biens de la Société, il est question de sçavoir d'où on la tire, & les moyens de se procurer cette sorte de richesse.

Dieu créa au même-temps tous les germes, & leur donna la faculté de se reproduire & de se multiplier; mais il les rendit tous dépendans des moyens de subsistance; c'est une vérité physique, & dont la démonstration est répandue sur toute la surface de l'Univers. Tout germe se desseche & meurt, si les sucs alimentaires qui lui sont propres, n'entourent & n'échauffent les organes de sa croissance, & ne fournissent à sa subsistance.

C'est de ce principe simple & vrai qu'il faut partir pour calculer juste sur la population, sur les moyens de l'étendre, sur les vices qui la restreignent & la font languir.

Il est singulier combien de tout temps

on a raisonné peu conséquement sur cet article. Toutes les fois qu'un grand Etat est tombé dans la corruption des mœurs, on s'est plaint de la dépopulation. Les Spéculateurs ont cherché le reméde, les Législateurs l'ont ordonné, & toujours inutilement. Pourquoi ? C'est qu'on vouloit traiter le mal sans en connoître le principe. On ordonnoit des mariages, on récompensoit la paternité, on flétrissoit le célibat : c'est fumer, c'est arroser son champ sans le semer, & en attendre la récolte.

Demandez encore aujourd'hui à nos Spéculateurs, pourquoi la plûpart des Etats de l'Europe se dépeuplent visiblement ? les uns nieront le fait, ce qui est la méthode la plus courte en tout genre de dispute & la moins digne de replique ; le plus grand nombre convenant du fait trop visible pour être contesté de bonne-foi, en accusera le célibat des Moines & des Religieuses, la guerre, le grand nombre de troupes réglées, la navigation, les transmigrations dans le nouveau monde, & autres prétendus vices de constitution, dont la plûpart sont au contraire de nouvelles racines de la population, comme j'espére le démontrer.

Quelle est donc selon vous, me dira-t-on, la vraie cause de la dépopulation? La voici. C'est la décadence de l'agriculture d'une part, de l'autre le luxe & le trop de consommation d'un petit nombre d'habitans, qui séche dans la racine le germe de nouveaux citoyens.

Je sçais combien de préjugés établis cette opinion choque diamétralement. Que de citoyens, entendus en espaliers, & qui dépensent en serres chaudes, croient l'agriculture aussi moderne en Europe que la Philosophie des Dames, & perfectionnée de nos jours plus que jamais! Combien de calculateurs élégans démontrent que la consommation même de la prodigalité, & ce qu'on apelle luxe, fait la prospérité d'un grand Etat! Ce n'est pas encore ici le lieu de combattre toutes ces illusions de détail; leur tour viendra. Maintenant il est question de démontrer mon principe, à sçavoir, *que la Mesure de la Subsistance est celle de la Population.*

Si la multiplication d'une espece dépendoit de la fécondité, certainement il y auroit dans le monde cent fois plus de loups que de moutons. Les portées des louves sont très-nombreuses, & aussi fréquentes que celles des brebis qui n'en

portent qu'un. L'homme comdamne au célibat des armées de moutons ; & je n'ai pas oui dire qu'il fît aux loups cette espece d'injustice. Il tue beaucoup plus de moutons que de loups ; & cependant la terre est couverte de la race des premiers, tandis que celle des autres est très-rare. Pourquoi cela ? C'est que l'herbe est fort courte pour les loups, & très-étendue pour les moutons.

Les Sauvages d'Amérique qui ne vivent que de la chasse, sont réduits à la condition & presqu'à la Population des loups. Un très-petit peuple de ces Sauvages occupe un territoire qui, bien cultivé, fourniroit à la subsistance d'un peuple immense, & ces foibles nations se font encore souvent entr'elles de cruelles guerres pour les limites ; mais leur population qui n'est gênée ni par le célibat, ni par aucune regle de continence, se proportionne naturellement aux seuls moyens de subsistance qu'ils sçavent se procurer. Un ancien Romain, toujours prêt à retourner & labourer son champ, vivoit lui & sa famille du produit d'un arpent de terre. Un Sauvage qui ne seme ni ne laboure, consomme seul le gibier que cinquante arpents de terre peuvent nourrir : conséquemment *Tullus Hostilius* avec

mille arpens de terre pouvoit avoir cinq mille sujets, tandis qu'un Chef de Sauvages, tels que je les ai représentés, borné au même territoire, auroit à peine vingt hommes.

Telle est la disproportion immense que l'agriculture peut établir dans la population. C'en sont ici les deux extrêmités. Un Etat se dépeuple en proportion de ce qu'il s'éloigne de l'une, & se rapproche de l'autre: en proportion de ce qu'on y cultive les terres, & qu'on les emploie à produire ce qui est de la nourriture essentielle de l'homme, l'espece augmente en nombre. En proportion de ce qu'on les laisse en friche, ou qu'on les employe en inutilités ou productions de consommation précaire, l'espece diminue invinciblement malgré tous Edits & Loix d'encouragement ou de rigueur en faveur des mariages.

Il suit de là, que les consommations en superfluités sont un crime contre la Société qui tient au meurtre & à l'homicide: d'autant que ce qui est le luxe en naissant, devient usage & décence dans la suite. D'où naît que la principale attention du Gouvernement doit être de porter par l'aiguillon de l'honneur, & par la force de l'exemple, l'orgueil humain

main vers la frugalité & une sorte de modestie relative à chaque profession. Mais il n'est pas temps encore d'entamer cette matiere.

M. David Hume, Auteur Anglais, l'un des plus respectables Ecrivains politiques que nous connoissions, tant par son érudition également saine & profonde, que par la sagesse de ses raisonnemens & une modestie bien rare en ce temps-ci, a fait un Traité complet sur la question de la population ancienne, comparée à celle de notre temps. Ce seroit dommage que nous n'eussions pas ce morceau également sçavant & raisonné; & je lui rends toute justice sur le mérite d'homme de Lettres & de Citoyen, qu'on ne peut s'empêcher de reconnoître à un point éminent dans l'Auteur; mais, en convenant de plusieurs des principes renfermés dans ce Traité, je ne suis pas de son avis sur les conséquences en général. On pourroit le suivre dans les détails, & lui en disputer un grand nombre; mais on le feroit avec désavantage: de fait, en ce qu'il est bien difficile d'en savoir plus que lui; de droit, en ce que cette sorte de controverse seroit au moins fade, & peut-être odieuse. Mais d'après les principes établis ci-dessus, dont un homme d'aussi bon es-

prit que M. Hume conviendroit sans doute, principes qui abrégent la question autant qu'ils la fixent ; elle se réduit à sçavoir, si la consommation actuelle de chaque individu, & sur-tout celle des riches, est plus considérable qu'elle n'étoit autrefois.

Le faste des anciens Asiatiques, & l'étendue excessive de l'Empire du Grand Roi, devoient sans contredit avoir fort dépeuplé cette partie du monde ; mais la barbarie du gouvernement Turc & Persan l'ont extrêmement dévastée : & sur les ruines de tant de villes célébres de l'antiquité, l'on ne trouve plus que de vastes deserts à peine praticables pour les caravanes. On en peut dire autant de la partie de l'Afrique, jadis célebre sous les Carthaginois, les Rois Numides, &c. & qui sont le bas Empire même, contenoit jusqu'à quatre cens Villes Episcopales, ayant chacune son district, contrées arides aujourd'hui, & disputées aux lions & aux tigres par des hommes plus féroces qu'eux. Les pays connus sous le nom de Grece, tant dans le continent que les Isles & terres adjacentes, ne sont aujourd'hui que des roches desertes ; & ces Isles autrefois si célebres par des Temples fameux, des Ecoles, des Hommes illustres, & une

Peuplade immense, ne sont que des écueils. J'excepte de mes calculs toute cette partie de la dévastation générale, comme relative à des causes morales & nous ne traitons ici que du physique. Il faut pareillement en retrancher l'Amérique. Si d'une part l'invasion de la partie méridionale de l'Amérique par les Espagnols, & l'abus qu'ils firent de leur victoire, a fait rentrer dans la terre des peuplades immenses d'hommes; si la mollesse & le gouvernement tyrannique des nouveaux colons a tenu ces fertiles contrées dans cet état de dévastation, on peut dire que les différentes colonies des autres nations de l'Europe, dans tout le reste de cette partie du monde, ont compensé cette perte pour l'humanité, si c'est compenser que de mettre un à la place de ving-cinq. Mais cette partie du monde n'existoit pas pour nous dans les temps que nous prenons ici en comparaison, il est inutile d'en faire mention. C'est donc l'Europe uniquement qui peut à cet égard entrer en question. Nous pourrions encore en excepter l'Italie, qui notoirement nourrissoit vingt six millions d'ames dans ces temps de splendeur, par le moyen des bleds d'Egypte qui ne nourrissent plus personne. L'Italie qui en

nourrissoit peut-être le double de son propre produit dans les premiers âges de Rome, à en juger du moins par la multiplication de différens peuples qu'on voit sans cesse en armes contre les Romains dans ces temps belliqueux ; l'Italie, dis-je, contient à peine aujourd'hui cinq millions d'habitans. Mais sans entrer dans les spéculations historiques, examinons seulement si les hommes, dans les premiers temps, consommoient autant de produit de terre, qu'ils en consomment aujourd'hui ; & pour ne point sortir des portions de consommation auxquelles je me suis borné dans ce Chapitre, brûloit-on autant de bois que de nos jours ? J'en doute puisque depuis moins de dix ans, la consommation de Paris, seulement à cet égard, a augmenté de deux cens mille voies, ce qui constitue presqu'un tiers de crue. Je ne crois pas qu'on prétende que le nombre des habitans ait augmenté de cela. Chacun sçait que les recherches du luxe, de la mollesse, & la vanité mal entendue, sont la cause de cet excès. Telle maison n'avoit, il y a dix ans, du feu que dans les chambres & antichambres de chaque apartement, qui a des poëles aujourd'hui dans tous les cabinets, garde-robes & escaliers. Les femmes suivantes

de cette maison ont toutes en particulier leur chambre, leur feu, leur lumiere. En un mot tout a doublé de la sorte. Il faut cependant du terrein employé à ne porter que du bois pour fournir à cette consommation. Le bois devenant la marchandise du meilleur débit, chacun se hâte d'en planter, & de dérober ainsi une portion de son héritage à la nourriture des hommes. Y avoit-il chez les Anciens autant de voitures qu'aujourd'hui? Il faut du bois aussi pour leur entretien. Les cuirs, les graisses, tout ce qu'on tire des bestiaux se consommant au double, & presque toujours en pure perte, le pâturage a pris le dessus sur le labourage; & depuis long-temps le proverbe est établi qui dit: *Qui change son champ en pré, augmente son bien de moitié.* Le pré cependant ne porte en général qu'une bonne récolte par an, & ce n'est que du second bond qu'il sert à la nourriture des hommes, autre soustraction faite à l'humanité. Je sais qu'on peut me dire que les forêts étoient immenses alors, mais mal gouvernées, au moyen de quoi elles dévastoient plus, & servoient moins; que les prairies n'étoient que des marais qui ne fournissoient qu'un médiocre entretien aux bestiaux, &c. S'il étoit dans mon

tant de prendre la contrepartie du système que propose M. Hume sur ce point, ce seroit à moi à me retourner sur ces objections, & à démontrer que les prétendus déserts en question n'existoient que chez des peuples barbares encore, & tels à peu près que l'étoient les habitans de l'Amérique septentrionale, quand nous l'avons découverte : que par conséquent ces contrées doivent encore être exceptées, comme celles ci-dessus, du point de comparaison dont il s'agit. Je devrois établir enfin que l'agriculture étoit chez les nations policées, portée pour le moins au point où elle l'est de nos jours : donc... Mais mon but principal ici n'étant que de recommander cet art & cette science mere de l'humanité, il me suffiroit d'avoir amené mon antagoniste à raisonner en conséquence, pour que mon dessein fût rempli. Somme toute, convenons que les Anciens connoissoient aussi-bien l'agriculture que nous, & l'honoroient davantage : M. Hume prouveroit cela mieux que moi. Ils consommoient moins en général & en particulier : il le démontreroit encore : donc ils étoient en plus grand nombre.

Ce n'est pas encore ici le lieu de considérer la population relative au travail ;

nous y viendrons dans le temps, & dirons en quel sens le travail second peut être utile à la population. Suivons encore quelques considérations qui résultent de la partie actuelle de notre sujet.

Les hommes multiplient comme les rats dans une grange, s'ils ont les moyens de subsister. C'est un axiome que je n'ai pas inventé, & qu'il est temps qu'on prenne pour base de tout calcul en ce genre. En ce sens, le mot de M. le Prince, après la boucherie de Senef, qui parut barbare à ses Officiers étonnés, & qui n'étoit peut-être chez-lui qu'un effet de cette audace militaire, qui naquit & mourut avec lui, *une nuit de Paris remplacera cela*; ce mot, dis-je pouvoit être un axiome politique bien raisonné.

A moins qu'il ne survienne quelque augmentation de subsistance étrangere & nouvelle dans l'Etat, il ne sçauroit s'élever une seule plante de plus dans ce jardin garni de toutes ses parties, qu'une autre ne lui fasse place. En vain travaille-t-on à Paris toutes les nuits, si les maladies, la guerre, la mer, &c. ne font des places vacantes.

Les batailles & massacres ne nuisent point à la population, si d'ailleurs elles ne nuisent à l'agriculture; & l'on remar-

que avec étonnement qu'après des temps de troubles & de calamités, un Etat est tout aussi peuplé qu'il l'étoit auparavant, tandis que les édifices, les chemins, tout enfin ce qui désigne la prospérité aparente, se ressent visiblement de l'interruption de l'ordre & de la police. Pourquoi cela? C'est que l'homme n'a qu'une seule & véritable racine qui, comme toute autre, se nourrit du suc de la terre.

Ce n'est pas cependant que les temps de guerre, & plus encore ceux de trouble, n'interrompent & ne détruisent l'agriculture dans certains cantons ; mais ils la vivifient dans d'autres, en accélérant le débit de ses productions. On voit d'ailleurs que ce ne sont pas les calamités dont le laboureur voit le principe en réalité, & la fin en espérance, qui rebutent sa précieuse activité. Le fermier en Flandres séme de nouveau derriere l'armée qui vient de fourager son champ. En troisieme lieu, si la guerre dévaste quelques Provinces, elle les fume en même-temps, & d'autre part, ses nécessités & ses dépenses mettent peu-à-peu tout le monde dans le cas de retrancher de sa dépense particuliere, & conséquemment de sa consommation. Cette diminution de luxe profite plus à la population que le

gouffre dévorant de la guerre ne lui nuit, pourvu toutefois que cela dure. Remarquez à ce sujet, que jusqu'au siecle de Louis XIV. la nation a toujours été en guerre, soit étrangere qu'elle alloit chercher ailleurs quand elle ne l'avoit pas chez elle, soit interne par les guerres des gentilshommes, dont les derniers soupirs ont été les duels. Ces guerres ne dépeuploient pas, parce qu'elles tenoient le reste de la nation en nécessité ; & comme nous fûmes, sommes, & serons toujours glorieux, nous en faisions vertu. Le Roi du siecle passé a le premier mis sur pied des armées exorbitantes, en a nécessité la mode, & conséquemment la briéveté des guerres qui dès-lors dépeuplent beaucoup, & ne peuplent pas, en ce qu'elles n'affaissent le luxe que pour un temps, & le labourage pour toujours.

En général donc & dans le principe, ce ne sont ni les guerres, ni les épidémies qui dépeuplent un Etat ; mais si vous mettez un cheval de plus dans l'Etat, toutes autres choses demeurant égales, vous êtes certain d'y tuer quatre hommes au moins. Mais, me dira-t-on, les bestiaux fument, & cet engrais vivifie d'autres portions de terre qui sans

litiques ont non-seulement pris condamnation sur cet article, mais ils ont encore quelquefois enchéri ; il s'en faut bien que je ne sois de cet avis.

J'ai habité dans le voisinage d'une Abbaye à la campagne. L'Abbé, qui partageoit avec les Moines, en tiroit 6000 livres. Je veux bien que la portion conventuelle fût plus forte ; mais de peu de chose ; car Messieurs les Commandataires ne sont pas dupes. Sur les 6000 livres de rente restantes, ils étoient trente-cinq ; à sçavoir, quinze de la maison, & vingt jeunes Novices étudians, attendu qu'il y avoit un Cours dans cette maison. Ces trente cinq maîtres avoient en comparaison peu de domestiques, mais ils en avoient au moins quatre. Or je demande si un gentilhomme, vivant dans sa terre de 6000 livres de rente, en auroit eu davantage ? Ainsi entre lui, sa femme & quelques enfans, à peine auroient-ils vécu dix sur ce territoire, & en voilà quarante d'arrangés en vertu d'une institution particuliere. En conséquence donc du principe établi, qu'il ne sçauroit s'élever de nouveaux habitans dans un Etat qu'à proportion des moyens de subsistance, que plus cette subsistance est volontairement resserrée par ceux qui occupent

le terrein, plus il en reste pour fournir à une nouvelle peuplade, il seroit impossible de nier que toutes autres choses mise à part, les établissemens des maisons Religieuses ne soient très-utiles à la nombreuse population. Que ce soit de par le Roi, de par S. Benoît ou S. Dominique, qu'un grand nombre d'individus s'engagent volontairement à ne consommer que cinq sols par jour, toujours est-il vrai que ces sortes d'institutions aident fort à la population, simplement en donnant de la marge & laissant du terrein à d'autres plançons. Que tous les Moines vivent ainsi; que toutes les Communautés soient nombreuses en proportion de leurs revenus, c'est ce que je n'ai garde de soutenir, & ce qui est étranger à la question. Je m'ingérerai moins encore à dire les moyens de maintenir dans leur vigueur les institutions dont je parlois tout-à-l'heure, & dont le relâchement est au moins une lépre dans l'Etat. Je dis seulement que selon le maintien de la maison que j'ai citée, & de plusieurs autres en ce genre que j'ai connues, loin de nuire à la population, elles y servent, toutes plaisanteries cessantes; car je ne les aime ni folles ni triviales.

A l'égard de l'objection qu'un Seigneur est utile dans l'Etat, ou du moins y sert d'un grand ornement, au lieu que les Moines n'y sont ni l'un ni l'autre; l'Auteur que j'ai cité, quoique Protestant, met du moins à son axiome le correctif *en deçà du Paradis.* Il fait en cela la critique de certains misérables libelles gauchement plâtrés d'un vernis de dissertation sur le droit public, &, cependant bien accueillis depuis quelques années chez nous, où l'on ose avancer que les Ministres de la Religion ne sont d'aucune utilité dans l'Etat. L'Auteur ne parle ici que des Moines, ce qui fait encore une différence bien grande; & à vrai dire, n'étant que calculateur, il lui est permis de mettre tout au même poids & mesure, ce qui est au contraire un délire pour un Politique. Mais je puis répondre encore à cette double objection, sans rien forcer. Examinons d'abord l'article de l'utilité, je serai court; ensuite celui de l'ornement, je le serai plus encore.

Les Moines de fait étudient, prêchent, instruisent, travaillent, desservent les Paroisses de campagne. En outre ils ont tous, ou la plupart, dans leur institution quelqu'objet d'utilité; je dis plus, de

nécessité. S'ils ne le remplissent pas, c'est l'affaire du Législateur & de la Police. Eh quoi! je supose que la Milice fût relâchée & tombée dans la mollesse, la Magistrature dissipée, la Noblesse sans mœurs & sans délicatesse, faudroit-il pour cela suprimer le Militaire, les Magistrats & les distinctions héréditaires? L'invention de suprimer & de détruire est le contraire absolu de l'art de gouverner; c'est la magnanimité du suicide. Un Chirurgien ignorant sçait couper la jambe; Esculape l'eût traitée & guérie. Quatre traitemens comme celui du premier, il ne reste plus que le tronc. Je n'ai rien à dire de plus sur l'utilité morale. Je n'aime pas à m'étendre sur des points étrangers à mon sujet. Passons à l'utilité physique.

Chacun sçait que la plupart de ces grands établissemens Monastiques si riches aujourd'hui, n'étoient autrefois que des déserts, & que nous devons aux premiers Cénobites le défrichement de plus de la moitié de l'intérieur de nos terres. Mais sans nous prévaloir de l'authenticité du titre, article si sacré en saine politique, & si hors de mode aujourd'hui, considérons les choses dans l'état présent. On n'ignore pas, & il est passé en pro-

verbe, que les Bénédictins, par exemple, mettent cent sur leur territoire pour lui faire produire un. Je connois dans leurs biens telle chaussée d'étang ou contre des rivieres, tel autre ouvrage enfin utile ou nécessaire, qui a certainement coûté trois fois le fond de l'Abbaye entiere sur lequel la construction est faite. Ces travaux longs & dispendieux qui sont une sorte d'ambition & de joie pour des corps qui se regardent comme perpétuels, toujours mineurs pour aliéner, toujours majeurs pour conserver, sont au dessus des forces des particuliers. L'Etat ne peut envisager que les objets généraux; & quand les secours descendroient quelquefois jusqu'aux détails, il faut encore une administration puissante & toujours présente pour l'entretien. Ou le Seigneur possesseur du fonds est riche & grand propriétaire, en ce cas il ne consomme pas sur les lieux qui sont négligés, & qui se ruinent petit-à-petit; ou s'il est obligé d'y résider, il est foible, accablé de faux frais, de dettes antérieures: son administration est intermittante, & tout languit sous son fils, si ce n'est sous lui. Or il n'est pas contesté que ces travaux ne soient un bien particulier qui ressortit au bien général, & qui l'établit. Il en est de mê-

me

me des bâtiments ; même solidité, même entretien. Une des Eglises de l'Abbaye dont j'ai parlé d'abord, est connue dans notre Histoire par une époque fameuse depuis 700 ans. Elle est absolument au même état où elle étoit alors. Quels sont les bâtiments des particuliers qui ont une pierre de ce temps-là ?

Quant à l'ornement, avouons que le Seigneur de 6000 livres de rente que nous avons établi, remplaçant les 40 Moines cités dans notre premier exemple, ne seroit pas d'un lustre bien fameux dans son château. Nous prenons, il est vrai, sur ce domaine la portion du Commandataire qui partage avec eux, comme feroit un Seigneur avec son fermier général. Or si le brillant & le faste étoient de mon sujet, je demanderois si les Cardinaux de Rohan & de Polignac à Rome, & tant d'autres ailleurs, n'ont pas fait autant de ce genre d'honneur à la nation, qu'eussent pu faire des Seigneurs laïques ? S'il est vrai de plus, comme le dit le même Auteur, que *le point qui semble déterminer la grandeur comparative des Etats, est le corps de réserve qu'ils ont*, quelles richesses en vaisselle & ornements d'Eglise, tableaux, manuscrits, bibliothéques, bâtiments mêmes, ces fortes maisons re-

ligieuses ne tiennent-elles pas en magasin, dont on ne trouveroit pas trace dans les pays Protestants.

A l'égard des Mendians, je serois parfaitement de l'avis du même Auteur, s'ils étoient aujourd'hui tels dans la force du mot. Ce n'est point à moi à examiner si la mendicité a jamais été permise à aucune Société Religieuse, autrement que comme moyen de Subsistance au milieu des travaux, dont le fruit est totalement destiné aux vues de la charité; mais il est de fait, qu'attendu que le métier ne vaut plus ce qu'il valoit autrefois, tous, ou peu s'en faut, prévoyant, comme Joseph, les années de stérilité, ont fait provision de revenus, & qu'au moyen d'un léger arrangement de Police de la part du Gouvernement, on ne verroit plus de besaces. C'est tant pis, s'écrie-t-on; car ils se feroient des revenus aux dépens des Sujets de l'Etat.... Eh! point du tout pour une grande partie. La moitié des maisons du fauxbourg S. Germain & de plusieurs autres quartiers de la ville de Paris, par exemple, appartiennent à des Corps; les ont-ils achetées? Non, & à cet égard on a grande raison de leur lier la bourse. Mais ils ont bâti des places vagues qui leur furent données dans le temps,

n'étant de presqu'aucune valeur. Aujourd'hui cela fait une magnifique cité, & un revenu considérable pour l'Etat comme pour eux, qu'ils ont tiré de la terre. Que les Carmes déchaussés aient, comme l'on dit, cent mille livres de rente, ils ne les ont prises à personne ; & pourvu qu'ils vivent toujours selon leur observance, il faudra bien, aujourd'hui qu'ils n'ont plus de terrein à bâtir à Paris, que leur excédent aille bâtir ailleurs, ou entretenir d'autres Carmes vivants tout aussi pauvrement, mais toujours individus réels dans l'Etat.

Si les Etats Protestans sont plus peuplés & plus florissans que ceux où la discipline ecclésiastique de la Communion Romaine est aussi exactement observée & réglée qu'elle l'est en France (fait, à tout prendre, dont je voudrois d'autres preuve que des allégations) je crois qu'il seroit aisé d'en donner d'autres raisons que la supréssion des Moines. La prétendue Réforme fit universellement des révolutions dans tous les Etats ; & il est certain qu'il est des secousses qui avivent les esprits politiques, & régénerent les ressorts du Gouvernement & de l'industrie. La Suéde changea entiérement son gouvernement en embrassant la pré-

tendue Réforme ; mais qui l'eût considérée après les regnes durs & absolus de Charles XI & de Charles XII, eut été bien étonné d'y voir si peu de Moines, & tant de dépopulation & de misere. Ce n'est pas le rétablissement des Moines, qui a fait tomber de moitié le commerce & la richesse de la Hollande depuis le commencement de ce siecle ; mais le luxe y a enfin engrainé, la consommation y a doublé, & le commerce diminué. Ces célébres Danois d'autrefois, qui ont fait trembler toute l'Europe, sont morts : mais depuis deux cents ans qu'ils ont chassé les Moines, il seroit temps de voir cette antique pépiniere se repeupler de Héros. Henri IV & Louis XIV ensuite, trouverent le moyen de rétablir leur Royaume sans rien changer à la Religion établie. Je vois que le judicieux David Hume, & plusieurs autres Anglois, se plaignent que leur patrie se dépeuple ; ils en cherchent des raisons de détail, faute d'avoir touché au vrai point, qui est que l'Angleterre est devenue riche, que la richesse augmente la consommation, & diminue en conséquence d'autant la population.

Quand je suis devenu l'apologiste des institutions monastiques, article sur lequel

je me suis étendu sans doute avec trop de détail, en suivant seulement l'excellent Auteur que j'ai cité ci-dessus, on s'attend bien que je serai & plus abondant & plus fort en raisons sur l'article des troupes soudoyées, des gens employés à la navigation, &c. Somme totale, multipliez la subsistance, vous multiplierez les hommes, sans que tant de gens s'en mêlent à beaucoup près.

Mais, direz-vous, tous ceux de l'ordre des célibataires, qui ne font rien pour gagner leur vie, diminuent d'autant le travail dans un Etat: & comme le travail est le seul moyen d'étendre la subsistance, vous la rétrécissez précisément par la sorte d'emploi que vous tolerez à ceux qui jouissent des fruits de la terre, & qui devroient travailler à les multiplier. Ceci sort de la question. C'est seulement dans l'ordre des maîtres & propriétaires que j'ai considéré les Communautés Religieuses. On verra dans la suite de ce Traité, qu'il s'en faut bien que je ne prêche l'inaction. J'ai voulu seulement dire dans ce Chapitre, que la subsistance est la mesure de la population; qu'en conséquence, tous ordres de gens qui se vouent à vivre d'un petit produit de terre, favorisent la population, loin de lui nuire.

en ce qu'ils se resserrent volontairement, & font place à d'autres. S'agit il ensuite de décider quelle est de toutes les Professions qui composent la Société, celle qui mérite la préférence d'estime, & de protection? c'est ce que nous verrons dans le Chapitre suivant. Finissons celui-ci par où nous l'avons commencé.

Augmentation de subsistance, accroissement de population; nous allons voir comment accroissement de population doit faire augmentation de subsistance.

CHAPITRE III.

L'Agriculture, qui peut seule multiplier les subsistances, est le premier des Arts.

QUelques hommes assez follement présomptueux, d'autres inquiets & impatiens de toute espece de joug, pensant échapper à la vue toujours presente de la Divinité, cherchent à se perdre dans la foule des brutes, & ne reconnoissent dans l'homme de supériorité sur les animaux, que celle que nous donne une construction mieux organisée. De tous les délires de l'esprit humain,

c'eſt-là, je crois, celui qui mérite le moins d'être attaqué ; puiſque ſi ſur cent de ſes partiſans, il en eſt un de bonne-foi, du moins eſt-on certain qu'aucun de ſes prôneurs n'a réfléchi ſur les conſéquences de l'adoption de ſon ſyſtême. Bien eſt-il qu'entre les preuves de fait dont on peut l'accabler, aucune ne me paroît auſſi forte que l'art de l'agriculture.

Après avoir dit que l'homme imbécile & né tel, eſt encore l'animal de tous le mieux organiſé, l'on paſſe de ce point de fait à l'énumération de tout ce que l'homme a inventé & acquis par-délà, au phyſique de tout ce qu'il conçoit, craint, eſpere, moral, pour en compoſer le territoire d'une ame intellectuelle, ſoumiſe d'une part à procurer à la machine la pénible jouiſſance des biens d'ici-bas, tendante de l'autre vers un bonheur, dont elle ne connoît autre choſe ſinon que la matiere eſt inſuffiſante pour le lui procurer, & dont elle n'a d'autre ſentiment qu'un attrait inhérent à ſa ſubſtance, qui dégénére en inquiétude, & lui prohibe le repos.

Dans la premiere de ces deux portions d'un territoire pour lequel l'homme ſeul eſt privilégié, l'invention de l'agriculture

me paroît celle de toutes qui porte le plus ce titre exclusif.

J'ai dit que l'homme étoit de tous les animaux celui qui tiroit le plus aisément pâture de tout. En effet, il n'est rien, ou bien peu de chose, dont aucune sorte d'animal se nourrisse, qui ne puisse au besoin lui servir de nourriture. Mais l'instinct des animaux les plus forts & les plus adroits, s'est borné à chercher & reconnoître sa proie, à lui tendre des piéges pour la surprendre & l'attirer quand la force & la vélocité ne suffisoient pas; l'homme seul a cherché, apris & imité le secret de la nature, & par un travail assidu il est venu à bout de multiplier celles de ses productions qui lui étoient nécessaires ou utiles. C'est à cette multiplication qu'il doit celle de sa propre espece qui, comme nous l'avons dit, est le premier des biens.

Si donc un art est estimable en partie à proportion de la beauté de l'invention, il n'en est aucune qui doive flatter l'amour-propre de l'homme plus que l'agriculture, & qui mérite plus son estime. Mais cet avantage n'est rien en comparaison de son utilité; nous l'avons déja démontré, supposé que la chose eût besoin de démonstration.

Une

Une façon sûre pour le Gouvernement d'aprécier les différents travaux des hommes, c'est de regarder chaque classe d'hommes relativement à la dépendance où elle est des autres classes. Ce coup d'œil fera sentir au Prince que les derniers doivent être les premiers dans sa bienfaisante attention. Le Chevalier Temple compare un Gouvernement éclairé à ces pyramides, dont la base est fort large & occupe un grand terrein, & dit que l'autorité venant à se terminer au pouvoir d'un seule homme, fait alors la pointe la plus parfaite de la pyramide, & forme ainsi la figure la plus ferme & la plus assurée qu'il puisse y avoir. Si le Prince au contraire, ou le Gouvernement protegent & laissent étendre les rangs plus élevés privativement aux plus bas, insensiblement la pyramide devient tour, & puis cone renversé qui ne se soutient plus que par miracle.

Il est à considérer encore que chaque rang suportant plus de faix à mesure qu'il est plus près de la base, chaque pierre de notre bâtiment politique voudroit quitter l'état le plus pénible, aimant mieux courir le risque d'être exposée aux coups de la tempête & de l'orage, que de souffrir l'affaissement conti-

nuel que lui présente sa position. C'est donc cette portion de l'Etat qui doit être la plus soutenue par les ressorts de la protection & de l'encouragement ; nous en détaillerons dans le temps les moyens.

Nous l'avons dit ailleurs ; chez les Sauvages le plus vil chasseur peut consommer le produit de cinquante arpens de terre. Voilà où nous en sommes, quand nous négligeons l'agriculture. Distribuez ensuite le terrein du Royaume, & voyez ce que nous devenons, quand nous abandonnons une portion du territoire de l'Etat. Plus au contraire nous tendons à exciter cet art utile & à multiplier la production, plus nous nous éloignons de cet état de décadence & d'affoiblissement.

Il est indifférent à la terre de nourrir des chèvres ou des hommes, disoit souvent l'Auteur d'un excellent Traité en ce genre, dont j'ai adopté tous les principes ; mais elle veut être honorée & soignée comme une bonne mere. En effet, la terre n'est marâtre nulle part, du moins dans nos climats. Le sable ici nous presente une surface desséchée, mais transporté dans des terres humides, il les feconde en tempérant leur âcreté ; ailleurs

se couvrira de bois semés & fumés

avec ſoin, & l'herbe croîtra ſous ces bois; plus près, à force d'engrais & de terreau il devient d'un grand raport, & par-tout il aide aux bâtimens, à la ſolidité des pavés, &c. La terre n'offre ici que de la mouſſe, vous trouverez dans ſon ſein de la marne qui, répandue ſur ſa ſurface, la féconde; des carrieres, des minéraux: plus loin le grès, dont l'aſpect eſt l'atteinte de la ſtérilité, caſſé, devient le plus utile des matériaux pour la ſolidité & la facilité des communications. Ces marais ſtériles qui infectent l'air, peuvent devenir des rivieres, fournir de la tourbe, ou deſſéchés, être changés en poſſeſſions les plus abondantes. En un mot, tout a ſon utilité; je le répete, tout terrein peut produire au moyen du travail; *labor omnia vincit improbus.* La ſtérilité ne ſe montre nulle part que par la faute des hommes.

Un arpent de terre en friche n'occupe perſonne, tout au plus un berger y menera-t-il ſon troupeau deux fois dans l'année, & ce troupeau n'en retirera preſque rien. Si cet arpent eſt en bois, il faut le clorre, le garder, & tout les vingt ans on vient le couper, y faire les fagots, l'écorce & le charbon; mais s'il eſt en près, on l'étaupe, on le fume, on

l'arrose & on le fauche, & tout cela emploie du monde, quoiqu'en petite quantité, & seulement en deux saisons de l'année. Un champ occupe plus de monde, on le laboure à plusieurs reprises, on le fume, on le seme, on le herse, on le farcle, on le moissonne enfin. Là où il y a des champs, il y a des hommes, fussent-ils sous la terre. Là où les champs raportent le plus, il y a plus d'hommes. Mettez cet arpent en jardins, apelés marais à Paris, vous y verrez dans toutes les saisons de l'année, continuité de travail & de récolte, tout est mis en valeur; à peine un sentier d'un pied de largeur permet-il la communication d'une portion à l'autre de ce fécond domaine : on éleve des murs & des ados pour les productions qui rampent moins que les autres, & le cultivateur se procure un terrein perpendiculaire pour étendre son terrein horizontal, & par conséquent son Royaume. Il acquiert une Province à dix pieds de terre, qu'aucune Puissance n'a droit de lui disputer.

Par une liaison de conséquences, plus il y a d'hommes, plus aussi la terre raporte. L'industrie tire du roc le suc nourricier des meilleures plantes. Voyez de loin le terroir de Marseille, vous n'a-

percevrez que des montagnes grises d'un escarpement affreux. Aprochez, vous trouverez la fécondité dans son Royaume, & dix mille huttes ou maisons plus ou moins grandes, qui ont chargé ces rochers de verdure, d'herbe & de fruits. Vous y verrez creuser dans le roc vif des tranchées de six pieds de profondeur, les remplir de couches de terre & de pots cassés, & planter ensuite dans ces fosses des vignes qu'on ne renouvelle que tous les cent ans.

Mais ceci nous méneroit à des matiéres qui ressortissent à d'autres Chapitres. Revenons au principe fondamental qui ne peut être nié : *plus vous faites raporter à la terre, & plus vous la peuplez.*

L'Agriculture cependant, cet art par excellence, qui peut se passer de tous les autres, tandis qu'aucun d'eux ne sçauroit exister sans lui ; l'Agriculture, dis-je, est encore dans son enfance. Les premiers hommes de chaque société l'ont tous honorée : les seconds se sont, pour ainsi dire, hâté de la négliger. La fable du chien qui laisse le corps pour courir après l'ombre, a toujours dépeint l'humanité en général ; eh ! quel art mérita jamais d'être étudié & perfectionné avec plus de soin ?

S'il n'y a jamais que la même étendue de terre labourée & cultivée dans un village, il n'y aura jamais que le même nombre de laboureurs & de cultivateurs, toutes autres choses étant égales. Il semble donc que la population de ce village, & par conséquent celle de l'Etat entier pris village par village, ait des bornes que toute l'attention & la protection possible ne peuvent étendre.

Il n'est pas tems encore de traiter des moyens d'augmenter la population, qui ne tiennent que de l'industrie : moyens plus importans à pratiquer pour les petits lieux & éloignés des voies naturelles du commerce, qu'ils ne le sont pour les lieux où l'industrie naît d'elle même, & a de toutes autres facilités. Nous ne traitons maintenant que de l'Agriculture isolée & prise purement en soi.

En supposant tout le territoire de ce village cultivé, je demande si le plus ou le moins d'expérience dans l'agriculture n'est pas capable de l'étendre. Il y a un proverbe commun dans le labourage, qui est que les bonnes terres rapportent à proportion de la quantité de labours qu'on leur donne. *Donnez-lui deux raies*, disent-ils, *elle vous rendra pour deux raies, donnez-lui en quatre, elle vous rendra pour quatre.*

Peut être la fructification de cette bonne terre s'étendroit-elle plus loin encore, à proportion du travail; mais en la laissant au point ci-dessus démontré par l'expérience, voilà toute la bonne portion de votre territoire doublé par le travail, & au lieu de deux lieues de terrein, nous en avons quatre dans le fait, sorte de conquête dont il ne sera parlé dans aucun Congrès. Ce double raport nourrira le double d'hommes; augmentation de population, & conséquemment de travail.

Cependant combien les plus simples détails de cet art ne sont ils pas inconnus aux gens mêmes les plus intéressés à s'en instruire? Combien d'hommes aujourd'hui très éclairés, combien peut-être d'entre mes Lecteurs pensent, quand on leur parle d'une terre qui rend vingt-fois la semence, & d'une autre qui n'en rend que cinq, que la premiere porte vingt charges de bled à la récolte, tandis que l'autre n'en raporte que cinq! Ils ignorent que, communément parlant, toute la différence entre ces deux terres consiste en la quantité de semence; de sorte que celui qui possede la premiere de ces terres ne seme sur son champ qu'un septier de grain qui lui en raporte vingt,

& qui ne lui rendroit rien s'il en semoit davantage, attendu que tout monteroit en herbe : le possesseur de l'autre champ est obligé de semer quatre septiers pour en recueillir vingt ; en sorte que tout l'avantage du premier ne consiste qu'en la semence. J'ai raporté cet exemple, comme ayant vû souvent des gens instruits se tromper sur cet article, & croire de bonne-foi que les Léontines & celles d'Afriques, que les Anciens citent comme rendant cent & cent vingt fois la semence, raportoient vingt fois plus de grain réel que nos terres communes qui donnent environ, à prendre l'une dans l'autre, six fois la semence.

D'autre part, les terres médiocres, par exemple, ne raportent que du seigle; & les propriétaires, riches sur-tout, ne se déterminent à les semer de cette sorte de grain, que quand ils y sont forcés, & que leurs terres se refusent au froment. La raison de cette répugnance est que le seigle est toujours évalué d'un quart au dessous du froment ; mais un peu de lumieres, d'expérience & de calcul leur aprendroit que le seigle bien moins sujet par lui-même à la nielle & aux autres accidens, que ne l'est le froment, rend par la grosseur de ses

épis un tiers plus de grain que le froment. Or, trois mesures de seigle à 15 livres valent mieux que deux de forment à 20 livres. Le calcul est court & clair.

Je ne donne pas cette derniere induction comme une certitude, & comme un principe propre à tous les pays. Je m'en sers seulement comme d'un exemple qui démontre, ainsi que bien d'autres, que l'Agriculture, quoique de tous les arts le plus anciennement & le plus continuellement excercé, est peut-être de tous celui qui est le plus offusqué de préjugés & d'ignorance. Pourquoi cela? C'est que les lumieres naissent de l'aisance & d'une honnête liberté.

Les premiers hommes, dont l'histoire tant sacrée que profane nous conserve la connoissance, étoient plus habiles que nous sur cet article. Cette assertion est prouvée par ce qui nous reste des annales des anciens Egyptiens. Les Patriarches passoient leur vie à la tête de leurs troupeaux qu'ils faisoient multiplier à l'infini. Jacob sçavoit varier, par un artifice naturel, la couleur & la laine de ses agneaux. Bien peu de pâtres de nos jours seroient capables de ce genre d'attention.

L'esprit de conquête, & l'opression

qui en est la suite, bannirent bientôt les vertus & les soins pacifiques. Les arts passerent de l'Asie dans la Grece, pays sec de sa nature, & de peu de raport. Les Grecs, peuple ingénieux & porté à tout ce qui est du ressort de l'imagination, négligérent bientôt l'essentiel pour s'attacher aux subtilités de l'esprit. Ils devinrent Législateurs, Philosophes, Poëtes, Orateurs, Médecins, &c. & l'Agriculture qui leur étoit moins nécessaire qu'à tout autre peuple, fut abandonnée aux esclaves. Ces Athéniens dont la politesse a passé en proverbe sous le nom d'Atticisme, & dont le progrès dans les beaux arts font depuis tant de siecles l'admiration de la postérité, passoient leur vie au théâtre, ou dans la place publique à guetter les fautes de grammaire de leurs Rhéteurs ; & leurs Magistrats étoient chargés du soin de leur faire venir des vivres par la mer. Les Lacédémoniens, dont on vante la vertu sauvage & cynique, laissoient aux Ilotes qu'ils traitoient en esclaves, ou plutôt comme des bêtes de somme, le soin de les nourrir. Les premiers Romains forcés par la nécessité, cultivoient avec soin leur territoire, & ne furent jamais plus véritablement grands, que quand ils sçurent

se contenter de leurs propres légumes, & mêler les soins du labourage à ceux de la Magistrature & du Généralat. Mais l'esprit de conquête qui ne les abandonna jamais, leur fit bientôt négliger les mœurs austeres de leurs Ancêtres. Les campagnes d'Italie furent livrées à des esclaves, & les Ecrivains de cette Nation en ont fait passer les plaintes jusqu'à nous. Affligés de tous les maux inséparables d'une prospérité suivie, & de la grandeur démesurée, ils ne gouvernerent leur vaste Empire que pour le ravager, & l'Agriculture & le Commerce furent également bannis du monde connu.

Des Barbares, ou pour ainsi dire, une nouvelle création d'hommes, dévasterent cette Empire affoibli, & formerent de nouvelles Puissances. Ces Conquérans ne firent attention aux Arts, que pour en éteindre jusqu'au souvenir, en établissant le gouvernement militaire, & par conséquent l'opression. L'esclavage, & de droit & de fait, fut le partage en Europe de la plus utile portion de l'humanité.

Ce n'est point ici le lieu de remarquer ce qu'il est sorti de loix utiles & de principes fondamentaux du sein de cette barbarie; (car le propre des choses humai-

nes est d'être un mélange continuel de bien & de mal. Les loix féodales, les assemblées de la nation dominante pour y traiter des principaux objets du gouvernement, & autres usages que les Nations les plus policées regrettent encore, sont & seront toujours des preuves que les plus saines lumieres de l'esprit humain & de la loi naturelle percent à travers les plus épais nuages de l'ignorance & de la barbarie. Les principes d'honneur de l'ancienne Chevalerie ne laissent pas même à la Philosophie moderne l'avantage d'en être le masque.

Mais on ne nie pas que l'Agriculture & le commerce ne fussent l'objet de leur mépris. Il s'en faut bien cependant que ce ne fût au même dégré. Ces braves nations ne connoissent gueres de vertus dont la valeur ne fût le principe & le point central; la générosité, la franchise, la bonne foi, l'hospitalité, la noblesse, vertu si précieuse à ces anciens preux, prenoient leur source dans la force de l'ame & du corps, & dans l'indépendance de l'esprit. Ils regardoient le Commerce comme propre à abartardir l'une & l'autre; & n'attribuoient pas les mêmes effets à l'Agriculture, dont ils sentoient d'ailleurs l'indispensable nécéssité. Aussi

voit-on qu'ils excepterent, des points nombreux de dérogeance établis parmi eux, l'Agriculture excercée sur son propre champ : mais enfin tout ce qui n'avoit pas trait à l'excercice des armes, leur paroissoit un acte de renonciation à la gloire & à toute préeminence; & cet injuste préjugé s'est soutenu bien plus longtems que n'a duré la trace de leurs vertus. Depuis près de cent ans, le Gouvernement en France a eu grande attention à établir & encourager le Commerce ; mais il n'a encore rien fait de direct pour l'Agriculture. Je sçais que l'un de ces objets tient à l'autre, nous le dirons assez dans la suite de ceci ; mais l'Agriculture est la racine, & cela se sent.

Je n'ai pas prétendu, par l'énumération vague que je viens de faire, démontrer que l'Agriculture est un art naissant; la chose parle assez de soi. J'ai voulu dire seulement, que si parmi nous l'autorité tournoit sa protection sur cette partie intéressante, elle trouveroit la carriere neuve encore.

Indépendamment des bonnes terres & des médiocres qui pourroient être extrêmement bonifiées par une culture plus assidue & plus éclairée, il n'en est aucune dans ce qu'on met au rang des

mauvaises, qui ne pût être mise en raport par l'industrie & la patience de l'homme. La nature nous démontre, par ses seuls efforts, qu'on peut tirer parti de tout. Il est peu de terreins sablonneux qui ne soient couverts de brandes, & où il ne croisse des pins & autres arbres. Les montagnes les plus élevées, du moins dans nos climats tempérés, se couvrent d'elles-mêmes d'arbres & de verdures, & mille exemples nous montrent que les roches les plus arides peuvent être fertilisées par le travail.

Le Maltois attaché à un gouvernement doux & uniforme, va chercher en Sicile de la terre dont il charge ses bâtimens, pour en couvrir un rocher brûlé du soleil d'Afrique qu'il change en jardins.

L'Agriculture est non-seulement de tous les arts le plus admirable, le plus nécessaire dans l'état primitif de la société, il est encore dans la forme la plus compliquée que cette même société puisse recevoir, le plus profitable & le plus raportant : c'est le genre de travail qui rend le plus à l'industrie humaine avec usure ce qu'il en reçoit.

La mer attend tout de la terre & de celui qui la fait valoir : il est inutile de

le répéter ; mais je ſoutiens que les profits de l'Agriculture ſont plus ſûrs & plus conſidérables que le commerce maritime, même que la recherche de l'or.

Quant à ce dernier, la ſuite de cet Ouvrage démontrera que l'or n'eſt richeſſe, que de proportion ; que ſemblable au vif argent, il s'échape des mains qui le poſſédent, & entraîne avec lui tout ce qui a pu l'arrêter au paſſage : on ne peut le fixer qu'en l'enſéveliſſant, uſage pour lequel ce n'étoit pas la peine de l'arracher des entrailles de la terre.

A l'égard du Commerce maritime, je mets en fait, qu'en ſuppoſant qu'un propriétaire de terres ſe donnât la même peine pour faire valoir ſes fonds ſur ſon propre ſol, ou ſur celui d'autrui, par les ſoins de l'Agriculture, que s'en donne un négociant pour bien conduire ſon commerce ; que ce propriétaire prenant pour baſe de ſa conduite perſonnelle la même économie, ſans laquelle il n'y a point de commerce aſſuré, eut d'ailleurs autant d'attention journaliere à ne pas perdre un inſtant, à ne laiſſer rien arriérer, à ſpéculer pour fournir de nouvelles branches de production relativement aux changements arrivés dans la conſommation, à être averti des premiers, à

tenir des comptes en regle, &c. je mets en fait, dis-je, qu'il feroit profiter ses soins, ses fonds & son travail au double de ce que peut produire aujourd'hui le commerce le plus lucratif.

Autre objet important, si l'on veut se souvenir de la distinction que j'ai établie au commencement de cet Ouvrage entre la sociabilité & la cupidité.

L'Agriculture est de tous les Arts le plus Sociable. Quelle noblesse, qu'elle généreuse hospitalité dans les mœurs de ceux qui passérent leur vie à la tête de leurs moissonneurs & de leurs troupeaux. ! Mais sans aller si loin, entrez dans le jardin d'un pauvre homme, il vous offre gratuitement & sans ostentation ce que l'Artisan étale & farde pour le vendre. Qu'un Agriculteur fasse une découverte, il se hâte de la communiquer à ses voisins; toutes celles des autres Arts sont des secrets qu'il a fallu voler ou acheter bien cher.

Je ne parle ici morale qu'autant qu'elle est relative à l'intérêt bien entendu; & à dire vrai, la morale la plus exacte est en tout & par-tout l'intérêt le plus réel. Mais sans entrer dans cette discussion, n'est-ce rien dans un Etat que l'habitude du travail & de l'innocence? Fouillons les annales des Arts, nous rougirons des excès dont l'envie & l'intérêt y ont deshonoré la nature.

Peut-

Peut-on rien reprocher de semblable aux Agriculteurs.

Il est, je crois, décidé dans la spéculation, que l'état le plus innocent est le plus heureux ; mais daignez l'essayer dans la pratique, courtisans disgraciés, & vous de la société, à qui l'âge enleve chaque jour quelques-uns des arcboutans de votre mérite. En vain les uns affectent & jouent les dehors de la considération qui leur échappe, en vain les autres cherchant à se rajeunir, ne se montrent qu'aux bougies, &c. Tout les avertit durement qu'ils ne sont plus ce qu'ils ont été. Un arbre, une fleur, ni même leurs cultivateurs ne sçavent point faire cette différence ; ils se prêtent aux soins de l'exilé comme à ceux du favori, & traitent le vieillard comme dans la fleur de l'âge.

L'Agriculture est donc le premier des arts, comme le plus honorable à l'homme, le plus nécessaire, le plus utile, le plus innocent ; mille gens l'ont dit avant moi : l'exemple des peuples agriculteurs, & de la partie de chaque peuple qui est livrée à l'agriculture, le démontre. Il étoit peu nécessaire de m'étendre sur cet article, il le sera davantage de montrer ce qui en arrête chez nous le progrès : & quels seroient les moyens de l'encourager.

Mais avant d'en venir-là, je crois qu'il eſt utile de mettre ſous les yeux un précis des avantages dont jouit en ce genre notre heureuſe Patrie.

CHAPITRE IV.

Avantages de la France relativement à l'Agriculture.

L'AUTEUR de la nature a, comme je l'ai dit, donné à l'homme la faculté de faire, au beſoin, aliment preſque de tout. Il a donné d'autre part à la terre de nourrir & vivifier dans ſon ſein preſque toutes ſortes de germes, de plantes & de fruits ; mais il faut encore que ce ſein maternel ſoit attendri, réchauffé humecté par le concours des autres élémens.

Ce concours lui eſt favorable preſque par-tout, mais plus ou moins ; l'induſtrie humaine en accroît encore les influences, & aide de la ſorte à la nature. Il eſt cependant des lieux où elle ſe refuſe à nos ſoins & preſqu'à toute eſpece de production.

Le Samoyene & le Lapon cachés ſous

des neiges éternelles, ne sçauroient multiplier la mousse qui sert de nourriture aux rennes, dont le lait & la chair sont leur unique subsistance. L'Africain errant dans des sables brûlans, travailleroit en vain à les rendre féconds. Le climat & le sol se refusent également dans ces diverses contrées; en quelques autres, le climat aideroit, & le sol manque.

Les deux points que j'ai cités sont les deux extrêmités de la température. En partant de l'une & de l'autre, & se raprochant vers le centre, les biens & les dons de la nature se présentent selon les lieux; de façon que ce qui manque à un canton de ce qu'un autre possede, y est remplacé par des productions d'un autre genre presqu'également analogues aux nécessités & commodités de la vie humaine. Mais s'il est un pays qui puisse jouir également de toutes ces productions, celui-là sans doute est le favori de la nature.

La France réunit tous ces avantages plus qu'aucun autre Etat du monde. Les Romains qui possédoient trois parties de l'Univers, qui les parcouroient, gouvernoient & ravageoient également tour-à-tour, rendoient ce témoignage à la Gaule, telle qu'elle étoit alors relative-

ment à sa population, à la température de son climat, & à la multitude des rivieres, dont elle est arrosée. Ils ne connoissoient pas les avantages de la mer, si importants aujourd'hui, & que nous possédons d'une façon presqu'unique. Ce n'est pas encore ici le lieu d'en parler.

En considérant notre climat, la fécondité de la plupart de nos territoires, ces montagnes qui d'une part nous servent de frontieres, & de l'autre placées au centre, distribuent des eaux dans toutes les parties de cette heureuse contrée, l'industrie & l'activité naturelle aux habitants, la fécondité de leurs femmes, & autres avantages physiques, l'on conçoit aisément que la France doit être la patrie de la population & de l'abondance.

Les eaux qui sortent des montagnes, qui arrosent de toutes parts les vastes Provinces de ce Royaume, forment les rivieres & les fleuves qui les portent à la mer. Il n'est presque aucune de ces eaux, qui, par le travail le plus simple, & le soin seulement de les reprendre assez haut, & d'en détourner une partie pour les répandre sur les terres, ne fertilisassent les campagnes qui en paroissent les plus éloignées. Les Chinois, peuples chez lesquels il est de fait, malgré les relations exagé-

rées, que presque tous les arts sont inconnus, ont néanmoins sur l'article de l'Agriculture des lumieres pratiques qui nous feroient honte, d'autant plus que toutes leurs machines sont simples : ils élevent les eaux par des roues, & les transportent sur leurs campagnes. Où voit-on de ces machines-là en France ? Et dans quel pays du monde auroit-on plus de facilité pour cela.

Le célebre constructeur du canal de Languedoc, homme auquel la patrie devroit des statues, n'a formé les bassins qui fournissent à la navigation immense & continuelle de son canal, que de ruisseaux recuillis dans les montagnes, & qui se perdoient dans les vallées, sans que personne en profitât.

D'autre part, la température du climat permet que dans toutes les Provinces du Royaume, on puisse cultiver les productions utiles ou agréables des quatre parties du monde, de façon qu'elles y viennent comme dans leur patrie naturelle. Le détail à cet égard feroit superflu.

La nature des terres enfin est telle en France, qu'à la réserve de quelques dunes au bord de la mer, & de quelques roches escarpées, en petit nombre, il n'y a peut-être pas un pouce de terrein qui ne pût être mis en valeur.

On ſçait l'offre que firent les Maures chaſſés de l'Eſpagne, de venir habiter les landes de Gaſcogne, & l'on eſt aujourd'hui ſurpris du refus qu'on leur fit de ces déſerts. Il faudroit ſe tranſporter aux tems, avant de blâmer un gouvernement auſſi éclairé que celui d'Henri IV. & de ſon Conſeil. L'autorité Royale n'étoit pas alors auſſi réconnue, & la police auſſi bien établie qu'elle l'eſt aujourd'hui. A regarder les choſes de ce ſens-là, une colonie de huit cens mille ames, étoit un peu forte pour un Royaume qui renfermoit encore le germe des troubles civils. Cependant Sully, le grand & digne Sully, qui voyoit tout & dans le préſent & dans l'avenir, vouloit qu'on les reçut. Si pareille choſe arrivoit aujourd'hui, il y a aparence que les Sous-Fermiers de la Capitation l'emporteroient au Conſeil. Mais en ſuppoſant que des raiſons contraires prévaluſſent, & que les Anglois & leur naturaliſation leur fermaſſent leurs portes, je doute que le Roi de Pruſſe les laiſſât retourner en Afrique.

Quoi-qu'il en ſoit, ces terribles landes, où l'on ne découvre trace d'hommes que par des ſentiers pendant quarante lieues de pays, ſeroient aujourd'hui habitées autant qu'aucune autre contrée du Royau-

me ; & qu'on ne m'oppoſe pas que je mets ici en fait ce qui eſt en queſtion. Ces landes portent des pignadas, ou bois de pins très-beaux, mêlés de chênes blancs : elles ſont preſque par-tout couvertes de brandes fort élevées. Toute terre qui porte, peut être fécondée par la culture & l'engrais, & fournir aux néceſſités de l'homme. L'air, dit-on, y eſt fort mal-ſain, ainſi que les eaux : mais il y vit des habitants, quoiqu'en petit nombre : les beſtiaux y ſont pétits ; mais ils peuplent conſidérablement : & d'ailleurs cette température vicieuſe ne pourroit-elle pas être corrigée par l'écoulement donné aux eaux pluviales qui ſéjournent tout l'hiver dans ces plaines ſablonneuſes ? enfin j'ai vu moi-même dans un enclos, à portée d'une des huttes de ces bonnes gens, le bled de très belle eſpece fraîchement coupé, & encore entaſſé en gerbes dans les ſillons, tandis que le petit mil ou millet ſuccédant à cette récolte étoit déjà haut de plus d'un pied & demi. Ce double produit me parut un phénomene ; mais mon étonnement ne venoit que de mon ignorance, & de ce que je ne ſçavois pas qu'ils ſement au pied du froment cette eſpece de petit bled qui leur fait un double produit,

& les sauve de la disette, en cas que la grêle ou quelque autre malheur détruise la premiere récolte.

Conséquemment ces terres sont propres à produire. Il n'en est aucune, de laquelle l'homme ne tire des richesses. J'ai déjà cité l'exemple du terroir de Marseille; je pourrois citer encore les environs de Paris. Les plaines de Grenelle, du long boyeau, de S. Denis même, & les environs de Versailles ne porteroient seulement pas des brandes, si elles étoient éloignées de l'habitation des hommes. La preuve en est dans la nature de la terre, & dans celle des gazons mousseux, qui bordent les avenues des maisons & chemins. L'extrême population seule, & l'abondance des engrais qu'elle occasionne, force la nature marâtre à s'y montrer dans toute la pompe de la fertilité.

Je le répete donc, il n'y a pas un seul canton du Royaume, où, proportion gardée, & relativement aux besoins du pays, tant pour sa consommation intérieure, que pour son exportation extérieure, on ne pût porter au même point la production & les efforts de l'Agriculture. Petit à petit nous en viendrons aux moyens, & dans la totalité de ces réflexions on trouvera, à ce que j'espere, que je ne systématise

matise sur rien, & que je n'offre que des objets d'une utilité premiere, & des moyens faciles.

Aux avantages du sol & du climat, s'en raportent plusieurs autres, dont l'expérience seule nous montre la connéxité avec ceux dont nous traitions tout à l'heure.

Nos montagnes, par exemple, heureux réservoirs de la nature, outre les avantages déja cités, comme le nombre des sources, l'abondance des pâturages & des bestiaux, en ont encore de plus remarquables. La fécondité de l'espece humaine n'est nulle part marquée que dans ces âpres retraites. Les hommes rendus laborieux par la difficulté, non-seulement exposent à nos yeux des prodiges d'Agriculture, mais encore sortans en forme de colonies de leurs pays quand les neiges mettent fin à leurs travaux, ils descendent de toutes parts dans les plaines, & leur laborieuse & frugale économie met à contribution non-seulement les contrées voisines, mais les plus éloignées, & jusqu'aux pays étrangers.

Les habitans des pays de Comminges & de Foix, se répandent pendant l'hyver dans les plaines du Haut-Languedoc & de la Gascogne. Les Auvergnacs, les

Limousins, les gens de la Marche inondent tout le Royaume, & font jusqu'en Espagne tous les gros travaux. On voit par-tout, sous le nom de Savoyards, les montagnards du Dauphiné & de la Provence. Ces gens-là multiplient à l'infini ; le travail ne les lasse jamais : ils vivent de si peu, qu'ils amassent des sommes considérables des plus petits gains multipliés ; & l'air de santé qu'on leur voit à tous, prouve que le régime le plus dur, quand il est volontaire, est le plus salutaire à l'homme.

D'autre part, quel genre d'industrie possible ne germe pas dans cette nation active ! Egalement propre à tous les arts libéraux & méchaniques, elle renferme dans son sein une multitude de nations différentes, réunies par une longue habitude de reconnoître une même domination, & de concourir aux mêmes objets relatifs, mais qui cependant différent entr'elles de génie, de tempérament & de propriété : de sorte que fraternisées d'une part entr'elles par le Gouvernement & le mêlange inévitable entre les différentes parties du même Etat, elles participent d'autre part à toutes les propriétés des nations étrangeres, par le moyen des diverses Provinces qui sont limitrophes

de chacunes d'elles. Ainſi le Provençal a le feu & la vivacité de l'Italien, le Haut-Languedocien participe en quelque ſorte de la gravité Eſpagnole, le Breton tient de l'Anglais, le Flamand du Batave, l'Alſacien de l'Allemand, le Comtois du Suiſſe, &c. & ces diverſes natures viennent ſe raffiner dans le creuſet de la douceur & de la politeſſe Françoiſe, qui ſert de tempérament aux nations du centre du Royaume, vertus de la médiocrité, ſi l'on veut, mais alliage excellent pour amalgamer & diriger vers le bien général les propriétés diverſes & quelquefois exceſſives qu'aportent au centre commun les nations plus décidées.

Pour revenir à l'induſtrie, il n'eſt pas temps de parler de celle qui eſt relative au commerce proprement dit; mais ſans ſortir du genre de l'Agricultute, je me rapelle d'avoir vu un Payſan renforcé, Fermier en même-temps de la grande tréſorerie de Malte, auprès de Corbeil, d'une groſſe terre au deſſus d'Auxerre, & d'une autre plus forte encore en Picardie. Il me détailla les différens raports de production & de ſecours que ſe prêtoient mutuellement ces trois établiſſemens, en aparence ſi éloignés & ſi divers; & je fus étonné des lumieres que

je trouvai ſous cette groſſiere écorce. Il ſe forme dans Paris des compagnies pour les fermes de terres ſituées juſques dans les Pyrenées, pour peu qu'elles ſoient de quelque conſidération. En un mot, généralement parlant, l'oiſiveté & la miſere ne ſont jamais que forcées chez ce peuples induſtrieux.

Je ne ſçai dans quel conte des Fées j'ai lu que l'Iſle Gelée étoit autrefois très-floriſſante : on y labouroit, on y bâtiſſoit, le commerce & arts y étoient en honneur, & ce peuple-là jouoit un rôle dans le monde. Comme chacun faiſoit valoir ſon talent, un homme habile prouva par beaux dits que le génie & l'activité étoient contribuables, comme tous autres biens d'ici-bas : en conſéquence, on taxa toute induſtrie, & tant fut procédé d'après cette ingénieuſe ſpéculation, que ce beau pays devint l'Iſle Gelée.

Quant à l'induſtrie dont je parle, il eſt convenu parmi toutes les nations policées, qu'un des principaux ſoins du Gouvernement doit être de la répandre dans la ſociété ; mais pour remplir ce devoir, il ſuffiroit d'animer par des honneurs & des récompenſes le zele de ceux qui conſacrent leurs études & leurs travaux à des

recherches, dont le but est de l'étendre & de l'éclairer : quant au soin de l'exciter, on peut s'en raporter à l'aiguillon du besoin. L'industrie est un don du Ciel assez généralement départi à tous les hommes, chacun dans son genre ; mais ce don ne sçauroit être dévelopé que par la nécessité.

Ne confondons point : il y a deux sortes de nécessités, l'une de pénurie, l'autre d'abondance : l'une fait les mendians, l'autre a fait les destructeurs de l'Empire Romain : l'une est sans ressources, l'autre les a toutes. La dépopulation fait la premiere, l'extrême population fait la seconde ; mais l'extrême population ne peut venir que de l'extrême agriculture. Songeons donc uniquement à rendre à la campagne ses habitans, à les éclairer dans les travaux, à les protéger, les soulager dans leurs malheurs, à mettre enfin en vigueur & en honneur leur utile profession.

Voudriez-vous me nier le principe, & me dire que rien ne fut plus peuplé que la Hollande, & que rien n'eut jamais moins de produit ? La réponse est aisée. Si je prêchois l'Agriculture, & proscrivois le Commerce, je ferois naître des hommes sans bras. Quand un Etat n'a

point de territoire, il eſt inutile de lui enſeigner à le cultiver : la Hollande priſe dans l'état où vous me la citez, n'eſt qu'une ville entiere, telle que je la demande, comme je le dirai ailleurs, c'eſt-à-dire, ſituée à portée des exportations & importations étrangeres, & tout le monde eſt occupé à vivre de ſon travail & non de ſes rentes : mais doutez-vous que ſi nous donnions aux Hollandois la plus rude de nos montagnes, ou la plus aride de nos landes elle ne fût bientôt en raport ? En ce cas, vous ne connoiſſez gueres cette nation induſtrieuſe & intéreſſée.

Ces conſidérations me jetteroient hors de mon ſujet actuel : elles viendront en outre dans le temps, & ſe rangeront par claſſe ſelon l'ordre des matieres, autant du moins qu'il m'eſt poſſible d'en mettre dans ce que j'écris. Venons maintenant aux points principaux de ce premier Livre, & conſidérons quels ſont les inconvéniens qui ſont languir l'Agriculture parmi nous ; enſuite nous traiterons des moyens de l'encourager.

✤

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

CHAPITRE V.

Inconvéniens qui font languir l'Agriculture.

LA prospérité est aux Etats ce qu'est la maturité aux fruits de la terre, elle en annonce, elle en nécessite presque la putréfaction. Nous avons dit que l'inquiétude est inhérente à notre substance, & fait partie de la nature humaine, le propre de l'inquiétude est de chercher toujours le mieux, & la recherche du mieux nous pousse au delà du bien. Plus on court après le premier, plus on s'éloigne du second ; la même action des ressorts physiques, qui a changé la verdeur en maturité, pousse celle-ci jusqu'à la pourriture.

En conséquence, le premier Etat de l'homme, qui est l'agriculture, étant pour lui le point du bien, il est tout simple que son inquiétude l'en arrache. Plus il s'en éloigne, plus il croit aprocher du mieux, & plus en effet il dépasse le bien, ce qui est pis encore que de n'y pouvoir pas atteindre. Considérons maintenant, à l'apui de ces généralités, en

combien de façons la prospérité de l'Etat a fait parmi nous décheoir l'agriculture.

Plus une société s'étend, plus elle est tranquille au dedans, plus elle est vivifiée par différentes sortes d'industries, & plus aussi le jeu de la fortune y a de liberté. Dès-lors les grandes fortunes deviennent des colosses, & les gros héritages absorbent les petits. Quelle différence cependant de la fertilité d'un petit domaine qui fournit à la subsistance d'une famille laborieuse, à celle de ces vastes campagnes livrées à des Fermiers passagers, ou à des agens paresseux ou intéressés, chargés de contribuer au luxe de leurs maîtres plongés dans la présomptueuse ignorance des villes ! *Laudato ingentia rura*, disoit Virgile, *exiguum colito*.

Le territoire d'un canton ne sçauroit être trop divisé : c'est cette répartition, cette différence *du tien* au *mien*, principe de tous les maux, disoient autrefois les Poëtes, qui fait toute la vivification d'un Etat.

Je me promenois un jour sur une terrasse rustique ; deux Voyageurs passoient au bas dans le chemin : Je parie, dit l'un, regardant un enclos qui étoit au-

dessous, que ce bien appartient au Seigneur. Oui, Monsieur, se hâta de dire un Paysan, qui peut-être de sa vie n'avoit trouvé occasion d'enseigner que cela. (Nous aimons tous à endoctriner, & peut-être en suis-je moi-même en ce moment un exemple assez ridicule.) Je m'en étois bien douté reprit le Voyageur à le voir couvert de ronces & d'epines. Je fus un peu honteux; car j'étois ce Seigneur-là : mais je me corrigeai en subdivisant mon enclos à plusieurs Paysans qui y devinrent laborieux, déracinerent les épines, y ont bien fait leurs affaires, & doublé mon fonds.

Les gros brochets dépeuplent les étangs: les grands propriétaires étouffent les petits. Qu'une terre dans une Province éloignée tombe par héritage dans une grosse Maison, toute une famille de gens de condition y vivoit honnêtement, élevoit ses enfants, les poussoit au service, entretenoit maisons & jardins, & consommoit le revenu dans le pays; au lieu de cela, c'est une goutte d'eau dans la riviere : à peine l'Agent a-t-il de quoi s'entretenir : les chouettes s'emparent du donjon, les colimaçons du jardin; on coupe les bois, & le nouveau Seigneur n'en est pas plus riche.

Quand dans un Etat il arrive que par quelque exception fondée sur la stérilité naturelle du sol, ou sur l'éloignement du séjour des grands propriétaires, les terres se trouvent réparties en différens petits héritages, chaque ménage tire du sien des ressources qui le font vivre de ce qui ne seroit pas même fumier dans un grand : les fruits réels paient les charges de l'Etat ; l'industrie & l'économie font vivre le propriétaire cultivateur, qui croit devoir sa subsistance à son champ, & qui l'en estime davantage. Mais au contraire, plus ces petits héritages engloutis, pour ainsi dire, dans les grands, perdent de cettte fertilité que leur donnoit la présence & l'attention continuelle du maître, plus la subvention due à l'Etat devient à charge au propriétaire, déja dévoré par tous les sous-ordres du luxe & de la paresse ; plus en conséquence, la valeur des terres baisse dans l'estime publique & particuliere. Or, s'il est vrai, que plus nous prisons une chose, plus nous y donnons de soins ; s'il est encore que la terre ne peut valoir que par nos soins & notre travail ; qu'on juge quel vice c'est dans un Etat, que la diminution de la valeur des terres dans l'estime publique. Qu'on réduise au pro-

duit de cette ſpéculation ſimple, & dont la démonſtration eſt ſous les yeux de tout le monde, l'eſtime que méritent les ſoins d'un Gouvernement éclairé, qui, au lieu de tendre par tous moyens doux à la ſubdivision des fortunes & héritages, autoriſeroit & appuyeroit au contraire les réunions de convenance, & pouſſeroit l'imprudence juſqu'à forcer celles qui ſont ſous ſa main. Un Bénéficier, un Dignitaire demande & motive par les raiſons les plus ſpécieuſes la réunion à ſa place de pluſieurs autres Abbayes ou Bénéfices qui ſont à ſa bienſéance; il fait en cela ſa charge, peut-être fait-il auſſi le bien de ſon Egliſe; mais il ne fait aſſurément pas celui de l'Etat: on démolit d'antiques monumens, dont l'entretien auroit été à charge au nouveau propriétaire: on retire dans les villes des Deſſervans qui faiſoient vivre la campagne, ou pour mieux dire, on les fait rentrer dans la terre; car leur dépouille n'accroît point le nombre, mais ſeulement les commodités de ceux qui les engloutiſſent; l'Etat y perd des Sujets, la campagne des habitans aiſés, ſi néceſſaires à l'entretien du pauvre, & la terre l'œil du maître.

Il n'eſt rien de ſi fou que la raiſon humaine ne puiſſe regarder comme ſageſſe.

Un tems viendra peut-être où l'on verra des Bureaux, dont les fonctions pourroient être exprimées par ce titre, *Tribunal de la dévastation*. L'objet en seroit de détruire des Maisons ruinées, & d'en réunir les revenus à d'autres plus dignes d'être conservées. S'il nous est permis de pousser plus loin la prévoyance, nous pourrions presque prédire les moyens habiles & sûrs dont on se serviroit pour former le Tableau des proscriptions. On écriroit d'abord dans les Provinces, que le dessein du Gouvernement est d'aider les maisons obérées, & par cette ruse aussi utile que noble, on obtiendroit un état de revenus & des dettes de chaque maison, état fidele sans doute comme le moyen qui l'auroit procuré. Sur cela la fatale Liste seroit dressée précisément dans la direction contraire à l'objet de tout bon Gouvernement, qui est d'appuyer le foible contre le fort, au lieu qu'ici les maisons protégées seroient aidées de tout le poids de l'autorité à envahir les biens des maisons voisines. Mais si jamais nos Neveux voient établir le funeste abus d'une politique destructive, voici à peu près les raisons dont ils pourroient combattre cet étrange systême. Vous soutenez, diroient-ils à ses Auteurs, que tant de maisons Religieu-

ses multiplient inutilement le célibat, qu'elles sont à charge à l'Etat à qui elles demandent sans cesse des secours ; que ruinées par les révolutions passées ; la misere y introduit le relachement, & qu'elles scandalisent au lieu d'édifier ; que la plupart soumises à des Supérieurs incapables de se conduire eux-mêmes, affectent une indépendance des Supérieurs Ecclésiastiques, qui est de mauvais exemple ; qu'elles vivent enfin misérablement & dans la paresse. Reprenons chacune de ces objections. A l'égard du célibat, vous ne supprimez encore que des maisons de Filles, & je vois dans l'Etat six fois plus de filles nubiles que d'hommes qui veuillent se marier. Elles sont à charge à l'Etat ; qu'il supprime entierement ses secours, les maisons qui ne peuvent s'en passer tomberont d'elles-mêmes, ou chercheront d'autres ressources dans leur travail, dans l'ordre & l'économie de l'intérieur. Dans toutes les autres classes de Citoyens, le Gouvernement s'embarrasse-t-il d'examiner si plus de gens embrassent une profession qu'elle n'en peut nourrir ? La réforme se fait d'elle-même, & le nombre s'en proportionne bientôt tout naturellement aux moyens de subsistance. Quant au relâchement, c'est à la police

Ecclésiastique & Civile à y pourvoir : il est plus aisé de se soumettre aux Supérieurs les plus dignes, que de les détruire ; & pour ce qui est de la paresse monastique, je la crois au moins aussi établie dans les maisons riches, que dans les pauvres. Si cela est ainsi, c'est un vice qui tient au relâchement auquel nous avons pourvu ci dessus. Voilà vos raisons combattues, daignez maintenant écouter les nôtres. Ces maisons, que vous suprimez, servoient de retraite pauvre, il est vrai, mais a de pauvres filles élevées pauvrement, & conséquemment tout à cet égard se trouvoit de niveau & à sa place ; au lieu qu'elles n'ont pas de quoi se faire admettre dans celle que vous conservez. Elles élevoient les filles du Bourg & du Voisinage, dont elles se chargeoient pour de très-petites pensions ; & c'est quelque chose que l'éducation, même telle quelle est, pour qui n'est pas en état d'en recevoir chez soi, ni de s'en procurer dans les grosses maisons. Ces maisons pauvres entretenoient des bâtiments que vous ne sçauriez réunir à celles qui les dévorent, & qui, devenus inutiles dans des lieux déjà mal habités, ne font qu'accroître les ruines. D'entre leurs revenus mêmes, les plus solides, la plupart viennent à rien

entre les mains de Possesseurs plus éloignés & moins attentifs ; ce sont de petites rentes qui souvent ne valent pas les frais de collecte ; des enclos très-raportans en ce qu'ils fournissoient à leur subsistance, devenus friches par la chûte de la maison, &c. les petites libéralités des parens & leur industrie faisoient le reste : de ces maisons, les unes élevoient des vers à soie, d'autres faisoient des ouvrages à la main, des liqueurs, des toiles, &c. Tous ces menus détails sont des riens ; mais n'auriez-vous d'attention à ces riens que pour les détruire ? Oh ! réformateurs à coups de coignée, vous êtes les plus malhabiles des jardiniers.

Cette digression qui m'a mené loin, paroîtra déplacée d'abord, & prématurée ensuite ; mais j'en crois le fond de quelqu'importance, & peut-être l'aurois-je oublié ailleurs. Revenons.

Les grandes fortunes sont cependant, comme je l'ai dit, une suite naturelle de la prospérité d'un Etat ; l'accroissement des besoins du fisc & des facilités qu'il a d'étendre ses rameaux sur tout le territoire, en est pareillement un effet nécessaire ; d'où s'ensuit que par un enchaînement simple, le discredit des terres naît, si l'on n'y prend garde, de la prospérité même d'un Etat.

Il est des pays où l'industrie du fisc a, pour ainsi dire, fasciné les yeux du cultivateur, au point qu'il se regarde encore comme Propriétaire absolu, tandis qu'il n'est pas même Fermier à titre honnête. Ce doit être le *nec plus ultrà* de l'organisation des finances : une entreprise, une opération de plus peut tout-à-coup désiller les yeux, ou du moins jetter par ses effets dans l'accablement.

Le Mogol est propriétaire des terres dans son Empire immense, semé de deserts, & le peu de Sujets qui lui restent, eu égard à la populatiation des Pays, vivifiés, vit au jour le jour, & enterre l'or qu'il a pu ramasser, sans se soucier de rien édifier ni planter.

Du discrédit des terres dont je traiterai plus au long ci-dessous, naît naturellement le dégoût de la profession d'Agriculteur. L'économie de campagne, sorte de travail également attrayant & actif, n'offre ni à l'ambition l'espoir d'une fortune rapide dont on voit tant d'exemples dans un grand Etat, ni aux passions l'apas trompeur des voluptés, les distinctions promises à la politesse & aux Arts. L'urbanité une fois établie primera toujours parmi les hommes : le citadin se met au moins à son aise avec l'Agriculteur, celui-

ci

ci ſera au moins embarraſſé devant le citadin; l'homme cependant aime à primer. Ainſi donc, la cupidité, la pareſſe & l'orgueil ſont d'accord pour faire mépriſer la profeſſion d'Agriculteur dans un grand Etat.

Une fois, en voyageant bien loin, je me trouvai par hazard dans un Royaume, où ſans le ſçavoir, l'on alloit à peu près ce train-là. J'y vis un homme conſidérable qui cherchoit en même-temps un Secrétaire pour lui, & un Econome pour faire aller une terre voiſine de la ville où il habitoit, & où il vouloit entretenir un gros ménage d'agriculture pour en tirer ſes proviſions. Pour le premier de ces deux emplois, il ſe préſenta une infinité de jeunes gens bien mis, bien élevés, ayant fait leurs études, & avec des connoiſſances ſur l'hiſtoire, &c. la plus belle main du monde, ſçachant faire des lettres ſur un mot, enfin tout ce qu'il falloit, & cela à choiſir pour 500 livres. Quant à l'Econome, il ne lui vint que des craſſeux, des ignorans, & des fripons: un ſeul me parut entendu, homme de bon ſens & capable; mais il demandoit 1500 livres d'apointemens. Peuple de Caméléons, leur dis je, vous prétendez donc un jour vivre de l'air?

D'autre part, l'adminiſtration d'un grand

Etat incline naturellement vers des vices de constitution qui inquiétent sans cesse le laboureur, & le gênent jusques dans le choix de son travail & le débit de ses fruits. Nous traiterons ailleurs cette matiére au long.

Je conversois un jour avec un homme qui disoit avoir été condamné en Afrique à chercher une route pour traverser cet immense continent. Il passa quelque temps parmi les peuples barbares de cette contrée, & s'étant sauvé depuis, il prétendoit avoir trouvé des traces qu'il y avoit eu autrefois quelques sortes de nations chez ces peuples qui ont à peine aujourd'hui figures d'hommes : il assuroit qu'ils avoient jadis connu l'Agriculture & le travail, mais que bientôt on la leur fit oublier par deux arrangemens politiques dignes de l'entendement actuel de ces peuples malheureux. L'un étoit qu'aussi-tôt qu'un propriétaire faisoit quelque nouvel établissement sur son fonds, qu'il y bâtissoit, plantoit, &c. les Receveurs de l'Etat grossissoient la cotte proportionnelle de cet homme, comme étant plus en état de la suporter qu'un autre. Le second arrangement étoit que sous prétexte de conserver les denrées dans l'Etat en cas de famine, il étoit défendu, non seulement

d'en faire sortir de chez eux, mais même d'en faire passer d'une Province à l'autre sans des permissions nécessairement sujettes à toutes sortes de monoples, de façon que quand les grains étoient communs, les insectes si voraces en Afrique, les mangeoient dans les greniers, & quand ils étoient rares, le profit étoit pour les Monopoleurs, & la disette pour tout le monde. Cela découragea le peuple qui redevint Hottentot. O cerveaux brûlés, m'écriai-je, que nous sommes heureux de vivre dans des climats où l'on ait le sens commun, & où l'on sçache s'en servir !

Nous l'avons dit, le *plus ultrà* est la devise de l'homme : ses desirs le déplacent au physique, ainsi qu'au moral. Le Villageois habiteroit un bourg, s'il pouvoit perdre son champ de vûe ; le Bourgeois n'aspire qu'à s'établir à la Ville, & l'homme de ville envie le sort de l'habitant de la capitale. Ce desir universel tend cependant, comme je l'ai dit ailleurs, à faire perdre à l'Etat la forme de pyramide pour prendre celle de cône renversé. La prospérité d'un Etat aide encore à cette fâcheuse propension.

L'étymologie du mot nous aprend qu'une Capitale est aussi nécessaire à un Etat, que la tête l'est au corps ; mais si

la tête grossit trop, & que tout le sang y porte, le corps devient apoplectique & tout périt.

Chaque propriétaire de terres doit une portion de son produit au Souverain ou à l'Etat. L'industrie de chaque homme lui doit encore plus ou moins selon les loix ou usages fiscaux d'un pays, par les droits établis sur les consommations, sur les exportations, sur les matieres premieres, sur les ouvrages, &c. Toutes ces sommes immenses, relativement à tout autre revenu dans l'Etat, sont en partie consommées dans la Capitale. Les grands Officiers de la Couronne ou de l'Etat ; les Officiers des Tribunaux supérieurs & autres Employés dans le nombre infini de Charges que demande l'organisation supérieure, y résident nécessairement, & conséquemment y consomment, non-seulement le produit destiné à leurs apointemens & profits, mais encore celui de leurs propres fonds; ajoutez encore le produit qui subvient aux frais de l'éducation des enfans, &c. tout cela fait un bloc prodigieux, & qu'il est bien difficile de tenir dans la proportion nécessaire à l'harmonie ; relativement à la force constitutive des autres lieux qui devroient former des échelons proportionnés pour arriver à la Capitale.

Que ſera-ce donc, ſi en abandonnant les Provinces à une ſorte de dépendance directe, & ne regardant leurs habitans que comme des régnicoles du ſecond ordre, pour ainſi dire; ſi en n'y laiſſant aucuns moyens de conſidération, & aucune carriere à l'ambition, l'on attire encore tout ce qui a quelques talens à cette Capitale? Si, par une continuation d'aveuglement, on ouvroit la porte aux évocations des Tribunaux des Provinces à la Capitale; ſi l'on y prodiguoit les récompenſes aux moindres ſervices, ſoit d'utilité, ſoit d'agrément: ſi l'on permettoit enfin que par une infinité de petites ſéductions de détail, l'inférieur en Province eût toujours le droit de tenir tête à ſon Supérieur, pourvû qu'il eût quelque connoiſſance en ſous-ordre dans les Employés au détail du Gouvernement: ſi le moindre Bourgeois ou Officier pouvoit parler au ſoin d'*écrire en Cour*, *&c.*; dès-lors, par un bout ou par l'autre, tout tendroit à cette Capitale qui étoufferoit du ſang arrêté dans les autres parties.

Si d'autre part, ſous prétexte de veiller à leurs perfections, on y attiroit les manufactures, au lieu de les répandre dans les lieux où la vivification, néceſſaire partout, n'a aucune des reſſources ci-deſſus,

ſi l'on y établiſſoit les maiſons communes de charité & de retraite, au lieu de les envoyer aux lieux où le produit eſt plus abondant, & la conſommation moins aſſurée, l'accroiſſement de cette Capitale ſeroit ſans bornes, & cet accroiſſement devroit être pris pour une preuve d'abondance dans l'Etat, à peu près comme d'énormes loupes le ſont de la ſanté du corps.

La proſpérité d'un Etat établit dans ſon ſein une infinité de rameaux d'induſtrie & de nature de biens, qui tous paroiſſent au premier coup d'œil plus commodes & plus diſponibles que ne l'eſt la poſſeſſion des terres, apas trompeurs qui ſéduiſent & détournent l'humanité en général. L'homme toujours prompt à ſe redreſſer, ne ſemble pouvoir être courbé vers la terre que par la néceſſité.

Les propriétaires des terres, qui ſupportent d'abord les plus grandes & les plus onéreuſes des charges publiques, & qui ſont moins en état de s'y ſouſtraire que perſonne, qui du ſecond bond reſſentent le contre-coup néceſſaire de toutes celles qui ſont établies ſur les conſommations, ſur les débouchés, entrées, &c. ont encore une infinité de fléaux & d'embarras, que n'ont point les Rentiers

&. Possesseurs de toute autre sorte de biens fictifs & de revenus réels. Les intempéries du climat, & les incertitudes des saisons, qui souvent au dernier jour détruisent toutes leurs espérances, font d'abord un poids toujours plus incliné du côte de la crainte que de celui de l'espérance. Cet article, dira-t-on, regarde plus les Entrepreneurs de leurs revenus, nommés *Fermiers*, que les Propriétaires. Mais outre que je considere ici le Propriétaire dans son état primitif, il est toujours vrai de dire que le Fermier proportionne sa rente aux risques de son entreprise, & conséquemment que ces risques sont toujours à la charge du Propriétaire. J'en dis autant des mortalités de bestiaux, fléau qui diminue le fond de moitié & souvent du tout, si le Propriétaire n'a des fonds en reserve pour remonter ses étables. Ajoutez à cela l'assujettissement, les procès & autres embarras. Tout concourt dans l'Etat politique, tel qu'il est aujourd'hui constitué chez les nations policées, à rendre le sort du Propriétaire des terres plus malheureux, proportion gardée, que celui de tous les autres Membres de l'Etat.

Il est en conséquence très-commun d'entendre dire que tout homme, quelque

riche qu'il soit, ne sçauroit jouir d'une certaine aisance, si tout son bien est en fonds de terre. La chose n'est que trop vraie, attendu la folie & la vanité des Propriétaires, qui dépensent toujours plus qu'ils n'ont. Il est même très-certain que, tandis qu'un Rentier qui mesurera exactement sa dépense sur ses revenus, se soutiendra long-temps sur le même pied, sans être obligé d'altérer ses fonds; son voisin dont le revenu est en fonds de terre, ne sera pas dix ans sans manger un tiers de son fonds, s'il a fait le même calcul; attendu que les cas fortuits, les réparations, &c. enlevent souvent un quart & quelquefois la moitié de ses revenus, & que la dépense allant toujours, nécessairement la boule de neige grossit.

Mais ce n'en est pas moins un mal que cette opinion se soit établie. Elle n'a au fonds que l'aparence qu'on peut détruire par mille raisons tout autrement réelles.

1°. Il est dans la nature de l'homme de travailler solidement, & de chercher à se perpétuer dans ses propres ouvrages. Plus l'on remonte aux premieres institutions de l'humanité, plus l'on en trouve des preuves, & ce principe ne peut être disputé. La frivolité de la nation d'une part,

part l'abondance de l'or, grand corrupteur de la nature de l'autre, ſemblent nous avoir entiérement inclinés vers l'intérêt perſonnel & momentané, qu'on apelle jouiſſance. On place ſon bien à fonds perdu, on bâtit, on ſe meuble, on vit enfin uniquement pour ſoi; mais cet *on* que j'admets ici, & qu'un petit nombre d'individus, habitans de cette folle Capitale, regarde comme général, eſt cependant très-rétréci. Les Provinces entieres, & à Paris même, tout ce qu'il y a de gens de travail, d'honnêtes Bourgeois, d'hommes d'une profeſſion grave, de Nobleſſe attachée à ſon nom & à ſa famille, tous les honnêtes gens enfin, loin de ſuivre cette méthode monſtrueuſe d'éteindre ſon patrimoine en même-temps que le dernier flambeau de ſes funérailles, ne la tolerent que dans les gens qui, n'ayant point d'enfans ni de ſuite, & diſpoſant d'un bien qu'ils ont acquis, ſe procurent une aiſance qu'ils ſupoſent néceſſaire, & dont ils n'ont de compte à rendre à perſonne. Mon deſſein n'eſt pas ici de blâmer; mais je dis que chacun aime à placer ſolidement ſa fortune, & l'on convient qu'il n'y a pas de poſſeſſion plus ſolide que les terres une fois bien liquidées. Rien n'emporte le fond en totalité, &

au pis aller, dans des tems de calamité elles offrent un asyle & une subsistance assurée, qui peuvent manquer de toute autre sorte de biens.

2°. Elles donnent toujours une sorte de lustre & de rang, indépendamment de la prééminence & jurisdiction des fiefs sur leurs habitans : invention qui, quoique gothique, n'en est pas moins admirable par mille raisons qui ne sont pas de mon sujet actuel. Le Propriétaire des fonds a naturellement une Jurisdiction de dépendance sur les cultivateurs, une considération & un raport naturel dans le pays, au lieu que le possesseur de contrats n'est connu que du Procureur qui veille à la conservation de son hypoteque ; & l'homme dont le bien est en maisons, n'a de relation pour cela qu'avec son Entrepreneur Maçon, & que le Notaire qui passe les baux.

3°. Le prix des terres & leur valeur doit naturellement recevoir une augmentation proportionnelle à celle du prix des denrées. Tel homme acheta, il y a cent ans, une terre cent mille livres ; si ses enfants la possedent aujourd'hui, elle vaut presque le double, toutes autres choses étant égales, & le revenu en a monté presque dans la proportion. Si au contraire cet

homme eût fait un contrat à six pour cent, sorte d'intérêt alors usité, son contrat, suposé qu'il subsiste encore, chose presqu'inouie, a d'abord certainement diminué au taux du Prince d'un sixieme de revenu, & par conséquent de fonds. Il y a grande aparence qu'il diminuera dans peu d'un cinquieme encore, en suposant qu'il ait échappé à la révolution du systême qui a mis à trois, deux, & quelquefois un pour cent, tous les contrats qui ont été conservés ; mais en admettant qu'il eût échappé à toutes ces révolutions, chose impossible, six mille livres de rente, il y a cent ans, valoient mieux que douze aujourd'hui, tant à cause du haussement du marc d'argent, que relativement à celui du prix de toutes les denrées & marchandises. La moitié de la fortune de cet homme s'est donc fondue par le laps de tems.

4°. Chacun compte sur son industrie. Il est certain que les terres offrent un vaste champ d'amélioration ; on jouit de ce qu'on espere, presque autant que de ce qu'on possede ; & dans le fait l'homme le moins entendu n'a qu'à se prêter aux vues des colons & habitans de la campagne, mettre les profits de son économie sur son fonds, il en doublera & tri-

plera le produit bien plus rapidement, que ne pourroit faire le plus avare possesseur de contrats en employant les revenus à en faire d'autres.

5°. Il y a toujours des profits & des revenant-bons dans les terres, & jamais dans les autres biens : des ventes de bois, des mutations de fief, &c. sont des ressources inconnues ailleurs, & qui sont souvent de la plus grande utilité.

6°. Enfin un contrat ou tout autre emplacement est sujet au remboursement, s'il est bon, dans le temps où le remplacement est le plus difficile ; & à la banqueroute, s'il est mauvais, sans qu'on puisse jamais exiger son fonds quand on en auroit besoin. On ne sauroit lier les mains d'un héritier dissipateur sur des effets de cette espece ; on ne peut les perpétuer dans sa famille. En un mot, toutes les raisons solides sont pour la propriété des terres, & l'on ne finiroit pas si on vouloit les énumérer en détail.

Cependant, sans s'arrêter à l'opinion publique, article sur lequel tout le monde est sujet à se méprendre, le fait parle & nous indique le vrai dans ce point-ci. Que le Clergé, que les Pays d'Etats, que les Princes & les particuliers mêmes cherchent des emprunts, la foule y est,

& c'est à qui prendra date pour être reçu à porter son argent. On sçait pourtant que les placemens les plus solides en France, deviennent chaque jour moins sûrs, en proportion de ce que la somme des engagemens s'accroît. D'autre part, les plus belles terres sont dans les Affiches, & cela, à choisir en tout genre, pays & coûtumes, & l'on ne vend rien ou difficilement. Ce n'est plus aujourd'hui le tems de dire que les gens à argent n'osent faire des placemens d'éclat : chacun ose & jouit maintenant à sa guise du fruit de ses travaux & de son bonheur ; mais le fait est, qu'on ne veut point de terres. Examinons en passant les causes de cet engourdissement si fatal à l'Etat.

La premiere sans contredit, & la plus réelle, est le prodigieux gonflement de la Capitale ; tout l'argent y vient par les raisons déduites ci-dessus. L'homme suit le métal, comme le poisson suit le courant de l'eau, & tout vient à Paris. Les délices & les préjugés de la Capitale tendent tous à établir la mollesse & l'éloignement du travail pour qui peut s'en passer. Les terres demandent des soins & quelque résidence du moins passagere ; on ne veut point de cela : les campagnards sont si rebutans ; quelle société !

(car à force de parler société, nous deviendrons tout-à-fait insociables : (les parcs de nos peres sont si raboteux : point d'arbres en boule, ni de treillage en bois dans les dehors : moins encore d'entresols, d'apartemens, de bains & de lieux à l'Angloise dans les maisons. Que faire sans tout cela ? Il s'agit donc de ce qu'une terre rend franc & quitte à Paris. L'ancien possesseur mettoit tout à profit, connoissoit son monde, organisoit sa besogne ; le riche qui lui succede, attend qu'on le vienne chercher, qu'on ait payé son portier & ses valets pour avoir audience de Monseigneur, & obtenir la ferme à bas prix. Ce ne sera point un économe & honnête laboureur, qui se donnera ces mouvemens-là ; la Ville l'effraie ; & l'insolence des sous-ordres le rebute : voila donc un intriguant & souvent un fripon devenu fermier, & chargé en outre de la confiance du maître ; il fait la portion de l'Intendant, il envoie des pâtés au Maître d'Hôtel, & des fromages au Suisse ; tout chante ses louanges dans la maison. De son côté il sçait où reprendre tous ces frais, il vexe les Habitans, excite des refus & des procédures qui produisent des non-valeurs ; [illegible]ile le plus raportant de son compte.

D'autre part, comme on s'en fie à lui, & qu'on n'y vient jamais, il arrive malheurs ſur malheurs, cas fortuits, réparations, & le maître ne trouve au bout de l'an que du papier en recette & dépenſe. Voilà pour les terres éloignées.

Celles qui ſont à portée ont l'honneur de voir le Patron ; il arrive, l'avenue eſt trop étroite & de côté, il faut en marquer une autre, deux contre-allées de trente toiſes de largeur, & autant que la vue peut s'étendre ; le terrein d'une bonne métairie devient avenue, & le produit zéro. Le parc, les charmilles, le quinconce, le labyrinthe, les arbres en boule, autre zéro : trois cens arpens en ce genre ne ſont pas trop, le potager étoit trop étroit, il faut des ados, des murs de partage, une pompe pour amener des eaux, des ſerres chaudes, une orangerie. Les terraſſes ſablées, les élagueurs, tondeurs, l'entretien de ces potagers dont il arrive quelques primeurs à la ville, le ſoin d'entretenir & ratiſſer toutes les allées du parc, de maintenir les pompes, &c. ſi tout cela ne coûte que 10000 livres, ce n'eſt pas trop. Dans la maiſon, les meubles, les vernis, &c. demandent un Concierge. Si ce pauvre homme, ſa famille, & les frais

d'entretien ne coûtent que cent pistoles, c'est bon marché. La terre valoit 15000 livres de rente, elle revient à 400000 livres avec les frais, on y en a dépensé 60 pour la rendre digne du maître ; le terrein mis en décoration a diminué la ferme de 4000 livres, il en coûte onze d'entretien, reste à rien pour Monseigneur. Mais son voisin dans la Place Vendôme, & lui-même quelquefois compte ; cette terre, dit-il, me tient lieu de 23000 livres de rente, & ne me rend rien, d'où lui & ses semblables concluent, *ce sont de mauvais biens que les terres.*

Une autre raison du discrédit des terres, est le manque de confiance & de bonne foi ; on s'en plaint, je crois, dans le commerce & par-tout, mais cela n'est pas de mon sujet. Il est de fait que jamais il n'y eut moins de confiance, parce que jamais il n'y eut plus d'or & plus d'avidité pour l'or chez les grands & les petits. Jamais aussi il n'y eut entre les propriétaires des terres & les cultivateurs, moins de ces raports d'intérêts & d'honnêteté, qui forment l'union, & établissent la confiance.

On a beau dire, l'homme est un insecte de telle nature, qu'on ne sçauroit

tant le presser qu'il ne se détourne pour piquer le talon qui l'écrase ; mais il est pareillement sensible aux bienfaits, & il n'est férocité & malice humaine que la vertu & la bienfaisance n'aprivoisent.

Les gens de plume & d'écritoire qui ont, à force de projets, d'ordonnances & de réglemens, changé la constitution subalterne de l'Etat, & qui eux-mêmes envelopés des foibles débris de leur édifice, ont aussi promptement que la haute Noblesse fait place à tous les potirons que la haute faveur, l'intrigue, la rapine & l'industrie élevent de toutes parts, ont établi un préjugé contre l'ancienne constitution de la Monarchie, & cette opinion de malice chez eux, l'est devenue d'ignorance dans tout le reste de la nation, & même parmi ceux qui y ont le plus perdu. Le peuple, disent-ils, avoit autrefois mille tyrans au lieu d'un maître. Si l'on entend par cet *autrefois* les temps du Roi Robert, & de quelques-uns de ses Successeurs, la chose ne peut être disputée ; l'anarchie étoit générale, ainsi que la férocité : mais ces temps de convulsion pour le corps politique ne sont point ceux que nos Docteurs ont en vue ; il nous en reste trop peu de traces, & les malheurs d'un tel renverse-

ment de toute société sont trop reconnus, pour qu'il soit nécessaire de les citer. Les siecles écoulés depuis S. Louis jusqu'à nos guerres de Religion, sont plus débrouillés ; & s'il étoit question de disputer sur la force intérieure de notre constitution d'alors, je défierois les Jurisconsultes les plus habiles en droit public, de m'y démontrer les maux de la tyrannie, dont les effets sont toujours parlans. Qui de nous se chargeroit aujourd'hui de faire dire à un Auteur Anglois ce que dit Mathieu Paris, en parlant de Saint Louis : *Le Seigneur Roi des François, qui est le Roi des Rois de la terre, tant en vertu de son onction céleste, que par la supériorité de sa milice* .... Eût-on respecté de la sorte le souverain d'un Peuple livré aux brigandages de l'anarchie ?

Le dénombrement de la France fait sous Charles IX, portoit * dix neuf millions d'Habitans, & celui fait sous Louis XIV n'en donne que dix sept. Nous n'avions cependant ni le Roussillon, ni le Bearn & la partie de la Navarre qui nous demeure, ni la Bresse, le Bugei, ni la Franche Comté, l'Alsace & les trois Evêchés, la Principauté de Sedan ; la

* Voyez Bocalin.

Somme étoit notre frontiere du côté de la Picardie. Le Royaume enfin étoit d'un grand cinquieme moins étendu. L'on me dira que le dénombrement de Charles IX, étoit fautif ; mais je réponds que nous ne nous y prenons pas aujourd'hui de façon à en faire de plus exacts. Or, ou toutes les regles sont fausses, ou jamais un peuple tyrannisé ne sera nombreux.

Avant de finir l'article de l'anarchie des siecles passés, je prierai ceux qui regardent mon opinion comme un paradoxe, de rechercher dans les Auteurs instruits & contemporains de ces temps prétendus malheureux, l'opinion qu'on avoit alors de la constitution de la Monarchie Françoise, & de l'ordre qui régnoit au dedans. On en trouvera des traces dans plusieurs ouvrages. Je me contenterai de placer ici quelques endroits que j'ai notés autrefois, en lisant les réfléxions de Machiavel sur la premiere Décade de Tite-Live. On n'accuse pas cet Auteur d'être mal instruit ; & si son cœur eût été aussi droit que son esprit étoit éclairé, sa réputation ne seroit pas étrangement mêlée. Tel qu'il est, son plan de politique n'est assurément pas de maintenir l'arnarchie ; & il est en quel-

ques endroits pour le gouvernement violent, c'est au Prince & à la République qu'il le conseille, & toutes ses vues tendent à établir non-seulement la soumission, mais l'obéissance passive parmi les Sujets. Ecoutons le parler cependant sur la France dans le quinzieme siecle. Je n'ai pas tout noté dans le temps, & je n'ai pas aujourd'hui celui de relire.

Chapitre 16. Discours sur la premiere Décade. « C'est ainsi que subsiste le » Royaume de France, auquel on ne vit » en repos & en sureté, que par le » moyen des Loix qui y sont, lesquel» les les Rois sont tenus de garder, & » qu'ils gardent saintement ».

Dans le Chapitre 19. « De là je con» clus qu'un Prince commun ou foible » se peut bien porter après un excellent; » mais deux ou trois semblables l'un » après l'autre, sans difficulté ruineroient » tout, si ce n'étoit comme en France, » où l'ordre & la police ancienne sou» tiennent le faix de la Monarchie ».

Dans le Chapitre 58. « Ce Royaume» là (la France) est trop bien réglé & » gouverné; même mieux, à mon avis, » qu'autre qui soit dans l'Univers ».

Dans le Chapitre 10. du troisieme Livre: « Les Royaumes ont aussi pareille-

» ment besoin de se renouveller & de
» ramener leurs Loix à leurs principes,
» & on voit le grand bien que cela ra-
» porte au Royaume de France, qui est
» le Royaume qui vit sous les Loix &
» les Ordonnances plus que pas un autre,
» desquelles les Parlemens sont les gar-
» diens & les protecteurs, spécialement
» celui de Paris ; lesquelles sont renou-
» vellées par lui toutes les fois qu'il fait
» une exécution contre un Prince du
» Royaume, & qui condamne le Roi
» en ses Arrêts ».

Dans le Chapitre 41 : « Ce que les
» François imitent en paroles & en ac-
» tions, quand il est question de la Ma-
» jesté de leurs Rois, & de la puissance
» & autorité de leur Royaume, & il n'y
» a rien qu'ils suportent avec moins de
» patience, que de leur faire voir que
» tel ou tel moyen ne tourne pas à l'hon-
» neur du Roi, disant que leur Roi n'en-
» court aucune honte ni aucun deshon-
» neur, quelque conseil qu'il suive, soit
» dans la bonne ou mauvaise fortune, &
» perte ou grain. *Il n'importe, tout cela*
» *est ordonné par le Roi* ».

Je laisse à considérer d'après ces cita-
tions, si notre Gouvernement de ce temps-
là étoit regardé comme la réunion d'une

dit-il à la S. Jean, *allez tâcher d'en gagner. Je vais en ramasser pour l'année prochaine, si la disette dure.* Certainement cet homme, quoique d'un mérite & d'une probité distinguée, est un Seigneur Châtelin dans la force du mot : quelque bienfaisant qu'il puisse être, il n'eût jamais poussé jusques-là les effets de la commisération s'il eût habité à Paris.

Ne fût-ce enfin, comme je l'ai dit, qu'en faisant travailler des pauvres gens, les Seigneurs dans leurs terres faisoient des biens infinis. On sçait à quel point étoit l'habitude, & pour ainsi dire, la manie des présens continuels que les habitans faisoient à leurs Seigneurs. J'ai vu de mon temps cette habitude cesser presque par-tout, & à bon droit, car tout bienfait doit être respectif ici-bas ; & si la balance peut l'emporter, le surpoids doit être naturellement du côté le plus fort. Les Seigneurs ne leur sont plus bons à rien : il est tout simple qu'ils en soient oubliés comme ils les oublient : & qu'on ne dise pas que c'étoit un reste de l'ancienne servitude, ou l'on se tromperoit fort, ou l'on parleroit de bien mauvaise foi. Dans les lieux où cela se pratique encore, ces bonnes gens, & les plus pauvres, seroient très-mortifiés si l'on refusoit leurs

présens

présens, & plus encore, si par une étrenne proportionnée ou plus forte, on prétendoit les indemniser ; je l'ai vû cent fois.

Les vestiges de la tyrannie de nos peres prouvent au moins que les Paysans connoissoient leur Seigneur, & en étoient connus. Or, quoi qu'on dise de la malice des hommes, c'est un axiome reçu & démontré par l'expérience, que ceux qui nous connoissent, & ont quelqu'habitude avec nous, nous traitent moins mal que ceux pour qui nous sommes entierement étrangers. Le sentiment & la réalité de ce principe est un des grands motifs du *dulcis amor patriæ.* Il s'ensuit de là, que personne ne connoissant plus le Seigneur dans ses terres, tout le monde le pille, & c'est bien fait.

Une autre raison encore qui n'est qu'une branche de celle-ci, c'est la mutation presque continuelle des fiefs, & leur translation sur la tête d'hommes nouveaux.

Du petit au grand, de même qu'un Etat n'est jamais si ferme dans sa constitution, que quand la succession y est perpétuée dans une même Maison, il en est ainsi de ses membres. Les considérations politiques ne sont pas de mon sujet ac-

tuel, je rampe & laboure la terre; mais je ne puis m'empêcher de dire, en passant, que le respect de la vieille souche, toutes autres choses étant égales, entretient la subordination & l'ordre parmi les habitans de la campagne. J'ai vû quelques exemples que je pourrois citer, de Communautés qui se sont rachetées de leur Seigneur qui vouloit les vendre, pour se rendre à lui. J'en ai vu mille désolées du seul bruit de ce changement, & plus encore, qui demeuroient tranquilles, & ne disputoient rien à leur ancien Seigneur, qui se sont jettées dans des procès infinis avec le nouveau. A plus forte raison, quand ce nouveau Seigneur est le petit fils de Jacques un tel, surnommé Lafontaine: il a beau dire que M. son pere s'apeloit Monseigneur dans les Requêtes, les Paysans ont l'oreille maligne & la mémoire bonne, & toujours répetent que leur Seigneur ne vaut pas plus qu'eux, & que s'il est plus riche, c'est qu'il a mieux sçu faire sa main; au surplus, qu'il n'a qu'à dîner deux fois.

De cette semence de mécontentement & de mépris naît bientôt la fraude & la rapine qu'ils se croyoient permises; & l'on ne sçauroit croire combien cela nuit à la jouissance tranquille, & conséquem-

ment aux prix des terres qui jettent nos Parisiens, les seuls riches du Royaume aujourd'hui, dans la nécessité de plaider au loin, ou de devenir cliens à Paris, chose insuportable à un homme d'or accoutumé à la clientelle d'autrui.

Je n'examinerai pas si la surcharge des terres, & la façon d'y percevoir les impôts, n'est pas une autre cause de leur discrédit. J'ai déja dit que je ne politiquois pas ; & il y a à tout cela tant de pour & contre, que je serois fort embarrassé. Je ne prétens pas cependant, par ce pour & contre, faire entendre que je connive en mon particulier à l'axiome des idiots ou des gens de sac & de corde, qui prétendent qu'il faut que le Paysan soit misérable pour qu'il travaille, sans quoi il devient paresseux & insolent. Outre l'indigne inhumanité d'un tel propos, que je suis obligé d'avouer à ma honte, avoir oui tenir plus souvent à la campagne qu'à la ville, propos auquel il n'y a rien à répondre, que le mot de ce fameux Romain à son fils qui lui offrit de prendre une Ville en perdant trois cens hommes : *Voudrois-tu être un de ces trois cens ?* outre l'inhumanité, dis-je, il est de toute fausseté. La misere n'entraîne que le découragement, nous

l'avons dit, & le découragement la pareſſe. A cela, ils répondent qu'il faut un milieu ; & où eſt-il ce milieu, miſérables aveugles ? Sera-ce vous qui vous chargerez de le trouver ? Je vous réponds, moi, qu'il y a long-temps qu'il eſt paſſé. Ils ajoutent que, quand les Payſans ſont bien, ils ne veulent plus travailler. Je me rapelle qu'ayant un jour diſputé ſur cette révoltante allégation, ſur laquelle je me défendois, comme ayant parcouru la Suiſſe, & l'ayant trouvée cultivée autant & auſſi bien qu'elle le peut être, on me cita le Comtat d'Avignon qui n'étoit qu'à cinq lieues de là. J'y entrai le même jour : je fus ſurpris d'y voir un jardin par-tout ; & m'étant informé de la force & vivacité des travailleurs, j'apris que dans les cantons de Provence, voiſins de ce pays-là, on payoit un manœuvre du Comtat 30 ſols par jour, contre 15 un de ceux du pays. C'eſt ainſi qu'on ſoutient les principes les plus erronés, & qu'on les autoriſe par des exemples controuvés, qui ſont d'autant moins diſputés, qu'il ſeroit plus aiſé d'en vérifier la fauſſeté.

Mais en ſupoſant que l'aiſance empêchât les Payſans de travailler, ce n'eſt jamais de travailler leur propre bien. Les

Bourgeois de village & de petite ville, gens qu'on apelle vivant de leur bien, race occupée à médire & à mal faire, & dont je conseillerois de purger la société, jusqu'à ce qu'ils s'apliquassent tous à quelque honnête profession, s'il n'étoit contre mes principes de conseiller la violence en quoi que ce puisse être, voulant faire travailler leur bien, tenir les Paysans dans la sujétion, & ne leur payer leurs journées que sur les prix anciens, sans considérer que les objets de consommation ayant haussé, il faut que le salaire du mercenaire hausse ; ces gens-là, dis je, se plaignent que le Paysan aisé ne veut plus travailler. Je réponds à cela, 1°. que le mal n'est pas grand : 2°. que je leur offre une prochaine consolation : en effet, le Paysan riche éleve nombre d'enfans, au lieu que ceux du pauvre desséchent & rentrent dans la terre. Ces enfans partagent, épuisent l'aisance du pere, le forcent au travail, bientôt l'y secondent, & faute de fonds, deviennent mercenaires. Le Suisse est aisé, comme je l'ai dit ; cependant il refuse si peu le travail, qu'il se dévoue volontairement au plus dur de tous, qui est d'aller vendre son sang & sa liberté dans une terre étrangere.

Une derniere raiſon, mais infiniment moins problématique que toutes les autres du diſcrédit des terres en France, c'eſt le haut prix de l'intérêt de l'argent. La pareſſe, ſœur du luxe comme je le démontrerai, quoi qu'on en diſe, par pieces probantes en bonne & due forme, & tous les deux enfans de l'habitation des Villes, la pareſſe, dis-je, fait que tous ſes Partiſans préferent un intérêt fixe qu'ils envoient recevoir par un barbet à l'échéance, à tout le ſoin & maniement que demandent les terres, & renoncent, en faveur de leur tranquillité, aux avantages du temps, de l'induſtrie, & de la ſolidité. Plus cet intérêt eſt haut, moins ces avantages ſont ſenſibles. Si je voulois faire un livre de ce que j'ignore, je ſçaurois bien où prendre cent raiſons & autant de calculs, pour prouver que cet intérêt eſt trop fort chez nous; & me mettant enſuite mon propre ouvrage dans la tête, je deviendrois docteur *in utroque jure*; mais ici il n'eſt encore queſtion que de ce que je ſçais, & ſans croire m'écarter, j'établirai le principe que toute forme qui tend à faire vivre une portion des Citoyens ſans action, ni Juriſdiction, eſt nuiſible, & qu'on ne ſçauroit trop s'attacher à déraciner le diſcrédit des terres,

& à le transporter sur des effets fictifs.

La prospérité d'un Etat nuit encore à l'agriculture, en établissant un ordre de mœurs, un genre de magnificence & de décoration, qui en dégoûte & la pousse au loin.

Les Chinois, dit-on, persuadés que de l'emploi des terres dépendent, comme on n'en peut douter, les moyens de subsistance qu'on en retire; que l'étendue des moyens de subsistance est l'exacte mesure de la population, & que la population est l'unique richesse réelle d'un Etat, regardent comme un crime l'emploi des terres en maisons & jardins de plaisance, comme si l'on fraudoit par-là les hommes de leur nourriture.

Ce genre de crime est, je crois, un peu trop étendu en France. Les parcs, il est vrai, peuvent avoir leur utilité, en ce qu'ils renferment des près & des bois qui sont devenus très-nécessaires; mais indépendamment de ce que cette nécessité est relative à la trop grande & inutile consommation de bois que le luxe a introduite, & qui, au moyen des inductions démontrées dans ce Chapitre, est un très-grand mal, on les perce d'ailleurs tellement que les parcs & les forêts ne sont presque que des chemins bordés de lisieres de bois.

Sans m'arrêter sur de semblables détails, qu'il suffit de désigner, je noterai seulement les avenues, sorte de décoration qui enleve des Provinces entieres au Royaume. Il est singulier que le moindre particulier, singe des Princes & des Souverains, prétende avoir à sa maison de campagne des avenues doubles & triples qui dévastent & mettent en friche une partie de son domaine, & quelquefois le tout. Indépendamment même des avenues à chaque percée, il faut que la perspective soit continuée par des allées à perte de vue. Celle ci, en rejoignent d'autres dans la campagne, & le point de jonction est marqué par des esplanades en rond, dont l'étendue fourniroit à la subsistance d'un hameau : de là partent quatre ou huit allées, selon l'étendue du terrein, avec leurs contre-allées, &c. & je vois d'un coup d'œil cent mille livres des rente réduites à rien, & perdues pour tout le monde. En vain m'oposeroit-on qu'on laboure celles de ces allées qui ne servent pas de chemin. Peine perdue, le grain ne vient jamais bien sous les arbres, l'herbe y est aigre. Encore si l'on faisoit le sacrifice de la récolte à des arbres fruitiers, ou autres qui servent directement qu indirectement à la nourriture de l'hom-

me

me, je dirois toujours que c'eſt réduire un écu à dix ſols : mais c'eſt le tilleuil, c'eſt l'ormeau ſtérile, qui couvrent & ruinent nos campagnes ; arbres très-utiles pour le charonnage, dit-on, & c'eſt ce dont je me plains.

Il y a quatre fois plus de voitures en France qu'il n'en faudroit ; & ſi d'une part, le nombre en étoit borné au néceſſaire & à l'utile, & que de l'autre, nos grands chemins fuſſent bordés d'ormeaux dans tout le Royaume, comme ils le ſont aux environs de Paris, le charonnage ne manqueroit jamais en France ; car d'ailleurs, on a bien des ormeaux dans les campagnes : les payſans en font des feuillards pour les beſtiaux, & cet arbre opiniâtre revient de chacune de ſes racines. Mais voir de toutes parts dans la campagne, à vingt lieues à la ronde autour de Paris, les ormeaux répandre leur ombre ſur toutes ces campagnes ſi propres à la fertilité par l'excès des engrais & fumiers dont on eſt embarraſſé à Paris, tandis qu'ils ſont ſi rares ailleurs, les voir, dis-je, multiplier à l'infini dans tous les ſens que je détaillois tout-à-l'heure ; cela fait ſaigner le cœur d'un citoyen éclairé.

C'eſt dit-on, ce qui fait la magnificence des environs de Paris. Je pourrois

répondre que je ne calcule pas la magnificence, mais la prospérité & la population: cependant je doute encore de cette allégation. Sans doute qu'il seroit ridicule de demander à la Capitale d'un Royaume opulent, les dehors de Salente, ou de Lacédémone : il faut des palais pour les Grands & du faste pour les Princes ; mais j'arrive à Fontainebleau : je traverse deux lieues d'un pays aride & incapable absolument de rien produire, je le trouve couvert d'une belle forêt qui m'accompagne aussi loin en sortant : loin de trouver ici des traces de dévastation, je vois que le séjour du Souverain y fait vivre les habitans d'une ville considérable, & féconde dix lieues de pays inhabitable : je bénis la Providence & son Préposé ici-bas ; j'en sors, je vois de toutes parts des campagnes fertiles, accablées du poids d'habitations immenses, seules, isolées, & qui de leurs racines arides desséchent une Province entiere ; & mon postillon qui m'en nomme les maîtres, sur cent ne me désigne pas trois noms de ma connoissance. Ce coup d'œil frapant au loin, devient triste & froid à mesure qu'on aproche ; les plus agréables me représentent les champs Elisées où quelques ombres se promenent en silence, & boivent

des eaux du fleuve Léthé. Je me rapelle alors le coup d'œil de la chaussée de Loire, celui des bords de la Garonne, de Villeneuve, d'Avignon, la Viste à Marseille, les côtes d'Alsace & autres pays véritablement vivans, les environs d'Orléans, de Lyon, de Marseille, &c. Cet amas de maisons particulieres, qui ne sont presque séparées que par leur vigne & leur verger, ce peuple agissant pendant le jour, dansant au clair de la lune, tandis que le bruit de la bêche de quelque vigilant qui, revenant de journée, travaille son propre bien, interrompt la mesure de leurs musettes & de leurs tambours. Je conclus alors que là fut la prospérité, ici le luxe, son indigne fils & son implacable ennemi.

J'en appelle aux seuls environs de Paris. Par tout où l'habitation des riches à laissé quelque place à l'agriculture, elle y est poussée au plus haut dégré d'industrie & de perfection. Qu'on parcoure ces cantons privilégiés, je ne dis pas les villages de Montreuil & de Bagnolet seulement, mais par-tout à quatre lieues à la ronde, & qu'on me dise ensuite si l'œil n'est pas plus satisfait, si l'ame n'est pas plus émue à l'aspect de ces côteaux qu'à la vue du plus beau parc. A la ren-

gée de vigne ſuccede celle d'arbres fruitiers ; les groſeilliers occupent l'entre deux : les pois & les artichauts naiſſent au pied des arbres, & les foſſés d'aſperges entourent le champ. On parle par-tout de la vallée de Montmorenci, ce n'eſt que cela.

Mais il n'eſt pas queſtion ici du plaiſir ſimplement de la population. Il eſt certain qu'autant de terrein inculte, autant de ſujets enlevés ſans reſſource à l'Etat. Or, l'excès dont nous venons de parler dévaſte la valeur d'une Province entiere du meilleur terrein. Le remede, dira-t-on ? Le voici. *Chériſſez, animez l'Agriculture*, bientôt les riches vous imiteront ; ſinges d'abord, ils s'y connoîtront enſuite ; chacun ceſſera d'être rentier de ſon domaine, & en deviendra propriétaire. Pourquoi les riches ſont-ils ſi ennuyés de leurs magnifiques châteaux, qu'il leur faudroit preſqu'autant de maiſons que de chemiſes ? c'eſt que l'art y a tout fait, & la nature rien. Je ne les blâme pas de s'y ennuyer, eux qui y ſont à demeure, puiſque, ſi j'y vais par curioſité, dès que j'ai tout parcouru il me tarde d'en ſortir. Quelques uns s'y attachent, ce ſont ceux qui créent ; mais cette terraſſe, cette piece d'eau entrepriſe & conduite à

grands frais; est à peine achevée, qu'elle leur devient aussi étrangere que celle que fit leur grand pere, s'ils en ont. Il faut entreprendre quelqu'autre embellissement. D'échelons en échelons cependant la maison, le parc, tout devient immense & ruineux d'entretien. Alors tandis que l'étranger, tandis que le bourgeois curieux admire cet amas de beautés & de dépenses, & croit, environ pendant dix-sept minutes, qu'il seroit au comble du bonheur de posséder cela, le maître accablé d'habitude & d'ennui ne peut plus s'y souffrir, & cherche à décorer quelque guinguette dont il jouit en imagination, & qu'il dédaignera en réalité.

Qu'on ne dise pas que c'est l'inconstance humaine : cette inconstance est un bien en soi, comme toute autre qualité de notre ame. Elle ne devient un mal qu'à mesure quelle s'éloigne de la nature. Cet homme curieux de plantes étrangéres, revient toujours avec un nouveau plaisir à son jardin ; mais cet attrait particulier à quelques hommes est presque universel pour ce qui concerne l'agriculture en général. Comme les moissons & les fruits se renouvellent sans cesse, le travail de nos peres, en ce genre, ne fait que faciliter le nôtre. Indépendamment

du goût attaché par la nature aux occupations & aux détails champêtres, le profit auquel tout le monde est sensible, éveille encore l'industrie, & attire l'affection. L'avenue principale exceptée, toutes les autres tomberont; les maisons de fermiers & de paysans couvriront les campagnes. L'ombre jadis empoisonnée de ce château deviendra salutaire alors; car en général nous sommes tous charitables & compatissans. Les riches ne sont durs que parce que l'ordre corrompu des mœurs les tient éloignés de l'indigence; ils la banniront de leurs entours, ne fût-ce que pour n'être pas affligés. Chassez de dessous l'humble toît les maladies & la faim, ce sera le territoire & la patrie de la joie simple & bruyante. De proche en proche elle gagnera les basses-cours du château, & pénétreroit jusqu'au salon, sans la double antichambre gardée par la paresse.

Je le répéte, *chérissez, animez l'Agriculture;* vous bannirez tous les maux de l'Etat, suposé qu'il y en ait, opresseurs, intriguans, fripons, fainéans, politiques à rebours, faiseurs de traités sur la population, que sçais-je? Ou si ces gens-là sont dans la plénitude d'un Etat florissant, comme des puces & des punaises dans l'or-

dre de la création, du moins y seront-ils si confondus & si offusqués par un peuple agissant & occupé de choses tout autrement solides, que, l'oisiveté devenant honteuse, ils perdront toute considération, & en conséquence sentiront amortir leur mobile principal, je veux dire l'orgueil. Mais il me semble que ces allées me ménent vraiment bien loin ; revenons. Si j'avois promis d'éviter les écarts, je manquerois souvent de parole.

Le même inconvénient de perte inutile de terrein que nous venons de remarquer en allées, &c. se trouve encore dans une sorte d'ouvrage plus utile en son objet, mais aussi abusif au moins par la forme, le projet & l'éxécution ; je veux dire, les *chemins*. A ce mot, je vais m'attirer anathême, car c'est de tous les arrangemens de police intérieure, celui où notre siecle a le plus donné d'attention. Mon intention, je le répéte, n'est point de blâmer ; mais en tout on peut dire le mieux.

Je sçais qu'on a fait de notre tems, en ce genre, des ouvrages admirables, tels que la montée de Juvisi, celle de Bouron, celle de Tarare & bien d'autres. Mon dessein n'est pas non plus d'objecter qu'on a négligé de donner à ces sortes d'ouvrages faits pour l'éternité, la solidité qu'y donnoient

les Romains; que la plupart de nos chemins sont détruits avant d'être achevés; que la corvée qui seule à servi à la construction de presque tous les chemins éloignés de la Capitale, n'est propre qu'à ruiner la campagne, & à faire des routes qu'une médiocre colonie de taupes peut détruire en un an de temps. Tout cela n'entre pas dans mon objet actuel, ce n'est que leur largeur, & leur multiplicité que j'envisage.

Ces célébres voies Romaines qui ont résisté, par la solidité de leur construction, à tant de siecles & de ravages; qui ont plus illustré cet Empire prodigieux que tous les autres miracles de sa fortune, de sa valeur & sa politique; ces voies militaires, dis-je, dont les principales alloient du centre du monde à sa circonférence, n'avoient, les plus considérables, que soixante pieds de largeur, & les autres que vingt, & quelquefois huit. On n'en comptoit en tout que 47 dans toute l'Italie. Venons à nous maintenant, & considérons l'inutile largeur de nos grands chemins.

Je sens qu'il convient que quelques-unes de nos principales avenues de la Capitale unissent la décoration à l'utilité; que le même avantage peut être attribué aux avenues des grandes vil-

les de Province, & même à quelques routes principales : mais aujourd'hui chaque Adminiſtrateur particulier multiplie à l'infini dans ſon reſſort ces ſortes de travaux. La moindre communication entre chaque petite ville eſt tracée ſur le plan, ou peu s'en faut, de la grande allée de Vincennes au Trône. Le chemin eſt marqué dans ce ſens-là, la dévaſtation ordonnée & exécutée par les corvoyeurs ; & comme les fonds manquent pour tant d'ouvrages à la fois, les ponts, les enſablemens dans les lieux marécageux, & autres ouvrages indiſpenſables, demeurent à faire. Ces remuemens de terre, loin d'attirer les voitures, les éloignent ; & comme le chemin eſt inutile, vû le peu de communication qu'il y a entre les villes champêtres dans ces cantons reculés, le petit nombre de pélerins, marchands de bale, meſſagers à pied, & gens de cette eſpece, qui ſont accoûtumés de frayer cette route, ſe contentent d'un des foſſés latéraux pour ſon paſſage, tandis que le prétendu chemin ſe couvre de ronces.

Ce que je dis-là, je l'ai vû en pluſieurs endroits. Mais je veux que ces chemins de traverſe ſoient mis en tout état de perfection, & auſſi ſolides que ceux

de soutenir son ménage, & abandonne le tout. Or calculez toujours ces sortes de pertes à l'infini, seule mesure actuelle de vos grands chemins.

Evitons d'ailleurs, comme la peste, tout ce qui porte au découragement, car c'en est un en effet. Les gens de la campagne sont tous aux portes de l'abattement; un rien les accable, & n'est-ce rien que de se voir enlever la meilleure piece de son bien, même avec dédommagement? En un mot, *chérissez*, *animez l'Agriculture*, bientôt elle vous dira que le terrein lui est précieux.

Mais ceci nous conduit au Chapitre suivant, qui doit traiter de la nécessité & des moyens d'encourager l'Agriculture. Il s'en faut bien que je n'aie épuisé celui-ci, ni même que je l'aie traité par ordre dans toute son étenduë. J'ai désigné quelques points principaux, j'en ai trop étendu d'autres, selon que ma plume a couru. La suite des différens objets traités dans cet Ouvrage en présentera plusieurs autres : car tout se tient dans la machine politique, ainsi que dans la masse physique.

CHAPITRE VI.

De la nécessité & des moyens d'encourager l'Agriculture.

TOut mon ouvrage n'a d'objet que de traiter de la population, de ses avantages, & des moyens de l'étendre à l'infini. Or comme je ne pense pas qu'elle puisse avoir d'autre principe que l'Agriculture, je pourrois dire que mon Ouvrage entier traite des moyens d'en courager l'Agriculture. Cependant, comme ce n'est point la société des anciens Egyptiens que je considére, mais celle des Nations policées de notre siecle, qui est tellement compliquée d'accessoires, que le principal y est presqu'entiérement oublié, je traiterai pied à pied de toutes les branches de la ramification politique; mais j'y trouverai souvent des branches de ce Chapitre-ci, je ne les rejetterai point alors : maintenant je vais présenter en gros les premieres idées qui s'offrent à moi sur cet article.

J'ai dit que la prospérité d'un Etat établissoit les grandes fortunes, qui bien

tôt en envahissoient tout le territoire. Quel remede à cela, dira-t-on ? Non pas sans doute celui qu'employoit Tarquin sur les grands pavots de son jardin ; j'aurois bien perdu mon tems, si jamais je prêchois la tyrannie : mais *aimez* les Grands, *apuyez* les médiocres, *honorez* les petits qui sont laborieux, & qui ont de l'industrie. Prenez garde s'il vous plaît, à l'aplication de chacun de ces Verbes ; je ne me trompe point, c'est précisément ce que j'ai voulu dire. Chacun deux peut sans doute être apliqué aux trois différents grades dont je parle ici ; mais ne voulant leur attribuer à chacun qu'un seul de ces sentimens, c'est avec réfléxion que je les ai repartis ainsi.

En effet, *aimez* les Grands, vous leur aprendrez par l'exemple suprême à aimer aussi leurs inférieurs ; vous les rapellerez au principe si naturel & si démontré, qu'une illustre famille est plus étayée par les sujets qui naissent dans son sein, que par les grands biens qu'une vanité dénaturée desire d'accumuler sur une seule tête ; vous vous intéressez à l'établissement de leurs enfans aînés & cadets ; les races se multipliront, se diviseront, ils demeureront grands par le cœur, & se piqueront d'honneur, des

qu'ils ne pourront plus se piquer de richesses.

Apuyez les médiocres, c'est la pépiniere de l'Etat, les exemples domestiques, les vieux papiers, la vanité provinciale les gonflent de cet amour-propre, téméraire, & infléxible, dont l'Etat sçait tirer tant de parti ; mais ils sont pauvres, & seroint ridicules dans un Etat corrompu : leurs prétention leur ferment une quantité de portes à la fortune & à l'industrie ; le desespoir les feroit déroger ou vivre dans la plus oisive obscurité, ou s'expatrier enfin. C'est pour eux que sont faits les emplois de vos armées, les libéralités de vos menus plaisirs, le superflu des Grands de votre Etat. *Apuyez-les*, pour qu'ils secourent la pénible vieillesse de leur pere, pour qu'ils exécutent la fécondité domestique, pour qu'ils se chargent de leurs neveux. La rage des pauvres pour le mariage est le premier des bienfaits de la Providence pour un Etat. Il n'y a malheureusement point de milieu, la débauche ou le mariage ; l'une est stérile, l'autre est fécond. Craignez que la destructive philosophie des voluptueux insensés, ne devienne une prudence de nécessité pour les autres ; en un mot, *Apuyez* les médiocres.

Honorez les petits. Les larmes me viennent aux yeux, quand je songe à cette intéressante portion de l'humanité, ou quand, de ma fenêtre, comme d'un trône je considére toutes les obligations que nous leur avons ; quand je les vois suer sous le faix, & que me tâtant ensuite, je me souviens que je suis de la même pâte qu'eux.

Le peuple est ingrat, dira-t-on, il est volage, il est brutal........ Eh ! quelle est la portion de l'humanité, dont on ne puisse dire la même chose ? Mais je soutiens, moi, que cela n'est pas vrai. J'ai fait peu de bien, (je ne suis pas en état d'en faire beaucoup, & je n'ai pas fait à beaucoup près tout celui que j'aurois pû) j'ai trouvé des marques de reconnoissance qui m'ont étonné. Mille fois plus de bienfaits se sont perdus en montant qu'en descendant. Le peuple est volage : reproche de factieux, reproche fait à la multitude oisive & déplacée, & je n'en veux que de laborieuse & occupée. Il est brutal enfin ; mais peut-être est-il malheureux, persécuté, méprisé, en butte à l'opression en tout genre de tous les autres ordres de l'Etat. S'il en est ainsi, ne reprochons rien aux misérables ; remédions à la cause de leurs maux ; je me trompe, si l'ai-

ſance & l'exacte police ne les civiliſent.

Mais tout ceci ne vient pas encore au point que je leur ai attribué dans l'attention publique : oui, je voudrois que les petits fuſſent honorés. *Sacerrima res, homo miſer* ; mais indépendamment de ce principe de morale, dont il n'eſt pas queſtion ici, dès qu'il eſt une fois décidé que l'art de tirer les richeſſes de la terre, & celui de les œuvrer & diſtribuer, ſont les deux privots de la ſociété, eſt-ce un paradoxe, que de vouloir qu'on honnore ceux qui profeſſent ces arts ſi néceſſaires ? Le ſel doit entrer dans tous les mets, l'honneur dans toutes les profeſſions ; mais s'il en eſt où ce véhicule d'opinion ſoit néceſſaire, c'eſt ſans contredit à celles qui ſont pénibles de leur nature, ou périlleuſes. Tant que vous n'honorerez pas les baſſes claſſes de l'humanité, il eſt impoſſible d'y maintenir l'abondance néceſſaire à l'émulation & aux progrès. On ſe plaint que perſonne ne veut demeurer dans ſon état, & que de grade en grade, cette ambition déplacée, & toujours peu meſurée, épuiſe les baſſes claſſes, & ſurcharge les premieres qui doivent, par mille raiſons, être peu nombreuſes par proportion : d'où vient cela ? c'eſt que perſonne ne veut

vivre dans l'abjection, ou ne s'y tient que par nécessité, & ce qu'on fait par force, on le fait toujours mal : *honorez donc les petits*. On sent bien que je n'ai pas voulu dire à Guillot : *Seigneur, montez au trône, & commandez ici*. Mais le mépris n'est fait que pour le vice; nous nous devons tous une estime réciproque & relative à l'utilité respective ; je dis plus : quoi encore ? le respect.

Mais ce qu'il faut sur-tout honorer, c'est l'agriculture, & ceux qui l'exercent & l'encouragent. Dans tous les biens d'ici-bas, *la terre est la matiere, & le travail est la forme*. Il semble inutile d'établir, que multiplier la matiere, c'est multiplier le travail. Mais de combien une extrême attention & une protection attentive & mêlée de récompenses, pourroit accroître la production de la matiere premiere, c'est ce qu'il est impossible de calculer & même d'imaginer que par des inductions relatives, du moins pour un Etat qui a un territoire vaste & avantagé de la nature.

Un propriétaire qui est assez riche pour se racheter du travail personnel par le travail d'autrui, est indigne de sa fortune, s'il ne s'en sert que pour vivre dans l'oisiveté, & seroit à charge à l'Etat, si dans

mes idées le membre le plus inutile de la société n'étoit toujours un profit pour l'Etat.

Mais s'il emploie son loisir à acquérir des connoissances relatives à la bonification de son patrimoine & de son superflu, s'il s'aplique à les mettre en valeur, il remplit son devoir, & tient sa place, ce qui est la vertu.

J'ai lu dans le Mémoire envoyé par ordre de M. le Duc de Bourgogne aux Intendans, l'article qui suit au sujet de la Noblesse : *S'ils cultivent leurs terres par leurs mains, ou s'ils les donnent à des Fermiers, étant une des plus essentielles marques de leur demeure portée à la guerre, ou à demeurer dans leurs maisons.* Celui qui dressa ce Mémoire, crut sans doute être un grand Grec d'avoir trouvé cette marque distinctive. Indépendamment de la puérilité d'entretenir de semblables & si minutibles détails, un Prince destiné à commander à vingt millions d'hommes, & dont la conduite doit influer sur le sort de toute l'Europe, indépendamment encore de ce qu'une semblable inquisition a de tyrannique; je soutiens qu'au lieu de faire regarder au Prince avec mépris celui qui se tient chez soi, on devroit le lui presenter sous un point de vue oposé.

Un Philosophe diroit que celui qui nourrit les hommes, fait mieux que celui qui les tue; mais je ne suis ici que calculateur. De deux choses l'une, ou l'Etat est servi par des troupes soudoyées, ou chaque Citoyen est obligé en cas d'allarme de se porter au secours.

Dans le premier de ces cas, le métier de la guerre convient bien mieux à celui qui, n'ayant pas de fonds, est aux gages d'autrui, qu'à celui qui, pour courir en Flandres & en Allemagne, laisse en friche un canton de l'Auvergne ou du Languedoc. Mais, dira-t-on, vous ne faites donc plus servir l'Etat que par des mercenaires? Point du tout: le frere, le fils du cultivateur sont d'aussi bonne race que lui; mais ils n'ont affaire qu'à la guerre, & c'est-là leur métier.

Dans le second cas, de qui tirez-vous un meilleur service, ou de celui qui, noirci sous le soleil, qui dore ses guérets, ne connoît de plaisirs que la chasse, & de travaux que ceux de la campagne, qui, habitué à jouir personnellement de ses champs, va défendre l'arbre qu'il a planté, le troupeau qu'il a élevé: ou de celui qui, accoutumé à tirer en argent le produit de ses contrats d'acquisition ou de ses partages de famille, n'ef-

time que ce qui rend de l'argent sonnant, qu'il consomme au milieu des plaisirs oisifs & mols de la Ville ? Allez attaquer chez eux les peuples agriculteurs, les Suisses, par exemple, & le problême ne sera pas long à résoudre.

Optima stercoratio gressus domini, disoient les anciens, & personne depuis ne les a démentis. Que penser donc d'un gouvernement, dont l'effet seroit d'attirer chacun hors de chez soi ?

Le plus habile Agriculteur, & le protecteur le plus éclairé de l'agriculture, sont toutes autres choses étant égales, les deux premiers hommes de la société. Au lieu de cela, le titre de Gentilhomme de campagne est presque devenu un ridicule parmi nous, comme s'il y en pouvoit avoir de ville. Le nom de Provincial est une injure, & les gens du bon air sont offensés, quand on demande de quelle Province est leur famille, comme si être Dauphinois ou Poitevin n'étoit pas être François. Cette sotte & misérable supériorité de l'habitant de la Capitale sur celui des Provinces, est rendue en monnoie en Province par le Citadin au Villageois & au Campagnard.

Voyons donc ce que la société, ce que les occupations des Habitans des Villes

porter, je voudrois de mon ſuperflu former des villes, dont l'induſtrie attirât le ſuc alimentaire de l'étranger. Mais ſelon mon plan, les villes ſeroient plus groſſes encore qu'elles ne ſont, quand elles n'auroient d'Habitans à demeure que les Officiers employés dans les différentes Cours de Judicature, qui s'y trouvent, la jeuneſſe élevée dans les Maiſons & Univerſités qui s'y rencontreroient, ainſi que les gens deſtinés à les enſeigner, les Bourgeois propriétaires des fonds enclavés dans le territoire de cette Ville, les Ouvriers & Artiſans que ſes Habitans & tous ceux du reſſort feroient vivre, & ceux encore qui employés à des manufactures, & ouvrages relatifs aux productions du pays & à ſon induſtrie, porteroient la matiere premiere au point de perfection dont la valeur doit être le prix de leur ſubſiſtance, & qui, fourniſſant leur contingent au commerce étranger, attireroient en échange le produit de l'étranger pour leur nourriture, ſeul genre de conquête qui ne ſoit pas contre le droit public.

A conſidérer un pays dans ſon état primitif, comme iſolé & vivant de ſa propre ſubſtance, on ne peut nier que *tous les ordres & hommes d'un Etat ſubſiſtent aux dépens des propriétaires des terres;*

res ; c'eſt un principe reçu. Une ſource qui ſort à la tête des terres & dans un terrein élevé, arroſe & féconde ſes environs autant que la quantité de ſes eaux peut s'étendre : celle au contraire qui naît dans un bas-fonds, ne fait qu'un marais, juſqu'à ce qu'elle ſe ſoit frayée une route baſſe, pour s'aller perdre dans la premiere riviere, ſans aucune utilité pour les champs voiſins.

Je compare à cette ſource le propriétaire des terres, que j'ai dit ci deſſus être le pivot de toute l'induſtrie qui l'environne ; s'il eſt à la tête de la production, dont naturellement il doit être l'ame, & à laquelle perſonne n'a plus d'intérêt que lui, il anime & vivifie tout le canton, il protege l'Agriculteur iſolé ; ou, ſi la ruſticité de la campagne le prive de ces vues honnêtes & éclairées, ce qui n'eſt plus à craindre aujourd'hui, encore fera-t-il, par la néceſſité de ſa poſition, une partie des biens qu'on en doit attendre. Si au contraire, il eſt au centre de la conſommation, il devient la ſource baſſe & marécageuſe, & contribue à noyer un terrein déja de lui-même trop ſpongieux.

On dit communément qu'un Gentilhomme dans ſa terre vit mieux avec dix

mille livres de rente, qu'il ne feroit à Paris avec quarante mille. Qu'apelle-t-on dans ce cas, vivre mieux ? Ce n'est pas épargner plus aisément de quoi changer tous les six mois tabatieres émaillées, avoir des voitures vernies par Martin, &c. C'est donc consommer davantage, & l'on dit vrai, mais comme on ne sçauroit dîner deux fois, & qu'à Paris on prend au moins autant d'indigestions qu'ailleurs, ce surplus de consommation n'est pas pour lui. L'on entend donc qu'il fait vivre plus de monde ; & en effet, on entretiendra plus aisément à la campagne quinze domestiques grossiers, vêtus & payés à la façon du pays, avec dix mille livres de rente, qu'on n'en entretiendra dix à la ville avec quarante mille livres. C'est donc soixante hommes, indépendamment de la famille, qui vivront sur les quarante mille livres de rente, au lieu de dix.

Il seroit inutile d'objecter ici que cet homme fait vivre à la ville, outre ses domestiques, tous les Ouvriers qui servent à sa dépense, les Marchands, les Fabriquans, les Tailleurs, Brodeurs, Selliers, Charrons & autres Ouvriers nécessaires ; & de plus, les Traiteurs, Parfumeurs, Musiciens, Gens de théatre, fil-

les, &c. qui tous ne laiſſent pas d'être du peuple ; & que puiſque je ne regarde ici que la population, il faut rendre toutes choſes égales.

Je pourrois répondre à cette objection, que je ne traite point encore ici de ce qui regarde le commerce ; mais comme il s'en faut bien que je n'obſerve un ordre bien ſuivi, je répondrai que, quant à ce qui concerne l'article des Ouvriers néceſſaires, ſoixante perſonnes, quoique vêtues groſſiérement, font certainement travailler plus d'Artiſans, que dix à Paris dans l'état de domeſtiques où je les ai pris ; & pour ce qui eſt de ceux de l'ordre qu'on peut apeler dans un ouvrage de calcul *impedimenta*, ſi le propriétaire des terres donne dans ce genre de dépenſes, il deviendra bientôt, lui ou les ſiens, Mithridate ou Burrhus, vendra ſes terres, & ma leçon ſera faite pour un autre.

Ce ne ſont point les propriétaires des terres dans l'état naturel, qui font vivre ce genre de ſuplément à la ſociété, à moins que les grandes Charges & les bienfaits du Roi ne les mettent dans l'ordre des gens gagés, dont il ſera parlé ci-deſſous. Sans eux, une ville opulente ſera aſſez pleine d'étrangers, de gens en-

richis des gains de la finance ou du commerce, de jeunes gens, & de dissipateurs de toute espece, dont le reflus & les folles dépenses entretiennent toutes les mouches de l'Etat.

Revenons. Indépendamment de cette augmentation de consommation que procure la résidence du Seigneur dans ses terres, il est de l'homme de s'attacher à son séjour. Nécessairement les bâtimens habités sont mieux entretenus que ceux qui ne le sont pas : on aime à travailler à embellir sa résidence, à améliorer les terres qu'on a sous ses yeux. Le premier ouvrage en ce genre est un encouragement pour le second. J'ai visité en ma vie peut-être mille Châteaux ou Gentilhommieres, à peine en citerois-je trois, où le maître ne m'ait fait remarquer quelqu'embellissement ou améliorissement de sa façon.

On dit assez communément que les campagnards sont yvrognes, brutaux & chasseurs, & ne sont que cela. C'est un vieux reproche du temps où les gens de ville étoient carillonneurs, brelandiers & tires-soies Je ne nierai cependant pas que l'on ne boive fort dans les Provinces où il y a encore de la Noblesse à la campagne, & qu'on n'y chasse beaucoup; mais

qu'on n'y fasse que cela, c'est ce que je nie.

Je pourrois encore établir ici deux paradoxes à ce sujet ; l'un est, que cette yvrognerie qui dégoûte tant les buveurs d'eau, n'est point un mal ; l'autre, qu'à tout prendre, (car il faut toujours me permettre de regarder le peuple comme des hommes) il y a plus d'yvrognerie à Paris que dans les campagnes, proportion gardée, & qu'elle y est plus nuisible.

Quant au premier point que l'on pourroit croire pillé des œuvres posthumes du feu Duc de la Ferté, je dirai moins bien qu'il n'eût fait ; mais je dirai pourtant qu'on buvoit trop autrefois, & que boire jusqu'à s'abrutir est mal fait : témoin la brûlure de Persépolis, la méprise d'Holopherne, & autres grandes calamités, sans compter quelques-unes qui sont arrivées à gens que je connois bien ; en un mot, mon Curé le dit, & ce n'est pas à moi à le contredire, quoique ce soit assez la mode aujourd'hui (mode entre nous qui ne vaut rien, & qui n'étoit pas du temps de nos yvrognes ;) mais boire un peu sec, & seulement jusqu'à chanter, rire & s'embrasser, épanouit la rate, bannit les inimitiés, & lie la société.

J'ai connu un vieux Gentilhomme, d'un nom, d'un âge, & d'une probité respectables : le bon homme, contemporain des Vaillacs & des Girardins, ne desyvroit pas ; mais au lieu de tout cela, il accommodoit toutes les affaires de famille, d'intérêt & d'inimitié entre les Gentilshommes à vingt lieues à la ronde. Aussi-tôt qu'il s'en élevoit quelqu'unes, il se faisoit aporter les titres & papiers de part & d'autre, il consultoit sur la forme les gens de Loi, tant bons que mauvais, en qui il avoit confiance, & puis sur sa bonne judiciaire il formoit son arrêt. Il apeloit ensuite à son Châtelet les Parties, & la révérence due au Patron faisoit qu'on n'entamoit pas les propos contentieux sans sa licence. C'étoit au dessert, & le verre à la main qu'il rapeloit les questions à décider ; il énuméroit, considérant attentivement les intéressés ; le premier, qui étoit tenté de l'interrompre, étoit arrété par un ordre absolu ; *Un verre de vin à Monsieur*. L'ordre étoit exécuté, & le verre avalé, le nouveau Radamante le regardoit avec cet air de pere & de conciliateur, qu'une longue habitude de considération de canton donne naturellement, que toute la morgue du Barreau joue gauchement. *Mon-*

sieur en veut-il encore, disoit-il ? si le plaideur agacé vouloit finir sa période, on l'écoutoit tranquillement, & il subissoit un second verre de vin au bout pour son franc-parler. Il est à remarquer pour vous autres, qui ne le sçavez pas, & qui feriez tout aussi bien de l'aprendre, que de politiquer ou théologiser tout le long du jour, comme vous faites, il est à remarquer, dis-je, qu'en semblable occasion un verre de vin de pénitence, & qui ne nous est compté pour rien, est un grand désavantage. Ce second verre bu, l'Aréopagite reprenoit son dire, toujours attentif à faire boire les mutins, jusqu'à ce qu'apercevant que le bruit, la joïe & la confiance gagnoient du terrein, & que le démon de l'intérêt barbouillé de lie, se sauvoit en voyant les cœurs s'attendrir ; le vieillard aimable prononçoit son arrêt définitif, maudissoit formellement les vignes de tout réfractaire, & finissoit en leur tendant les bras, de l'air de tendresse, de confiance & de joie, dont Silene disoit aux enfans de l'Eglogue, *Solvite me, pueri*. Tous accouroient alors, tous s'embrassoient, & lui protestoient une entiere soumission à ses ordres. Le Notaire étoit prêt, & la transaction dressée, on signoit ; puis

se remettant à table, on cassoit des verres en guise d'amende honorable de tous les faits & gestes d'Huissiers & de Procureurs.

On me dira sans doute, qu'il est singulier que j'attribue au vin le don d'apaiser les querelles, lui qui les fait. Je réponds que je n'ai pas prétendu le louer précisément par là, mon histoire m'est venue en pensée, comme assurément une des plus honorables pour ce genre de vie, je l'ai placée comme telle, & non comme argument; mais je dis encore que le vin n'est querelleur que chez les peuples qui le sont. Les bas-Bretons & les Limousins s'estropient après avoir bu ensemble; mais ils sçavent très-bien se battre sans avoir bu; & les Allemands sortent yvres de l'estaminée aussi tranquilement que les Chartreux du Chœur.

Cependant il s'en faut bien que je veuille être prédicateur d'excès, mais je répéte que le genre de vie de la Noblesse campagnarde d'autrefois, qui buvoit trop long temps, dormoit sur de vieux fauteuils ou grabats, montoit à cheval & alloit à la chasse de grand matin, se rassembloit à la Saint Hubert, & ne se quittoit qu'après l'octave de la Saint Martin; que cette vie, dis-je, faisoit peu de

Musiciens, moins de Géometres, de Poëtes, & d'Acteurs de parade; mais on n'avoit pas besoin de la Noblesse pour cela. Cette Noblesse menant une vie gaie & dure volontairement, coûtoit peu de chose à l'Etat, & lui produisoit plus par sa résidence, & son fumier sur les terres nourricieres, que nous ne lui valons aujourd'hui par notre goût, nos recherches, nos coliques & nos vapeurs. Ils ne sçavoient rien en comparaison de nous; car nous connoissons les regles du théatre, les différences essentielles de la musique Italienne à la Françoise; nous jugeons les Géometres, nous faisons des cours d'Anatomie & de Botanique, pour faire rire les gens de l'art; nous nous connoissons en voitures, en vernis, en tabatieres, en porcelaines; nous n'ignorons ni le mensonge, ni l'intrigue, ni l'art de faire des affaires, ni celui de demander l'aumône en talons rouges, ni sur tout ce que vaut le bien d'autrui, l'argent & les argentiers. Eux, au contraire, faisoient consister toute leur science en sept ou huit articles: respecter la Religion, ne point mentir, tenir sa parole, ne faire rien de bas, ne rien souffrir, mettre son cheval sur le bon pied, connoître & discerner la voix, ne craindre ni la faim, ni

la soif, ni le chaud, ni le froid, & se souvenir que, si César n'eut pas sçu bien faire le coup de pistolet, il n'eût jamais échapé de tant d'entreprises hazardeuses.

Cependant ces corps-là, tout ignorans qu'ils étoient, ne laissoient pas de bien & mieux servir l'Etat, dans l'occasion; ils avoient même quelquefois d'assez belles idées de la vraie gloire; préjugés ausquels notre Philosophie a substitué la science des calculs, plus utile pour les particuliers, mais qui l'est, je crois, moins pour le public. Par exemple, Henri IV, qui fut élevé & nourri jusqu'au temps où il grisonna, en vrai Gentilhomme campagnard, fit à peu de choses près, aussi bien sa charge de Roi, qu'un autre.

En voilà assez sur la prétendue dissolution de nos peres. C'est un écart que je me suis permis, & non un livre que j'aie voulu faire sur cet article; mais quand à mon second paradoxe, à sçavoir, qu'il y a plus d'yvrognerie à Paris, proportion gardée, que dans les Provinces, il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à voir les guinguettes. Tout le peuple sort de Paris, les jours de fêtes, & la Bourgeoisie même est dans l'habitude d'y cou-

vir en famille, & d'y mener de bonne heure ses enfans. La moitié du peuple revient yvre, gorgé de vin frélaté, paralitique pour trois jours, & dans peu de temps blasé pour toute sa vie. Le vin du cru, dont se gorge le paysan, ne fait point ces terribles effets : il revient yvre le Dimanche au soir, je le veux (quoiqu'à dire vrai, il ne soit que trop guéri aujourd'hui de ce pauvre superflu) mais il trouve sa femme de sang froid, différence énorme pour l'honnêteté publique & pour la société, où la dissolution du sexe en ce genre est le plus honteux de tous les maux, & le lendemain de bon matin il est à l'ouvrage. En est-il de même à Paris ? Je m'en raporte aux maîtres-ouvriers. Les détails à cet égard se trouveront aux Chapitres suivans.

Un grand Seigneur en France (on le connoîtra sans que je le nomme) bienfaisant d'abord pour sa maison comme de droit, l'est encore pour la pauvre Noblesse de son pays, il place les uns, il soutient les autres ; il leur trouve des débouchés. On n'accusera pas les gens considérables aujourd'hui de faire ces choses-là par intérêt. Il fait plus, il a changé dans une Province éloignée l'orangerie de la maison de ses peres en une manu-

facture de soie, où cette denrée lui coûte le triple de ce qu'elle vaut, attendu l'éloignement des cantons où cette sorte d'industrie est en vogue, & cela, pour faire vivre les pauvres gens, & les accoutumer peu-à peu à ce genre de commerce. Il a fait planter un nombre considérable de mûriers, tant sur le champ d'autrui que sur le sien. Il fait lever des plans & terriers généraux de tout le canton, pour que chacun puisse à l'avenir trouver dans ce répertoire public ses confronts & la contenance de son domaine; il fait enfin des biens infinis, tandis que ses propres affaires prosperent en un siecle, ou par bons moyens; tout le possible est de se maintenir. Si je disois son nom, qui ne fut jamais assurément en trois lettres: ah! me diroit-on: c'est un fort honnête homme, fort juste, & qui a le sens fort droit, mais d'ailleurs un esprit uni. Que Dieu veuille m'en accorder un semblable, à moi & à mes enfans jusqu'à la derniere génération; mais ce n'est pas ce dont il est ici question. Ce digne homme, au fond, est un Gentilhomme campagnard, autant qu'un Seigneur peut l'être en France. Il a une grande charge à la Cour qu'il a faite; mais d'ailleurs la plus grande partie de

sa vie s'est passée dans ses terres, il les connoît toutes, les visite souvent, voit & ordonne tout par lui-même, & a fait en sa vie plus de bien à sa famille, à ses voisins, aux pauvres, à l'Etat enfin dans sa patrie, que les plus beaux esprits n'en ont imaginé.

Ici l'intérêt particulier, au lieu de nuire à l'intéret public, lui sert; plus un homme fait valoir ses domaines & en multiplie les productions, plus il fait vivre d'hommes, plus il augmente la subsistance de l'Etat. Je résume enfin ceci en disant, que si les extrêmes étoient nécessaires, il vaudroit infiniment mieux que la Noblesse ressemblât au Baron de la Crasse qu'aux Marquis de la Comédie, avec cette différence encore, que les arts, le commerce & les connoissances, ont pour long-temps banni les ridicules de grossiéreté, & ne feront peut-être que rendre plus communs ceux de la fausse élégance.

La nécessité de renvoyer la Noblesse à la campagne par moyens doux & pris dans les mœurs, n'échapa pas au restaurateur de la France. Quand Henri IV, fut paisible possesseur de son Royaume, *il déclara hautement aux Nobles*, dit Perefixe, *qu'il vouloit qu'ils s'accoutumassent à vivre chacun de son bien, & pour cet effet, qu'il se-*

roit bien aise, puisqu'on jouissoit de la paix, qu'ils allassent voir leurs maisons, & donner ordre à faire valoir leurs terres. « Ainsi » il les soulageoit de grandes & ruineu- » ses dépenses de la Cour en les ren- » voyant dans les Provinces, & leur a- » prenoit que le meilleur fond que l'on » puisse faire, est celui d'un bon ména- » ge. Avec cela, sçachant que la Noblesse » Françoise se pique d'imiter le Roi en » toutes choses, il leur montroit par son » propre exemple, à retrancher la super- » fluité des habits; car il alloit ordinaire- » ment vêtu de drap gris, avec un pour- » point de satin ou de tafferas sans décou- » pure, passement ni broderie. Il louoit » ceux qui se vêtoient de la sorte, & se » rioit des autres qui portoient, disoit- » il, leurs moulins & leurs bois de haute- » futaie sur le dos ».

Le luxe de la Noblesse épuise nécessairement ses biens fonds; car nous démontrerons que le produit de la terre du plus grand raport réduit en luxe revient à presque rien. La Noblesse entoure le Souverain, & lui persuade que les richesses de l'Etat n'étant faites que pour glisser des mains du Prince dans celles de ses sujets, la plus digne libéralité est celle qui gratifie sa Noblesse.

Le nombre des demandeurs grossit chaque jour. Celui qui obtient six mille livres de pension reçoit la taille de six villages. Le fisc déja diminué par le profit des Receveurs s'épuise en liberalités ; & cette même Noblesse, qui chez elle feroit l'avantage, la force & le lustre de l'Etat, en est, sans le sçavoir, la véritable sangsue.

Guichardin au sujet des deux Rois de son temps que l'Histoire note d'avarice, (Louis XII & Ferdinand le Catholique) observe que les sujets ne sont jamais si heureux que sous des Princes de ce caractere. Leur Cour est à la vérité fort déserte, comme l'étoit celle de Louis XII, mais elle coûte peu ; les excès cependant sont condamnables : ce n'est pas à moi à le dire, & moins encore à parler de la conduite des Souverains ; mais il est permis de dire que la Noblesse sert mieux l'Etat chez elle qu'à la Cour & à la Ville, & qu'on doit par tous moyens doux & agréables, faire refluer dans les Campagnes les habitans de la Capitale & des Villes.

Rapellons sans cesse le chemin que voudroit faire le peuple entier d'une nation que les aparences d'une prospérité passagere ont éveillée. Nous passons des villages aux bourgs, des bourgs aux

Villes, des Villes à la Capitale, & c'est à quoi tendra toute une nation, si le Gouvernement n'est attentif à lui donner une propension contraire.

Cette opération n'est pas si mal-aisée qu'on croiroit bien. Les hommes ont tous un penchant naturel pour la liberté, & les occupations de la campagne. Ce n'est qu'en forçant la nature qu'on les casemate dans les Villes. Que les villageois soient heureux, & assujettis seulement à des loix simples, soit de police, soit de fisc, qui assurent le sort du solitaire comme de l'homme protégé, qui ne les obligent pas à devenir cliens à l'Election ou au Bailliage : qu'on retire de dessus leur territoire ces Vampires errans, nommés porteurs de contrainte, archers de corvées, &c. qu'on les excite, & encourage au travail, & bientôt ils ne seront plus vicieux.

Si à cela on ajoute quelques-uns, de ces divertissemens d'excercice, tels que les anciens Législateurs les avoient si bien inventés, tels que Charles-Quint en avoit établi en Flandres, pour civiliser les habitans & unir les contrées voisines, & tels qu'on en trouve encore des traces dans nos Provinces méridionales, des danses, des courses, &c. ils ne seront plus curieux de venir se noircir des boues des Villes.

Mais

Mais si au lieu de tout cela il se trouvoit que dans les campagnes, par l'absence de leurs Seigneurs, ils ne pussent jamais espérer aucune grace ni protection ; que traînés languissans aux corvées les plus dures & les plus répétées, décimés pour les milices, voyant arracher leurs haillons de dessus les buissons par les Collecteurs, s'ils tardent à payer les impôts ; doublés à la taille l'année d'après s'ils paient, pour leur apprendre à ne pas endurer la contrainte, utile récolte des Receveurs : si toutes les fois qu'ils ont manqué, il étoit question de les punir par la bourse ; si le Procureur, l'Avocat, le Juge, l'Agent du Seigneur, les gens du fisc, si tout cela, dis-je, les regardant en tout & par-tout comme victimes, ne leur laissoit la peau sur les os, que, supposé qu'elle ne fût pas bonne à faire un tambour, faudroit-il en ce cas s'étonner s'ils périssent par milliers dans l'enfance, & si dans l'adolescence ils cherchent à se placer par-tout ailleurs qu'où ils devroient être. Et quand la protection de l'agriculture demanderoit du Gouvernement un soin continuel & d'un détail embarrassant, quel autre objet dans la société entiere peut lui paroître plus digne de son attention ?

La production de la matiere premiere est d'une nécessité indispensable ; l'art d'œuvrer cette matiere n'est que d'une nécessité d'habitude & seconde. L'on verra dans la suite de ceci, qu'il s'en faut bien que je ne prétende ramener la société aux besoins des Patriarches ; mais enfin l'on ne peut me nier ce principe. Cela posé, pourquoi ne pas donner au moins autant de soins à protéger l'agriculture, à instruire ces Agriculteurs, à les secourir, & défendre leurs immunités, qu'on en met à protéger les arts & métiers ?

Un homme considérable me voyant un jour sur un habit de velours des boutons de la même étoffe, me dit que je fraudois la loi ; & quelle loi, lui dis-je ? Celle, répondit-il, qui defend de porter des boutons de la même étoffe que son habit. Et au profit de qui cette loi, lui demandai-je ? au profit des Boutonniers, dit-il. Permettez moi, repris-je, de vous demander, si, pendant le temps que vous avez assisté au Conseil, parmi toutes les futilités de ce genre que vous y avez vu passer, on a proposé beaucoup d'ordonnances en faveur du labourage & du nourrissage des bestiaux, qui sont les vrais arc-boutans d'un Etat ?

En effet, les arts, métiers & sous-mé-

tiers sont protégés, ordonnés, policés, maintenus : à voir la quantité de rhabillages continuels qu'il faut aux ordonnances qui les concernent, on diroit que le Gouvernement n'a autre chose à faire qu'à pourvoir à leurs priviléges, exclusions & immunités. C'est fort bien fait : ce superflu fait sans doute un fonds de richesse : prenons garde seulement qu'il n'amene bientôt l'indigence. Les métiers sont tous moins pénibles à exercer que le véritable métier de l'homme, je veux dire, l'agriculture. Les artisans se multiplient & meurent de faim, & la terre se dépeuple : la campagne, seule source de la population, devient déserte : l'agriculture languit, & en conséquence, les arts & métiers languissent aussi.

Répétons ici les propres termes d'un Auteur * dont j'ai déja emprunté quelques expressions.

» Mais, dit-on, l'agriculture va d'elle-
» même ; c'est un art qui se transmet
» par tradition, que la nature enseigne,
» & auquel elle a attaché une sorte de
» douceur, au lieu qu'il n'en est pas de
» même des autres professions. C'est avoir
» bien peu étudié cette partie intéressan-
» te que de raisonner ainsi. L'Agricul-

* Mémoire sur l'utilité des Etats Provinciaux.

» ture, telle que l'exercent nos payſans;
» eſt une véritable galere. Il eſt auſſi diffi-
» cile à un de ces pauvres gens d'être bon
» Agriculteur, qu'à un forçat d'être bon
» Amiral. Si l'agriculture n'eſt encoura-
» gée, ſi elle n'eſt animée avec un ſoin
» & des attentions continuelles, elle
» languira toujours, & après elle tous
» ces arts & métiers eſtimés ſi néceſſai-
» res. De l'aiſance du laboureur, au con-
» traire, viendra la nombreuſe population;
» le ſuperflu des campagnes ſe répandra
» dans les villes & dans les armées, au
» lieu que des villes & des armées il ne
» revient rien à la campagne; je dis une
» attention continuelle, parce qu'aucune
» profeſſion n'eſt ſujette à d'auſſi fréquens
» & d'auſſi accablans accidens que celle-
» là. Les maladies épidémiques d'hommes
» & de beſtiaux, la malice des gens
» de ville & de chicane, la dureté des
» maîtres, leur éloignement, & la fripon-
» nerie de leurs agens, mille autres in-
» convéniens dignes d'être cités, ſi je les
» détaillois; tout, dis-je, dérange & dé-
» tourne les gens de la campagne. Un
» Horloger laiſſe une roue imparfaite,
» il l'acheve quinze jours après; mais un
» jour manqué fait ſouvent tout perdre
au laboureur ».

Quant aux moyens de protection, ce n'est pas ici le lieu de les détruire, & au fond on n'a rien à aprendre en France. Les plus utiles ordonnances qui aient jamais été conçues, sont signées de la main de nos Rois ; mais malheureusement nos loix sont presque comme nos modes. C'est l'affection seule, c'est le goût naturel & la persusion de la nécessité de la part du Gouvernement, qui peuvent lui donner le dégré d'attention nécessaire, pour que la vivification de cette partie soit entreprise & soutenue. Eh ! pourquoi ce goût ne prendroit-il pas ? Nous avons eu de grands Rois en tout genre, & qu'il seroit difficile de surpasser ; je ne sçais que le titre de *Roi Pasteur*, qui puisse distinguer nos maîtres futurs.

Vainement cependant formeroit-on, quand on le pourroit, des écoles d'agriculture ; vainement indiqueroit-on des prix & des récompenses à ceux qui y auroient le mieux réussi ; des honneurs pour les auteurs de certaines découvertes utiles; des encouragemens pour les essais, &c. Ce n'est qu'une sorte d'abondance relative, qui est la mere d'une industrie noble. L'agriculture ne tentera rien, s'il n'a la force de perdre ses avances, & si l'estime attaché à sa profession n'engage les hommes riches &

éclairés à lui faire part des lumieres acquises, & à le soutenir dans ses travaux. Enfin cet art par exellence, cet art si noble & si utile, a besoin, comme tout autre & plus qu'aucun autre, pour être poussé à un certain dégré de perfection, de deux pivots nécessaires à tout; à sçavoir, à étude & expérience, ou théorie & pratique; sans cela, il languira sans cesse.

La nécessité, dit-on, *est mere de l'industrie*: proverbe en vogue, parce qu'il tranquillise la fausse conscience des riches & des puissants; remontons un peu le principe: personne ne niera que la paresse n'engendre la nécessité; en conséquence, *paresse* & *industrie* seront donc de même lignée. Ce n'est sans doute pas cela que le proverbe a voulu dire. Voici ce que c'est. Nécessité de force est mere d'industrie, je le sçais & j'y cours; nécessité de foiblesse engendre l'engourdissement & la mort; trop d'Etats l'ont prouvé.

Quoique je me sois certainement trop étendu sur quelques-uns des détails que je viens de traiter, je n'ai néanmoins fait que désigner les principaux, & j'en ai tant omis & de si nécessaires, que ceci ne paroîtra qu'une ébauche; mais je le répete, presque tout l'Ouvrage servira de

fuplément à ce qui manque à ce Chapitre, & sur tout le reste de cette premiere Partie, & toute la seconde, ne sont autre chose que le dévelopement de ceci. Le Titre seul du Chapitre suivant, prouve que ce n'est qu'une continuation de celui-ci.

CHAPITRE VII.

L'emploi que l'on fait des terres, dépend des Mœurs & Usages.

» LE nombre des habitants dans un
» Etat dépend des moyens de sub-
» sister, & comme les moyens de sub-
» sistance dépendent de l'aplication &
» usage qu'on fait des terres, & que ces
» usages dépendent principalement des
» volontés, goûts & façons de vivre des
» propriétaires des terres, il est clair que
» la multiplication ou décroissement des
» peuples dépendent d'eux ».

Ces paroles sont tirées de l'Ouvrage de M. Cantillon, qui a été imprimé l'année passée. Ce fut, sans contredit, le plus habile homme sur ces matieres, qui ait paru. Ce morceau, qui a passé dans la foule de ceux de ce genre que la mode produit

[illegible] [illegible] [illegible] partie des ouvrages de cet homme illustre qui [illegible] avec [illegible] aussi singulière [illegible] Celui-ci même est [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] à [illegible] ouvert, & qu'il avoit [illegible] [illegible] [illegible]. Il en avoit lui-même [illegible] la première partie pour [illegible] [illegible] ce [illegible] [illegible] homme plus de vingt ans après la mort de l'Auteur.

Les principes [illegible] qu'ils [illegible] [illegible] & [illegible]-ment [illegible] l'une à l'autre, qu'il est impossible de leur échapper. J'y renvoie [illegible] qui ne [illegible] les principes. J'aurois pu les rapporter ou les extraire; mais [illegible] de [illegible] ne [illegible] l'autre, tout est tellement lié dans cet ouvrage, qu'il n'y a pas une pensée à retrancher. On ne peut donner d'ailleurs que la [illegible] de cette lecture n'ait été la cause de l'indifférence avec laquelle on a laissé passer dans la foule un ouvrage tellement hors de pair. Je dois avoir plus de ménagement, en proportion de ce que j'ai moins de mérite. Mes écrits presque toujours [illegible]-sés, trouveront moins [illegible], mais ils [illegible] moins [illegible]: &, comme il

s'agit

s'agit point ici de vérités nouvelles & jusqu'à ce jour inconnues, mais simplement de l'aplication des principes connus à notre état présent, & de rassembler sous certains points de vue les relâchemens & changemens de mœurs qui pourroient devenir maux de l'Etat, & démontrer dans les choses les plus simples en apparence, les chaînons par lesquels la fausse prospérité tient inséparablement à la décadence, je me pardonne des incursions qui ne me menent jamais hors de mon sujet, par la raison qu'il renferme tout.

Le principe de cet Auteur une fois établi, voyons où il nous conduira. Il est donc de fait, que si le Prince & les propriétaires aiment les chevaux ou pour mieux dire, s'ils emploient beaucoup de chevaux (car les aimer roule plus sur la qualité que sur la quantité) il y aura plus de prairies dans l'Etat, & moins de champs employés à la subsistance de l'homme; que s'ils consomment plus de bois, il faudra plus de terrein destiné à être en forêts en coupe réglée: que la mode de boulingrins, charmilles, parcs, grandes avenues, chemins d'une largeur extraordinaire, &c. ôtent tout autant de terrein à la nourriture de l'homme, qu'il y en a d'employé à toute ces inutilités.

Si au contraire les mœurs du Prince & des grands propriétaires les portent à entretenir beaucoup d'hommes, la pâture des chevaux décroîtra en proportion.

Autrefois les grands Seigneurs entretenoient un beaucoup plus grand nombre d'hommes. A la vérité, le bas domestique consommoit infiniment moins qu'aujourd'hui qu'on les habille comme des Comédiens, qu'on les nourrit, qu'on les couche comme les maîtres ; mais les grandes Maisons étoient pleines de commensaux d'un tout autre ordre, qui leur faisoient plus d'honneur & plus d'avantage, qui leur coûtoit moins que des merconaires, & qui les obligeoient à une décence extérieure de mœurs, utile au maintien de la base comme à la société, & honorable en gros à la Nation, comme en détail à leur Maison. Les Dames avoient auprès d'elles des Demoiselles, les Seigneurs des Gentilshommes souvent d'aussi bonne Maison qu'eux, & les uns & les autres des Pages, des Ecuyers, &c. C'étoit un débouché pour la pauvre Noblesse, qui n'en a point aujourd'hui, qui tombe dans les plus viles dérog ances faute d'emploi, ou pour mieuxdire, qui n'existe presque plus, en comparaison du nombre qu'il y en avoit autrefois.

Il n'est pas de mon sujet d'examiner si c'est un avantage dans un Etat militaire en sa constitution, d'avoir une nombreuse Noblesse ; mais je dis, sans crainte d'être démenti, que les pauvres laborieux sont, dans quelqu'état que le Ciel les ait fait naître, la portion la plus utile de la société. Je disserterai moins encore pour établir ce que c'est que la Noblesse; mais soit que ce genre de distinction soit une illusion absolue ou non, je crois qu'on peut la définir : *la partie, de la nation à la quelle le préjugé de la valeur & de la fidélité est le plus particulierement confié.* Ces deux opinions servant à la défense & au maintien de la société, il est très-important de ne les pas laisser éteindre. Les services de l'intérêt coûtent trop cher à l'état, ceux de la vanité & de l'honneur se paient en monnoie qui ne manque jamais à un Gouvernement éclairé, & économe de distinctions. Cependant ce genre d'orviétan ne prend pas également sur tous les tempéramens. J'ai dit, & je m'en souviens, que l'honneur doit entrer dans toutes les professions ; mais il en est plusieurs, où l'on n'y sçauroit penser qu'après le profit, & où l'on dit de bonne-foi, comme Petit-Jean : *Mais sans argent l'honneur n'est*

qu'une maladie. Quelque ridicule que l'affluencede l'or arrivé en Europe depuis deux cens ans, ait jetté sur l'honneur dévalisé, & quoique ce principe de corruption aille toujours en augmentant, il est cependant vrai, que rien n'est si aisé que de porter la pauvre Noblesse à se piquer d'honneur, & à se passer d'argent, pourvû sur-tout qu'on l'éloigne des professions où l'on en gagne; car ce seroit être de mauvaise foi, que de désavouer que rien n'est si rare dans les annales de l'humanité, que les duels de l'honneur & de l'intérêt, où le premier ait remporté la victoire. L'or est corrupteur dans toutes les professions; il corrompit Judas; & si l'on écoute les Militaires subalternes, ils vous diront que leurs Majors l'ont presque tous pris pour patron. La Noblesse employée dans des métiers d'argent n'en vaudra donc pas mieux, & vraisemblablement en vaudra moins: car ayant une fois mis à quartier la vanité domestique, elle ne dérogera pas pour peu. Le Garde-sel noble n'a point apris dans les foyers paternels ce vénérable axiome, *cent francs, au denier cinq, combien font-ils* ? mais une fois qu'il est entré dans sa tête accompagné de tout ses rameaux, il regarde ses vieux

peres comme de grossiers idiots, & méprise tout le reste de leurs documens. Si au contraire il marche de plein-pied à sa naissance, il se rapelle sans cesse que son vieux oncle lui a répété, que le grand-pere s'étoit distingué à tel assaut, qu'un autre ayant été élevé dans une telle maison, sauva son jeune maître dans une embuscade, & refusa de s'attacher à tel & tel qui lui offroient une fortune. Ces idées germent dans son cœur, & le *Laridon* des fermes devient le *César* d'un Régiment.

Cependant quelque multiplié que soit aujourd'hui le Militaire en France, il s'en faut bien que la pauvre Noblesse n'ait de ce côté-là le même débouché qu'elle avoit autrefois. Nos anciennes Troupes, & sur-tout la Cavalerie, étoit alors presqu'entierement composée de Gentilshommes. Dans l'Infanterie même, Montluc nous dit qu'il n'eut jamais de Compagnie, où il n'en eût quarante à la tête. Il la leur faisoit casser à bon marché, en leur disant qu'il n'avoit jamais connu besogne bien faite que de Gentilshommes. Henri IV, chef pendant long-temps d'un parti proscrit, obligé de vendre tout son bien piece à piece pour subsister, & qui déja Roi de France se plaignit

long-temps d'avoir ses pourpoints percés au coude, se vantoit néanmois d'avoir toujours eu quatre mille Gentilshommes autour de lui, quand il avoit voulu les y apeler. La cour d'Henri III cependant n'étoit pas déserte ; celle des Guises & de tant de chefs de partis, qui existoient alors, l'étoit encore moins, proportion gardée. Sully qui n'étoit encore que Carabin, entretenoit, dit-il, douze Gentilshommes à la guerre, à deux cens livres chacun. On n'auroit pas aujourd'hui un Cocher à ce prix. Ce n'est pas ici de quoi il est question. Les douze Gentislhommes de Sully faisoient partie des quatre mille hommes d'Henri IV; mais je mets en fait, que dans cent soixante mille hommes d'Infanterie que le Roi a sur pied, on y trouveroit à peine ce nombre de Gentilshommes. Pourquoi cela ? La pauvreté est devenue ridicule, & dans celle de toutes les professions où l'on devroit le moins la craindre, puisqu'on s'y dévoue à tout perdre au premier signal, il faut du bien. On a chargé de faux frais toutes les garnisons ; la moitié des apointemens va en abonnement de Comédiens, de fauteuils, de chevaux de ronde, &c. Les Régimens se piquent d'enchérir sur la dépense les

uns des autres. On appelle brillants ceux qui paient les plus cheres Auberges, & qui ſont en état d'être reçus dans les maiſons. Il faut de groſſes penſions pour ſoutenir tout cela, & les Chefs, ſans ſonger qu'il faudra un jour mener ces gens à la guerre, ſe hâtent de faire retirer les vieux ſoldats, & de les remplacer par des gens en état de ſe ſoutenir. La vénalité s'eſt introduite dans les emplois, en ſuppoſant qu'un pauvre Gentilhomme ſoit en état d'en acheter un à ſon fils, la penſion en ſouffre : il faut donc des gens de ville. Je veux croire qu'ils ſeront auſſi bons devant l'ennemi que des campagnards ; mais il s'en faut bien qu'ils ne les égalent pour la fatigue, & par l'attachement à leur emploi, que ces derniers regarderoient comme leur patrimoine. Quoi qu'il en ſoit, la cherté du ſervice ôte ce genre de débouchés à la pauvre Nobleſſe. La maiſon du Roi leur reſte : demandez cependant ce qu'il faut de penſion à un Gendarme, ou à un Garde du Corps ? les plus modérés vous diront ſix cens livres ; & où ſont les pauvres Gentilshommes qui peuvent donner cela à leurs cadets ?

Il s'enſuit de cette énumération trop longue, mais que j'ai cru importante,

rélativement à la prééminence naturelle à l'eſpece de gens dont je parle, que loin de retourner en ridicule les gens de qualité riches, qui par vanité voudroient conſommer en ce genre de faſte ce que les autres perdent en luxe inutile à l'Etat, & ruineux pour eux, on devroit les y encourager.

Les gens dont vous parlez, me dira-t-on, nourriſſoient plus de cheveaux qu'on n'en éleve aujourd'hui, la Nobleſſe étoit toujours à cheval : les noms de Connétable, de Maréchaux, de Chevaliers, d'Ecuyers, l'habitude où l'on eſt encore de dire un beau Cavalier, un aimable Cavalier, aller bride en main dans les affaires, broncher à chaque pas, & mille autres locutions uſitées, ſont des reſtes de l'intime ſociété de nos peres avec leurs chevaux. J'en conviens ; mais il ne s'enſuit pas de là qu'ils euſſent plus de chevaux que nous : outre que la Cavalerie réglée eſt devenue beaucoup plus nombreuſe ; à commencer par le Prince, le dénombrement de ſes écuries excéde de beaucoup celles de ſes prédeceſſeurs : on avoit quelques chevaux de main ; mais à cela près, on n'en nourriſſoit point d'inutiles. Une grande Dame de ce pays-ci, à qui je vis des chevaux de remiſe,

me répondit : *Ce n'est pas qu'il n'y en ait 70 dans nos écuries, mais il n'y en a point qui ait pû aller aujourd'hui.* Quand Bassompierre rencontra cette Lingere du Pont-neuf, dont il fait une singuliere histoire, il n'avoit qu'un cheval entre ses jambes : c'étoit l'homme le plus brillant de son tems ; aujourd'hui le plus pauvre, allant en fiacre, en occupe deux. Il est à remarquer encore, que les chevaux répandus alors dans les campagnes où leurs maîtres habitoient, engraissoient de leur fumier la prairie qui les devoit nourrir, & consommoient la denrée sur les lieux ; tous rassemblés aujourd'hui dans les villes, leur nourriture entraîne celle des chevaux de trait qui y ont amené le fourage.

Mais revenons. On ne doit point être étonné que, traitant de la population, je câve à fond, quand cela se présente, les objets qui peuvent y servir & y nuire ; & puisque je suis à la Noblesse, il me reste encore beaucoup à dire sur cela. Elle est très nombreuse en Allemagne, & à tel point, que les Seigneurs & les Princes même des plus grandes Maisons, sont au service des Maisons régnantes, souvent moins illustres & moins anciennes que les leurs. Le droit de primogé-

niture, & la réversion des fiefs assurée aux cadets, quand les branches aînées tombent en quenouille, sont un apas qui oblige tous ces cadets à se marier, & à épouser des filles pauvres & de haute naissance comme eux. Les enfans de ces Princes & Seigneurs n'en sont pas moins des Sujets pour l'Etat, des ressources pour leur Maison; & fournissant toujours de nouveaux successeurs, ils empêchent l'inconvénient notable de la réunion des biens de plusieurs Maisons en une seule.

Aux Etats d'Orléans sous François II, & Charles IX, il fut question de faire passer en Loi dans le Royaume l'admission des substitutions graduelles & perpétuelles comme en Italie; & par une de ces contrariétés qui constatent la bizarrerie de la nature humaine, & qui seule a gravé ce fait dans ma mémoire, il arriva que le tiers-Etat y ayant consenti, ce fut la Noblesse qui s'y opposa. Si l'on proposoit aujourd'hui un pareil expédient, comme capable de soutenir la Noblesse, & d'en encourager la multiplication, & conséquemment comme avantageuse à l'Etat, on seroit sifflé de toutes parts, & ceux qui daigneroient répondre au raisonneur, l'accableroient d'allégations, dont les moindres seroient,

que ce projet nuit au commerce, & prive le Roi de ses droits de suzerain aux mutations. Examinons en détail ces deux objections, comme les principales.

Le commerce est l'échange des nécessités & commodités de la vie, & nullement celui des propriétés. Quand à Paris, les loix & les mœurs assujetissent tout à l'encan, on s'écrie que c'est bien fait, que cela fait circuler les meubles & l'argent, que les gens de Justice, les industrieux du bas commerce, les curieux, les inconstans, tout enfin y gagne : & moi, je dis que par mille raisons c'est un usage pernicieux, & je le prouve. 1°. Que font donc tous ces gens amassés, qui jouent au plus fin dans le rez de chaussée dévasté de cet Hôtel qui, huit jours auparavant brilloit de meubles utiles & superflus ? Les Huissiers hurlent, les Procureurs écrivent, & ce peuple avide de brocanteurs se tend des pieges adroits, tandis que les gens les plus riches n'ont pas honte de s'associer aux usuriers de profession en ce genre de passe-temps, & de venir y braver les quolibets des revendeuses du quartier. De toute cette foule de gens amassés de la sorte en mille endroits de Paris, il n'y en a pas un qui ne cherche à attraper l'autre,

& la bonne foi est bannie de la pensée de tous les individus qui remplissent ces dignes assemblées. Voilà pour les agens. D'autre part, le propriétaire bannissant toute décence & toute antique superstition de respect, vend jusqu'à la robe que sa mere portoit quatre jours auparavant: sçachant d'autre part que la même chose arrivera après lui; il incendie comme inutiles & propres à allonger son inventaire, mille papiers curieux & souvent utiles à la postérité, mille choses qu'on laisseroit à ses enfans volontiers, mais qu'on ne veut pas exposer à la curiosité des Préposés à la Justice: la mere ne se soucie point de faire des meubles comme faisoient ses devancieres laborieuses; tout sera vendu dit-elle, & servira à des étrangers. La maison est apauvrie d'autant, & l'Etat aussi, puisqu'il n'est autre chose qu'un amas de maisons particulieres, & que le travail d'une infinité de dignes matrônes d'autrefois, réduit en partie de cavagnole, est autant de perdu pour lui. Mais, dit-on, ce changement de meubles, ces achats & reventes continuelles avivent le commerce, & font travailler les Ouvriers; & moi, je dis que non: non, mille fois, non. Ces meubles vendus, dans la rue de Bussy,

vont être transportés dans la rue Dauphine ; on ne les use point en chemin, ils servent à quelqu'un, ils sont à la vérité plutôt passés ; mais c'est que celui qui les fit le premier, prévoyant leur sort les avoit faits à vie. La mal façon n'est un gain pour personne, & je soutiens qu'on fait plus de meubles dans les pays où on les conserve, que dans ceux où ils ne passent jamais une génération. Entrez dans la maison de ces nouveaux établis : un apartement brille de fraîcheur, de dorure & de boiserie une fois faite, tout le reste est nud. Voyez des Palais dans le pays où le mobilier fait partie de la bonne maison : les murs sont couverts par tout, tout est plein, & les garde-meubles le sont aussi : cependant on y travaille toujours, le temps use, & prend plus sur la quantité que sur le peu ; on remet à la mode, on remplace le vieux, à peine est-on meublé d'hyver à fond, qu'on veut l'être d'été. Après les meubles ordinaires on amasse ceux des occasions, des noces, des couches, &c. Les châteaux viennent après les maisons de Villes ; l'on se pique du superflu, & une maison est aussi riche de ce qui est en réserve que de ce qui paroît ; en un mot, on y travaille sans cesse, tandis qu'à la

réserve des fous, ce n'est qu'une fois dans la vie qu'on se meuble à Paris, où ce prétendu revirement de meubles ne fait vivre que des fripons qui, éveillés comme ils le sont, eussent été utiles à quelqu'autre profession.

Cet exemple que je crois vrai de très-bonne foi, & que j'ai été chercher dans la partie de l'industrie la moins contestée, pourroit faire douter si l'on ne se trompe pas très-fort en honorant du nom de commerce tout ce qui est mouvement. Ce n'est qu'un esprit faux & un cœur gâté qui peut regarder comme commerce l'agio, le courtage, l'intrigue, le maquerellage, & autres trames de l'intérêt, de la malice & de la mauvaise foi; autrement le diable seroit le premier des commerçans.

Je pourrois prouver également que le revirement continuel des biens & des fortunes, n'est point un avantage pour le commerce; mais il n'est question ici que des fiefs. Quel mal feroit au commerce, que les fiefs fussent assurés dans les races? J'ai déja dit que cela perpétuoit les vieilles souches, en engageant les cadets à se marier, maintenoit l'esprit de subordination & d'union parmi les habitans de la campagne, par l'antique res-

t pour le sang du Seigneur, le goût
propriété dans les familles, & la splen-
dans celles que les exemples domes-
engagent le plus à tâcher de mé-
de la patrie. Qui donc y perdroit ?
Notaires & les gens qui vivent de
ès.

n dira peut-être que cela ôte l'ému-
n dans la partie industrieuse des Su-
que chaque barriere mise à l'ambi-
en est une au travail, dites mieux,
cupidité : mais je le nie. Les Hol-
ois, qui ont jadis poussé le commer-
ce ses succès plus loin qu'aucune autre
Na on, n'avoient point en vue de deve-
nir M. le Marquis un Tel, & l'on sçait
que sans Marquisats ni Comtés, de sim-
ples particuliers de cette florissante Ré-
publique, offrirent de faire la guerre au
Roi de Dannemark à leurs dépens.

On se plaint de bon droit, & l'on re-
garde comme un vice très-nuisible à la
constitution de la Monarchie, l'ambition
générale que chacun a en France de faire
son fils Noble, & conséquemment inu-
tile à tout bien en un pays, où il ne res-
te de débouché à la Noblesse, que celui
de sous entendre les neuf-dixiemes de ses
enfans, pour qu'il reste au fils unique de
quoi vivre, selon ce que la vanité du

pere apelle son *état*. Le Magistrat veut prendre l'épée, parce qu'il est établi, que l'état de juger les hommes ne convient pas à la haute Noblesse; le Négociant veut devenir Magistrat, pour faire ensuite le même saut. Le Financier, à qui l'or fournit la plus brillante & la plus unie des perspectives, prend le plus court, & apelleroit volontiers le plus étourdi de ses enfans, M. le Ministre, ou M. le Conseiller d'Etat, comme on désigne quelquefois M. l'Abbé dès l'âge de cinq ans. Le fils du Paysan devient Procureur, & celui du Laquais employé. Si au lieu de cela, le Magistrat ambitieux & secondé de la fortune dans son état, recommandoit uniquement à sa famille de penser à l'illustrer, en donnant à l'Etat des du Harlai, des de Thou, des Lamoignon, des Talon, &c. le Négociant des Crozat, le Financier des Jacques Cœur, le Manufacturier des Van-Robés : si le Paysan ne songeoit qu'à améliorer son bien, & rendre ses enfans habiles & laborieux, tous deviendroient plus industrieux, plus accrédités, plus en état de se soutenir, & de profiter des fondemens jettés par leurs peres. Chaque profession élevée dans la modestie & dans une tournure de mœurs uniforme & propre à son état

état, n'en donneroit pas moins des sujets à la patrie ; mais le fils cadet d'un Magistrat ne dédaigneroit pas de paroître au Barreau ; celui d'un Negociant, de devenir Armateur ; celui du Financier occuperoit les emplois de détail ; le fils du Manufacturier chercheroit à établir des métiers où il n'y en a point ; & le fils du laboureur iroit en journées. Loin que les pépinieres de l'Etat fussent affoiblies par la modération des peres, elles deviendroient plus abondantes. La nature inspire d'aimer ses enfants, l'orgeuil de les craindre ; & le surabondant de chaque profession fourniroit aux portions stériles de la société, comme soldats, matelots, &c.

Sans que je m'épuise en dialectique, tout homme de bonne foi sentira la vérité de ce que je dis ici ; & les gens sensés se plaignent chaque jour, que la folie d'autrui les mene beaucoup plus vîte qu'ils ne voudroient.

Ce n'est pas que dans mes rêveries je prétendisse faire revivre la police intérieure des anciens Egyptiens, où par une loi fixe, personne ne pouvoit exercer que l'état de son pere. Indépendamment des inconvéniens de ce genre d'esclavege prescrit à la nature, je sçais que les

loix ne font rien fans les mœurs. Si j'avois à dire mon avis fur celle-ci, je l'aurois confervée en partie, & abrogée en l'autre. Il n'eût jamais été permis de monter, mais toujours de defcendre, chacun felon fon talent. Mais les Etats ne fe gouvernent pas par des fpéculations ; & à cet égard, je reviens au principe que j'ai établi ci-devant, & qui ne fera pas contefté, je crois, par les gens de bon fens. C'eft que fans contraindre perfonne, il faut honorer chaque profeffion relativement au degre d'utilité premiere, & bientôt ce moyen doux éteindra plus de la moitié de cette ambition deftructive, qui fait que chacun ne demeure dans fon état que par force, & ne regarde le travail que comme un paffage épineux pour arriver à la jouiffance.

Il réfulte de ces fpéculations, que l'exclufion des fiefs pour la routure, & conféquemment l'extention des loix privilégiées propres à les conferver dans les familles, ne feroit point un mal pour le commerce ; au contraire, auffi-tôt qu'un Commerçant, qu'un Financier, &c. a acheté des terres, il prend goût à l'efprit de fupériorité, il dédaigne lui-même fa premiere profeffion, moyen fûr de le faire dédaigner aux autres ; fon argent &

son industrie sortent du commerce, & tout y perd. Il ne s'agit donc plus que de répondre à la lésion & diminution des droits du Roi.

Il est certain que la vassalité devant des droits à la mutation, tout ce qui interrompt ces mutations, intercepte ces droits. Il en est d'autres de centieme denier, contrôle, insinuation, &c. sur les acquisitions : le tout ensemble fait un objet considérable. Je répons à cela : 1°. Que les principaux de ces droits ne sont pas sans doute si raportans qu'on le dit ; puisque des charges très-peu financées en exemtent, & donnent encore la Noblesse par dessus le marché, & qu'en suposant que ces Charges aient été créées dans des temps de nécessité, du moins auroit-on songé à les rembourser depuis, & à les éteindre, si les exemptions qu'elles multiplient à l'infini, attendu qu'elles passent sur la tête de presque tous les forts acquereurs, étoient si nuisibles.

2°. Que loin de grossir les substitutions en les étendant, je les diminue en effet ; car le plan sur lequel je raisonne, ne comprend que les fiefs, & ce qu'on peut apeler biens féodaux ; au lieu que dans l'état actuel un homme substitue tout

son héritage, tant fiefs que biens ruraux; maisons & souvent même les meubles; c'est-là ce qui est fait pour être mis dans le commerce, & non les fiefs qui, tels que je les représente dans mon exception, ne sont presque autre chose qu'autorité, droits & prééminences.

3°. Si, se conformant sur cet article aux loix de l'ancienne féodalité encore en vigeur en Allemagne, il étoit établi qu'au défaut de la igne masculine, la réversion des fiefs viendroit au Roi, & que Sa Majesté s'en réservant la nomination, voulût s'astreindre à ne les point donner à des Maisons déjà établies, mais à des cadets de bonnes Maisons, avec obligation deporter le nom & armes du fief; ce droit de nomination qui dans des Etats d'une aussi vaste étenduë que les siens, remettroit sans cesse de nouvelles graces de ce gen e dans ses mains, & lui attacheroit plus particuliérement encore la Noblesse; s'il étoit possible, n'équivaudroit-il pas une partie du revenant bon en argent, qu'on prétend que cela diminueroit, & que je nie.

4°. S'il est vrai que la population soit une richesse pour tout le monde, comme la chose est démontrée, puisque où il y a plus de gens obligés de vivre de

travail, les services de nécessité respective pour tous les hommes deviennent à meilleur marché, à plus forte raison l'est-elle pour le Prince, qui de tous est celui qui paie le plus de services. Or diminuer le prix des services, n'est-ce pas augmenter ses revenus ? Cet arrangement est, selon moi, un moyen de multiplier sa Noblesse ; elle seule alors rempliroit ses armées, sa garde, sa marine militaire, &c. Elle se pique d'honneur naturellement. Il ne faut à cette monnoie-là d'autre garde du trésor, qu'un gouvernement économe d'honneurs & prodigue de considérations & de louanges, & cependant c'est le plus puissant des mobiles, & le plus inépuisable des trésors.

Mais, dit-on, l'épuisement continuel des vieilles souches se répare par de nouveaux Nobles qui dans la suite se confondent avec les anciens. C'est précisément l'inconvénient dont nous nous plaignions tout à-l'heure. Mêlez du vinaigre avec du vin, vous les gâtez l'un & l'autre. La haute Noblesse, qui n'a presque plus, il faut l'avouer, conservé de l'antique générosité de ses ancêtres qu'une fade ostentation de ses vieux titres, ne consentira jamais à reconnoître les intrus comme étant de son corps ; le préjugé même de la nation l'y autorise, & à la réserve

de certains noms illuſtrés par de grands hommes & de dignes commencemens, tout le reſte eſt rejetté ; & tel homme eſt lui-même dans le cas, qui en établira le principe devant ceux à qui il croira en impoſer. D'ailleurs, ces portes d'ennobliſſement ont été ſi fort multipliées, que le ridicule s'en eſt mêlé, plaie incurable chez les François. Qu'eſt-il arrivé de cela ? que l'une & l'autre nobleſſe eſt tombée dans le mépris, & que la conſidération de l'argent, maladie plus redoutable pour un Etat que la peſte & la famine, regne aujourd'hui ſans rivale. Retenons chacun dans ſon état ; n'employons à les multiplier que les moyens qui ſont propres à chaque profeſſion. Dès qu'on voudra ſe rapeler en pratique où gît le véritable honneur, il s'en trouvera aſſez pour tout le monde.

Les Chapitres d'hommes & de filles ſont encore une reſſource pour la pauvre Nobleſſe d'Allemagne, reſſource très eſtimée & peu coûteuſe. L'orgueil de la naiſſance, & la diſtinction de l'ordre & du genre ſont plus de la moitié des avantages des perſonnes admiſes dans ces corps reſpectables ; & s'il y a quelques places lucratives, le grand nombre l'eſt très-peu ; mais la Nobleſſe eſtime ces

débouchés qui font un état pour ses enfans, & dans la crainte de s'en fermer l'entrée, vient y chercher des femmes à qui leur naissance sert de dot. La Noblesse en France a, au lieu de ce secours, celui des mésalliances. On peut dire de ce joli mot ce que M. Bossuet disoit de la fréquentation des spectacles : *Il y a de grands exemples pour, & de fortes raisons contre.* Examinons encore cet article.

Ces alliances, dit-on, relevent l'ancienne Noblesse, dégraissent les gens à argent, les civilisent d'une part, & de l'autre raprochent de la société privée la morgue de la Noblesse, remettent en circulation l'argent engorgé dans un petit nombre de caisses, & diminuent insensiblement l'oposition & la haine invétérées entre deux ordres d'autant plus difficiles à amener à la concorde, que la profession bien analisée de l'un, est de tout demander, & celle de l'autre, de tout prendre.

Voilà, je crois, tout ce qu'on peut dire en faveur des mésalliances; du moins ai-je presque sué pour en trouver tant, & cependant j'ai envie de rire du poids de ces puissantes inductions.

Mon dessein ici, ni nulle part, n'est pas de scandaliser personne; & si quel-

qu'un se trouve blessé, je le prie de croire cependant que j'ai crayonné mes tableaux le plus légérement que j'ai pu, & que persuadé que les plaies en écrit demeurent, je tâche d'écrire comme je voudrois l'avoir fait le jour qu'il me faudra rendre compte à Dieu.

En conséquence, sans faire distinction entre certaines mésalliances d'opinion, & d'autres qui sont honteuses par la source des richesses que l'on partage, je dirai qu'en général, & par les raisons & principes que nous avons déduits ci-dessus, on ne sçauroit trop accoutumer les différentes classes à s'allier entr'elles, & à conserver comme un dépôt sacré les moeurs & usages de leur état : je dis les bons, & je pourrois même à certains égards dire qu'il vaut mieux que les mauvais se concentrent que s'ils se répandent. Par exemple, si le fils d'un voleur épouse la fille d'un fripon, au fond il n'y aura qu'un ménage de gâté, au lieu qu'ils auroient été très-propres à en gâter deux.

Ce Magistrat qui épouse une fille de la Cour se désallie) si l'on ne veut apeler cela se mésallier (aussi désavantageusement que son voisin, qui devient gendre d'un Financier. La Demoiselle met sur son vernis d'impertinence natale,

une

une dose du gourmé de la Présidence, & bientôt elle dédaigne la Maison où elle est entrée, parce qu'elle ne peut aller à la Cour : elle transplante les grands airs, elle distingue les cousins titrés, ses enfans maudissent la simarre qui ne va pas avec des talons rouges ; le titre de Président les offense, quoiqu'ils ne veuillent pas perdre la Charge; ils sont Marquis, & s'ils n'en peuvent avoir l'accoûtrement qu'à la campagne, du moins en ont-ils la fatuité & l'équipage. Tout cela consomme, l'ancienne gravité se perd avec l'étude, & la salle d'audience des peres n'est plus fréquentée que par des créanciers & des musiciens. D'autre part, le voisin enfinancé a reçu un petit bijou qui n'a plus rien de l'accent Picard ou Gascon de M. son pere, le couvent & les maîtres y ont mis bon ordre : elle est pleine de talens, accoutumée aux flatteries des valets, & farcie de ces hauts axiomes de générosité, qu'il ne faut porter ses robes qu'une saison, que des desseins nouveaux, tout donner à ses femmes, avoir un garçon perruquier pour ses gens, afin qu'ils soient en état de paroître dans l'apartement, un plumet, des rênes & des harnois de couleur, des chevaux neufs, du vernis de Martin, & ce qui s'ensuit.

La belle-mere qui avoit compté que 400000 liv. font 20000 liv. de rente, qu'une femme doit coûter dans une maison réglée 6000 liv. par an, & que les 14 autres seroient accumulées pour l'établissement des enfans à venir qu'elle voit déja par douzaines autour de son fauteuil, laisse patiemment passer les jours d'enjouement, de noces, hoche la tête quand on parle de spectacles, de bal, de l'Opéra, &c. mais espere que cela finira : tout se succede cependant, elle prend mal son temps, hazarde ses axiomes, & l'on bâille : tandis que l'imprudente maman va réfléchir après coup, & considere charitablement avec quelques amies qu'elle a fait un sottise par telle & telle raison, on démeuble dans le bas : les lampes économes qui éclairoient son antichambre font place à des bras dorés, les porcelaines, les vernis l'éblouissent de toutes parts ; la cuisiniere vigilante est remplacée par un chef qui se réserve trois jours par semaine, & qui les quatre autres fait travailler son aide ; les valets fideles du vieux temps fuient en pleurant tant de dégâts ; bientôt leur maîtresse les suit, & va dans un apartement étranger déplorer les vices du temps. Les premieres couches la rapelent : on lui an-

nonce une fille : *nous aurons un garçon une autre fois* : dit la vieille mere. *Oh! pour celui-là, je vous demande excuse*, répond l'accouchée, *le métier n'en vaut rien, & je ne suis pas d'humeur à me sacrifier pour ma postérité. J'aime déja cette petite à la folie, & je veux qu'elle soit héritiere*; & faquins d'aplaudir. La même chose leur étoit arrivée la veille chez la Demoiselle qui avoit eu l'insolente cruauté de dire que ce n'est pas la peine de faire des enfans; quand on n'a pas un nom à leur donner. Laquelle des deux vaut le mieux pour la famille où elle est entrée, & pour y conserver l'ordre, la décence & les mœurs?

Les principes dans lesquels j'écris, me font suprimer beaucoup d'autres raisons & de détails. Je conclus que mêlanger ainsi les états; c'est tout détruire, tout avilir, & ne relever rien que l'or & l'argent. Or un état où la cupidité & les richesses ont la prééminence non disputée, est une assemblée de voleurs publics ou déguisés, de brigands civilisés, dont les uns sont en pleine chasse, d'autres à l'affût & qui dans le fait, occupés à s'entredétruire, feront bientôt justice les uns des autres, sans que la foudre s'en méle.

Dans un Etat constitué comme la France, il faut que la Noblesse soit fiere, brave, pauvre, & s'en pique : que la Magistrature soit grave, juste, austere, économe, & s'en pique : que le commerçant soit laborieux, entreprenant, franc, indépendant, simple, & en fasse gloire : que la Finance se confonde & se répande dans le commerce, loin de l'oprimer & de le mépriser : que l'Artisan soit industrieux, vigilant, réglé dans ses mœurs, borné dans sa consommation : que le Laboureur enfin & l'Agriculteur (cet ordre d'hommes précieux par lesquels j'aurois dû commencer) soit infatigable, honoré, chéri, protégé, soulagé, encouragé de façon qu'il fasse en vie à tous les autres Etats par son bonheur, sa liberté, sa joie, sa tranquillité, & par cette pureté Patriarchale de mœurs, dont la campagne est la véritable & l'unique patrie.

Cette digression sur la Noblesse paroîtra certainement longue, & peut-être partiale. J'ai assez témoigné ci-devant quel cas je faisois des petits, & combien je les honorois, pour n'être pas à cet égard accusé de prédilection. Je finis même cet écart en rentrant dans l'universalité des classes de citoyens. Je n'ai traité de cet état-ci en particulier, que parce

que c'est assurément de tous le plus inconnu en un pays où la pauvreté devient vice ; ou *bien pis*, comme disoit quelqu'un, & parce qu'il est le plus utile après l'Agriculture, dans un Etat où l'on connoît le prix de l'honneur & de la gloire. Revenons.

J'ai dit que la multiplication des chevaux dans un Etat est un mal, & que nous étions atteins de ce mal. Il m'est quelquefois venu dans la tête un projet qui pourroit être bon, & qu'au pis aller je donne au public pour ce qu'il me coûte.

On a de tout temps regardé la capitation comme un impôt très onéreux. J'ai oui & lû force déclamations où l'on disoit que c'est vendre l'air aux citoyens ; que cet impôt connu sous les Empereurs Romains fut un des signaux de la décadence de l'Empire, & l'une des causes de l'aliénation des Provinces, qui bientôt aimerent mieux recevoir les barbares, & jouir de leur prétendue franchise sous l'empire le plus dur & le plus absolu, que de se voir rongées & dévorées en tous les sens par les exacteurs publics d'un Empire fiscal. Le Prince même qui, forcé par la nécessité, établit parmi nous cette sorte de tribut, en avoit

un tel dégoût, que dans les temps les plus calamiteux des fins de son regne il pressa souvent son Conseil des finances de trouver les moyens de lui faire tenir sa parole en le suprimant; sans que ses coffres alors si épuisés en souffrissent trop. Ces sortes de discussions me sont défendues, & par goût, & par devoir de sujet; mais en suposant que la chose parût ainsi au Prince & à ceux qui sous lui ont le droit de l'examiner, j'ai un projet tout simple à proposer à cet égard.

Je transporterois la capitation de l'homme sur les chevaux. Je me vois siffler; car, me dira-t-on, on a trouvé moyen de capiter l'orgueil ici-bas. Ce Gentilhomme qui fait un procès-verbal, où il transforme des buissons en Paroisse pour faire ériger son fief en Marquisat, sollicite & paie la permission d'avoir cent cinquante livres de capitation pour sa seule personne. Ce Marquis bruyant qui promene en glissant sur le parquet de Versailles les talons rouges que son petit-fils payera, qui se met en quatre pour devenir Duc, demande deux mille livres de capitation. Or votre somme deviendra courte d'autant, car on ne sçauroit tirer un cheval.

Je soutiens que la somme pourroit devenir égale à peu-près. Pensez-vous

que ces Marquis & ces Ducs soient absolument dupes en cela, & qu'ils ne sçachent pas se retourner de façon que la Cour leur rende au centuple ce qu'elle leur prend ? je vous le demande. Je voudrois donc qu'on capitât les chevaux ; ceux de labourage très-bas, ceux de charrette formeroient la seconde classe, ceux de bât & de transport la troisieme. ceux de voitures publiques, messagers de voyage actuel en un mot la quatrieme, ceux de monture de parade & de courses la cinquieme, ceux de trait enfin pour le carrosse seroient la plus haute classe.

Mais, me direz-vous, vous mettrez tant de monde à pied, que la capitation en deviendra à rien. Je réponds à cela, 1°. qu'il n'en seroit rien. La vanité est plus forte que la raison, & même que l'avarice. Voyons nous lorsqu'il arrive des chertés excessives de fourage, chose très-commune à Paris, que les réformes de chevaux soient en nulle proportion avec l'augmentation de leur dépense ? A l'égard de leur taxe, chacun en garderoit du moins au prorata de ce qu'il paie aujourd'hui de capitation.

2°. Suposons un moment, que cela diminuât considérablement le nombre des

chevaux, supolons encore que cette diminution fût un mal, tandis qu'il est déja démontré que ce seroit un bien; si cela fait cet effet sur les chevaux, on ne peut nier qu'il ne le fasse sur les hommes, & tout est dit dans mon systême en avouant cela.

Je ne doute pas que plusieurs d'entre ceux qui me lisent ne pensent intérieurement qu'il vaut mieux pour un Etat, ou du moins pour les individus qui le composent, qu'il y ait moins d'hommes, mais aisés & consommans à leur fantaisie, qu'un plus grand nombre nécessités à la sobriété & à la modestie. Ce petit sentiment honnête est bon au même usage que le sonnet du Misanthrope; mais outre qu'il est infame & cruel, je prouverai tantôt qu'il est faux & erroné. On m'objectera encore, que depuis que la capitation est établie dans le Royaume, loin que la recette en ait baissé, elle a toujours été en augmentant, preuve que la population est accrue. Quequiconque ramene à la preuve le contraire des faits, aille faire des terriers, & recevoir des connoissances dans la campagne; il trouvera un mauvais village où il y avoit une petite ville, un hameau à la place d'un village, une masure désignant un hameau, *& campos*

ubi Troja fuit. Il y a plus de champs défrichés dans pluſieurs cantons, j'en conviens, mais moins de maiſons; d'où vient cela? C'eſt qu'on gratte les friches & côteaux pour en tirer la ſubſiſtance de quelques années, & les laiſſer enſuite apauvris & pelés pour jamais, au lieu qu'ils étoient du moins autrefois couverts de bois; mais le fond du territoire eſt moins cultivé, moins fumé, & rend infiniment moins généralement.

Si la recette de la capitation a augmenté, c'eſt que, 1°. ces ſortes de régies ſe perfectionnent en vieilliſſant, & que tel qui ſçavoit autrefois s'y ſouſtraire, ne peut échaper aujourd'hui; qu'on avoit d'ailleurs certains ménagemens alors pour accoutumer les peuples, & ſur-tout les Nobles, à la premiere impoſition perſonnelle inventée depuis l'établiſſement des peuples du Nord. 2°. Que les taxes particulieres ont cru arbitrairement.

Mais je mets en fait, que le nombre des capités a beaucoup diminué, à prendre le tout enſemble. Ce n'eſt pas cet impôt que j'accuſe de la diminution. En général, je ne ſuis pas trop porté à regarder les impôts comme des principes de dépopulation, ſi-tôt qu'on aura ſoin de faire retrouver au Payſan le fruit de

son travail en sus de ce qu'il paie pour acheter tranquillité & protection ; mais en admettant que dans l'exécution de mon projet, il diminuât le nombre des chevaux, c'est un bien, si le nombre d'hommes en augmente ; & en suposant que les choses demeurent comme elles sont, le fisc y gagne toujours l'honnêteté du procédé avec ses semblables.

Il n'est qu'une seule & unique façon de juger de la stable & solide prospérité relative d'un Etat ; & cette façon-là, quelle est-elle ? Est-ce par la redoutable puissance de ses armées ? en ce cas les Tartares sont les plus heureux peuples de l'Univers. Est-ce par l'autorité du Prince & la pompe de sa Cour ? J'en doute, car le siecle de Néron eut plus que tout autre ce genre de prospérité. Est-ce par le nombre des places fortes qui défendent ses frontieres ? Foibles apuis, si l'intérieur est vuide, force comparable à celle des pyramides, masses effrayantes au dehors, & qui ne renferment que des cadavres. Est-ce une marine puissante ? Mais Carthage que ses propres Sujets, mirent à deux doigts de sa perte, Carthage qu'une seule bataille donnée sous ses murs abattit pour jamais, eut ce genre davantage plus que tout autre. Est-ce

enfin d'y voir fleurir les arts ? Sans doute, mais il reste à sçavoir lesquels ; & sans entrer à présent dans cette discussion, c'est l'agriculture : c'est elle seule, qui au coup d'œil donne l'air de prospérité à un pays, & qui dans le fait la démontre.

Par-tout où le peuple est heureux & tranquille, la campagne sera riante, peuplée abondante, couverte de bestiaux & de fourages. Par-tout où vous la verrez ainsi, comptez que le goût de propriété, celui du pays, du canton, &c. est très-vif dans le particulier ; que chaque individu s'intéresse, sans même le sçavoir, au bien public ; que le Gouvernement est affermi ; que l'État enfin est, proportionnément à ses avantages naturels, en pleine prospérité.

Les Anglois admirent, dit-on, nos villes & nos chemins, & pleurent sur nos campagnes ; si jamais Anglois sçut pleurer nos désavantages. Je crois le premier point pour une douzaine de nos villes principales. A l'égard des chemins j'en ai dit autre part mon avis. Mon dessein n'est pas d'examiner, & encore moins de dire si les étrangers se gouvernent mieux que nous, mais de présenter quelques objets où nous pourrions mieux fai-

re. Je remarque seulement en passant, que Paris même, cette ville prodigieuse où le luxe & l'industrie semblent rivaliser & se disputer l'Empire, quoiqu'en effet le premier gagne du terrein chaque jour ; Paris, ce gouffre de la France & des François, dont le territoire réel s'étend à deux cens lieues à la ronde, & qui secondé d'une armée de colifichets, impose des tributs à tous les esprits frivoles du monde entier ; Paris enfin malgré toute sa magnificence, ne montre nulle part ces traces d'amour du public, dont les moindres villes des anciens étoient décorées.

Ces portiques, ces places, ces théatres, ces aqueducs, ces bains publics, & autres monumens dont les restes après deux mille ans sont encore notre étonnement, étoient presqu'uniquement pour l'usage du peuple, & souvent dans des villes médiocres. Chacun alors s'aproprioit les ouvrages & commodités publiques, & les croyoit à soi, comme un honnête Bourgeois de Paris se croit possesseur des revenus de la Paroisse, dont il est Marguiller.

Si l'on en excepte les quais & quelques ponts de Paris, y voit-on rien qui porte la même empreinte. Il y a trois

spectacles, deux sont des jeux de paulme, le troisieme est un monument de l'amour paternel du Cardinal de Richelieu, pour une piece de théatre qu'il avoit adoptée, & aucun n'a ni la grandeur, ni les commodités & issues convenables. L'Hôtel de Ville conviendroit à peine à une ville du troisieme ordre; nul emplacement destiné aux fêtes publiques; nulle fontaine digne par ses eaux du hameau décoré : les beautés, en un mot, de cette grande Ville, sont toutes dispersées, sans que l'une donne du lustre à l'autre, comme on le remarque à Rome, & sont toutes dues au luxe & à la vanité des Princes & des Particuliers. Quelle différence cependant de l'honneur qu'eût fait au Prince & à la Nation, la prodigieuse dépense faite à la machine de Marly, si les eaux qu'éleve cette machine, au lieu d'aller se perdre dans les vastes déserts de Versailles, étoient destinées à descendre en fleuve dans les rues de Paris, & y former des fontaines telle que celle de la place Navonne!

Si Louis XIV fut né dans une nation moins Gothique que ne l'est encore la nôtre, sur tout ce qui est amour du public & intérêt bien entendu, certainement ce Prince, à qui tout ce qui avoit

l'air grand saisissoit l'imagination, auroit au moins autant goûté ce faste public, dont il nous a même laissé plusieurs monumens, tels que ses Arsenaux, les Invalides, les portes de Paris, que cette magnificence privée à laquelle il a sacrifié tant de trésors, & qu'on lui reproche à bien des égards dès aujourd'hui.

On a voulu l'accuser d'un sentiment aveugle & barbare, en suposant qu'il regardoit la France entiere comme son patrimoine acquis & réuni par les armes de ses Ancêtres, & que, croyant à sa Couronne des droits plus étendus qu'à toute autre, il imaginoit que tout étoit à lui.

On ne peut disculper ce Prince, si grand d'ailleurs, d'avoir eu des notions trop fieres de son autorité, de son titre, & du droit public. Il seroit difficile de prouver aussi que toute la France n'est pas au Roi, comme le Roi est à la France: il n'y a, à cet égard, qu'à s'entendre. Le droit & le fait parlent assez sans énumérer davantage; mais si l'on entend par son idée de domination, qu'il croyoit exclure toute autre propriété, on le supose fou, & jamais homme ne le fut moins.

Cependant quand il se seroit cru propriétaire de l'Etat entier, il n'en auroit

été que plus aisé de le porter à décorer sa ville de Paris, à faire jaillir des eaux dans les places publiques, plutôt que dans des bosquets, à faire des canaux d'arrosage, plutôt que des perspectives pour son Château.

La vanité d'ailleurs l'a emporté à se graver sans cesse dans ses monumens, & à se nommer en marbre le Divin Louis, l'homme immortel, &c. Ce fut la faute des hommes de son temps. Je voudrois quelquefois que le Roi pût entendre l'idiome d'un barbare. « Sire, lui dirois-je,
» Votre Majesté n'a-t-elle jamais pensé
» que l'air impératif & dédaigneux qu'on
» donne à vos statues, est ou puérile ou
» fâcheux ; César, Cromwel & autres
» nés simples particuliers, & qui à force
» de crimes & de travaux étoient parve-
» nus à commander à toute leur nation,
» pouvoient être flattés de graver en bron-
» ze cette domination qui étoit leur
» ouvrage ; mais vous, Sire, qui dès l'â-
» ge de six mois receviez les hommages
» des Ambassadeurs, qui à cinq ans don-
» niez des loix par droit de naissance &
» d'amour des peuples, qui n'avez ja-
» mais enfin connu un égal, vous avez
» mille vertus : mais n'en eussiez vous au-
» cune, tout le monde vous obéiroit éga-

» lement. Il est donc inutile de comman-
» der en piedestal. Ordonnez qu'on
» vous y place tendant les mains à une
» populace empressée, la regardant avec
» des yeux de pere, & lui distribuant
» vos trésors, & qu'on lise en inscription
» au dessous : *Louis élevé pour mieux voir*
» *les besoins de son peuple.* Qu'un canal
» de communication de la Saone à la Loire,
» ait pour toute inscription celle ci : *Louis*
» *a voulu que ses enfants de telle & telle*
» *Province connussent l'abondance, & ils*
» *l'ont connue.* Qu'un Edit mesuré occa-
» sionne une médaille, & qu'on y lise :
» *Louis trouva dans son Royaume la capi-*
» *tation sur les hommes, il délivra ses fre-*
» *res, & capita les chevaux* ».

J'imagine que le Prince regarderoit comme un animal rare celui qui lui tiendroit ce langage, & avoueroit que malgré sa singularité, les idées de cet homme lui en auroient fait naître de tout autrement douces que celles qu'il avoit eues jusqu'ici.

C'est cependant à peu prés ce que je dis moins en bref dans la totalité de ces réflexions ; mais revenons.

Il est donc de fait que notre Capitale n'a presque rien de digne de l'admiration des étrangers, à plus forte raison en peut-

on

on dire autant de nos villes du second ordre ; & s'il est vrai que les Anglois les admirent, c'est en les comparant aux leurs, qui, à leur Capitale près, ne sont presque que des villages riches & bien bâtis.

Mais ces Villes enfin, qui ont quelqu'air de splendeur, & qui tous les jours s'agrandissent & se décorent ; aux dépens de combien de Villes champêtres, de bourgs, de villages & de hamaux, reçoivent-elles cet accroissement fictif ? Je dis fictif, parce qu'à la réserve de quelques-unes d'entr'elles que le commerce a enrichies, toute cette augmentation n'est qu'en murs & en pierres. Paris, qui depuis la mort d'Henri IV s'est exactement accru des deux tiers, n'a cependant dans le réel de son dénombrement qu'à peu près le même nombre d'habitans qu'il avoit alors ; mais quatre familles de gens considérables occupoient alors une maison, qui ne suffiroit pas aujourd'hui à un artisan. Le même travail qui suffisoit à la consommation d'une famille de douze personnes, selon la façon de vivre d'alors, n'en entretiendroit pas deux selon celle de nos jours ; & quant à la Noblesse, je soutiens qu'il y en habitoit plus qu'aujourd'hui.

Cet énorme paradoxe étonnera d'abord tout lecteur instruit. On sçait que toute la Noblesse de France attirée à la Capitale par l'ambition, le goût du plaisir, & la facilité de réaliser ses revenus en argent, depuis que les métaux sont devenus plus communs, chassée des Provinces par l'exemple de ses voisins, par la chûte de toute considération dans son canton, & par le dégoût d'obéir à certains préposés de l'autorité, s'est transplantée autant qu'elle a pu dans la Capitale, & qu'il n'est demeuré dans l'éloignement, que ceux qu'un reste d'habitude ou la pauvreté y a retenus. J'en conviens, & cependant je persiste dans mon opinion.

Pour juger en effet si j'ai tort, qu'on ouvre les annales des temps, dont je parlois tout-à-l'heure, quelle affluence de Noblesse d'une part au Louvre, de l'autre à l'Hôtel de Condé ! Chaque grand Seigneur en outre traînoit après lui un nombre, toujours prêt, de parens, d'amis & de vassaux ; & la moindre querelle entre gens considérables vous représente les rues de Paris pleines de gens qui alloient s'offrir chacun de leur côté. J'avoue que dix hommes qui passent dix fois en un jour dans une rue, tiennent

plus de place que soixante qui n'y passent qu'une, & qu'en conséquence, les temps d'activité multiplient en quelque sorte l'effet de la population : mais si nous n'allons plus à la suite des Princes, nous allons tous aux spectacles. Qu'on dénombre les trois spectacles le jour de l'année où ils sont le plus suivis ; qu'on en sépare les vers-luisans, qui sûrement ne paroissent pas dans les sortes de foule dont je parlois tout à-l'heure ; que rassemblant le reste, on leur donne à chacun un cheval & un autre pour un page ou palefrenier, si le tout ensemble remplit les cours de l'Hôtel de Condé, j'ai perdu.

Le fait est, que toute cette Noblesse accoutumée à la dureté des mœurs antiques, aux armes, & aux champs, consommoit peu, n'occupoit qu'un recoin en guise de chambre, & quelques écuries aux fauxbourgs; au lieu qu'aujourd'hui il n'y a pas une seule maison de gens de qualité établis à Paris, qui n'en ait englouti dix, & quelques-unes cent de celles qui servoient autrefois de pépiniere à l'Etat. Le luxe & les necessités de la vie, de la consommation, du logement, chauffage, &c. se sont si fort étendus, que ce qui suffisoit à dix famil-

les autrefois, n'en sçauroit entretenir une. A cette déprédation insensible & de nécessité, il s'en joint même une autre volontaire ; la nature gémit des moyens que le luxe suggere pour éviter l'embarras d'une nombreuse famille.

Nous traiterons de ces détails ailleurs. Ceci suffit pour démontrer par le fait & par le principe, la vérité de ce qui paroissoit d'abord un paradoxe.

Paris donc s'est étendu en pierres & jardins, glaces, parquets, marbres, mais nullement en homme ; & c'est ici seulement ce dont il est question. A ce sujet, qu'on se souvienne, par parenthése, que celui qui se vantoit d'avoir trouvé Rome toute de brique, & de la laisser toute de marbre, la laissa par succession aux plus odieux des maîtres, & aux plus vils des esclaves. Mais quoi qu'il en soit, Paris a fort embelli ses environs, à commencer par ses fauxbourgs & ses guinguettes, où la plupart des propriétaires de ces vastes hôtels, dont ils occupent cinq fois par an les entre-sols, embellissent sous le nom de petites maisons des réduits dédiés à l'indécence & au désordre. Les maisons de campagne ensuite, & les terres enfin, jusqu'à dix, quinze & même vingt lieues à la ronde, se ressentent du

voiſinage de l'opulence. Mais combien ce petit nombre de maiſons, en comparaiſon de la totalité d'un grand Etat, a-t-il fait tomber en ruine de châteaux & de maiſons autrefois habités par des maîtres, dont la conſommation vivifioit tout le pays!

Sans parcourir la France, on peut s'aſſurer de ce fait, par le ſeul raiſonnement, que qui eſt ici, ne ſçauroit être là. Il n'y a pas une ſeule terre un peu conſidérable dans le Royaume, dont le propriétaire ne ſoit à Paris, & conſéquemment ne néglige ſes maiſons & châteaux. Le même air de déſertion & de décret, qui regne ſur les maiſons principales, s'étend ſur les fermes & moulins. Les maiſons des particuliers, les murs, égliſes, clochers dans les villages, ſont pareillement en maſures & couverts de lierre.

Les pays ne ſont pas cultivés en raiſon de leur fertilité, mais en raiſon de leur liberté, dit un homme de génie, & dont l'érudition immenſe eſt d'autant plus ſûre, qu'elle eſt preſque toujours de bonne-foi, & ſans ceſſe ſpéculative. On peut voir dans ſon Livre de l'Eſprit des Loix, comment il prouve cet axiome frapant de lui-même; & quoique ce génie trop vif, pour être toujours méthodique, s'écarte ſouvent du principe dans les con-

séquences, on ne sçauroit trop recommander aux véritables politiques la profonde méditation d'un Ouvrage, où toutes les idées sur tous genres de droit se trouvent rassemblées, & dont nous ne serons jamais que les foibles commentateurs.

Les petites Républiques, qui divisoient les Gaules à l'infini, étoient libres; leurs terres étoient en conséquence fort cultivées, d'où s'ensuit qu'elles étoient nécessairement très-peuplées. Ce principe n'a pas échapé au judicieux David Hume. » Avant l'augmentation, dit-il, de la » puissance Romaine, ou plutôt jusqu'à » son entier établissement, presque tou- » tes les nations dont parle l'ancienne » Histoire, étoient partagées en petits » territoires ou Républiques peu consi- » derables, où prévaloit une grande éga- » lité de fortune; & le centre du Gou- » vernement étoit toujours près de ses » frontieres. Telle étoit la situation des » choses, non-seulement en Grece & en » Italie, mais aussi en Espagne, dans les » Gaules, en Allemange, & dans une » grande partie de l'Asie mineure. Il faut » avouer qu'aucune institution ne pou- » voit être plus favorable à la propaga- » tion du genre-humain ».

Tout ce que cet Auteur avance relativement à la démonstration de ce principe, est également judicieux & conséquent. Nous avons prouvé ci-devant, que tous les calculs à ce contraires, qu'il établit ensuite, fondés sur la multiplicité & la cruauté des guerres plus fréquentes parmi ces petits peuples, qu'entre de grands Etats, sont étrangers à la question, quand nous avons démontré que la population est toujours proportionnée aux moyens de subsistance relative à la façon de vivre, & à la consommation établie selon les mœurs. Ainsi donc, quand M. Hume est convenu que l'ancien monde étoit divisé en petits Etats, qu'il a compris que les terres y étoient mieux cultivées, & que l'égalité de fortune y nécessitoit l'égalité & la médiocrité dans la consommation, il a jugé la question qu'il débat si sçavamment, si le monde ancien étoit plus peuplé que le nôtre. Tout ce qu'il dit des vengeances, massacres, & proscriptions sans nombre de ces pays inépuisables en hommes & en forfaits, sert de preuve à l'affirmative, plutôt que de raisons pour balancer. En effet, tant de sang répandu & tant de calamités souvent générales, ne purent diminuer le nombre des habitans de ces contrées fé-

ditieuses. Si quelque désastre fameux dépeuploit un canton, aussi-tôt une nombreuse colonie de voisins venoit en partager & cultiver les terres, sans que la disette d'hommes se fit sentir aux lieux d'où ils sortoient. De tous les peuples que les Romains soumirent ou par force ou par adresse, il n'en égorgerent aucun, si ce n'est les Juifs au siege de Jerusalem, qui s'entredéchiroient tandis que l'ennemi étoit à leurs portes. La Grece au contraire parut plutôt associée à l'Empire, que soumise. L'autorité des Romains y fit cesser les massacres, les séditions, les exils, &c. Assujettie d'abord, elle tomba; esclave ensuite, elle n'est plus.

L'histoire & les annales des petits peuples doivent seulement nous faire faire une réflexion, c'est qu'autant les Monarchies trop étendues sont destructives pour l'humanité par la disproportion entre les nécessités du Gouvernement & la force de ses ressorts, par l'engourdissement, la foiblesse & les abus moraux de toute espece, mais sur-tout par le mal physique qui provient de l'inégalité des fortunes, autant aussi les petits Etats sont en proie à tous les maux que le défaut de police, & le jeu des passions humaines peuvent occasionner. Un Etat arrondi

cé & correſpondant dans toutes ſes parties, également civiliſé & connu dans toute ſon étendue, aſſez fort pour être reſpecté de ſes voiſins, avantagé en tout genre des dons de la nature, un Etat dont le produit eſt immenſe, & l'induſtrie plus conſidérable encore, qui a, comme dans la main, tous les moyens d'exportation, étape naturelle par ſa ſituation de toutes les nations policées, cet Etat, dis-je, lié par des loix civiles qui ſont d'une part le fruit d'une longue ſuite de ſiecle paſſés ſous l'empire d'une race de Princes preſque tous généreux, débonnaires, & dont le plus méchant ne fut qu'un Roi capricieux & intéreſſé, & de l'autre l'effet du génie & de la douceur de ſes habitans, eſt ſans contredit le plus heureux de tous ceux que les annales entieres de l'humanité puiſſent nous faire connoître. Cet Etat eſt la France d'aujourd'hui.

Les maux qui affligent les petits Etats, y ont été prévenus plus qu'ailleurs ; ſes ordonnances de juſtice & de police ſont des chefs-d'œuvres : malheureuſement rien n'y eſt permanent ; mais ſes plus paſſageres Loix ont trouvé dans la flexibilité de la nation une reſſource contre ſa légéreté, elles ont changé & adouci les mœurs.

Pour une nation dure & opiniâtre, il faut des Loix qui lui ressemblent. Dieu l'a dit à son peuple, & la raison nous le fait sentir; mais chez un peuple flexible, docile, plein d'ame & de volonté, à la réserve de certaines Loix & Constitutions fondamentales, les autres doivent fléchir & varier en proportion avec les mœurs. Cela arrive même sans effort & sans raisonnement, quand cette nation est assez heureuse pour avoir ses compatriotes pour maîtres & pour ministres; c'est où nous en sommes.

Parfaitement donc à l'abri des convulsions qui attaquent les petits pays, nous avons tout à craindre des abus qui affaissent les grands Etats. Eh! pourquoi un bon Citoyen, un fidele Sujet du plus doux des Princes (car je défie personne d'être plus cela à découvert que je le suis en secret, moi qui me cache) pourquoi, dis-je, déguiseroit-il que nous pouvons craindre l'engourdissement, puisqu'il est une suite de la prospérité? Quels maux sont le plus à craindre dans une grande Monarchie? 1°. La disproportion entre les nécessités du Gouvernement & ses ressorts. 2°. L'inégalité des fortunes. Ces deux-là réunissent tous les autres.

Quelles sont les nécessités du Gouverne-

ment ? C'eſt ſans doute l'exacte organiſation dans toutes les parties d'un État, & la diſtribution éclairée de la Police, Juſtice & Finance.

Supoſé que par la méthode actuelle, tout ſoit établi de façon que les Provinces ne ſouffrent ni de l'éloignement, ni de la proximité ; que chacune ait, pour l'exportation & l'importation, les facilités relatives à ſa poſition, à ſon produit & à ſes beſoins ; que la juſtice y ſoit en tous les cas rendue ſur les lieux, ſans que la juriſdiction des Compagnies à ce deſtinées ſoit jamais enfreinte ; que la police y ſoit tellement obſervée, que la faveur y ſoit même inutile, & que la plainte de l'oprimé trouve un Vengeur & un Juge ſur les lieux, ſi la diſtribution & répartition des charges & impôts eſt ſoumiſe à des regles ſi invariables, que chacun voie ſon tarif, & que les murmures à cet égard ne puiſſent être motivés & apuyés par la marche inégale & arbitraire d'une perception qui tient à un cahos d'interprétations & de déciſions ; ſi ſur-tout on eſt attentif à faire retrouver par-tout à l'habitant des campagnes le fruit de ſes travaux par le prix de ſes denrées, pour le mettre en état de fournir de nouveau aux beſoins

de l'Etat : en ce cas, tout est au point de perfection, & il n'y a plus qu'à penser à ne pas dégénérer.

Cette décadence est chose possible. Ne nous laissons point à cet égard endormir par la prospérité. Nous pouvons dégénérer & voici comment.

La prospérité jette dans l'excès ; celle de la fortune dans l'orgueil, celle des richesses dans le luxe, celle de l'esprit devient rafinement : la prospérité d'un Etat y établit les arts, les connoissances, & tout ce qui aiguise les ressorts de l'esprit, qui ne se mêle d'abord que des choses de son district, & laisse au bon esprit, qui est tout autre chose, les matieres qui ressortissent à l'utilité publique, la Politique, les Loix, le Commerce, &c. Mais bientôt devenu bizarre & dédaigneux à force de se méconnoître & de chercher la nouveauté, il s'ingere à décider de tout, & introduit par tout le rafinement. Or, en fait de Gouvernement, le rafinement peut causer autant de maux que le délire.

Si, par exemple, ce défaut gagnoit un jour le nôtre, il enchériroit sur les moyens qui ont établi l'admirable organisation que nous venons d'y reconnoître. Certaines évocations, par lesquelles

on borna jadis le pouvoir des Compagnies, deviendroient ſi communes, que toute affaire litigieuſe reviendroit ou par la forme ou par le fond à la Capitale, où parmi un million d'ames, & dix millions d'affaires, le bon droit a néceſſairement bien de la peine à trouver ſeulement l'étiquette des rues. Peu-à-peu, à force d'attirer les affaires à ſoi, le Gouvernement, au lieu de la ſuprématie qui ſeule lui convient, auroit l'intendance & le diſtrict des détails qui l'abſorberoient, & réduiroient ſes Chefs à être de ſimples Commis aux ſignatures, tandis que les intriguans, dans leur air natal, ſi-tôt qu'ils nagent en eau trouble, aſſiégeant les Commis & leurs ſous-ordres, faciliteroient le cours des choſes vers l'anarchie & le renverſement. D'autre part, les prépoſés ambulans de la Cour, autrefois ſurveillans dans les Provinces, y deviendroient les maîtres abſolus. Le Gouvernement obligé de décider de tout, & en garde contre les repréſentations devenues trop communes chez un peuple où chacun a ſon poids & ſa balance, s'habitueroit à les conſulter & à les croire, leur attribueroit tout en tout genre, les rendroit arbitres ſouverains des Charges publiques, de tra-

vaux du peuple, de leur liberté, sans songer que ces hommes passagers, surchargés comme les Ministres, & entourés de même, ne peuvent tout voir. Au milieu de cette espece de révolution sourde, les Provinces se verroient dépeuplées de leurs notables, de tous intriguans, gens d'affaires, & de ce qu'on appelle gens d'esprit, de tous ceux enfin qui auroient quelque moyen foncier ou précaire de subsister à la Capitale, qui tous viendroient tâcher d'y prendre part aux affaires, aux intrigues & à la faveur.

De ce dérangement de circulation proviendroient nécéssairement un état de suffocation & d'engorgement dans la tête, de langueur dans les membres, qui opéreroient l'engourdissement, la foiblesse, & les abus moraux que nous avons cités ci-dessus. Le Gouvernement opressé & fatigué de la foule & de la multiplicité d'affaires, prendroit pour effet de l'abondance ce qui en seroit un de la disette & du déplacement, à peu près comme un médecin ignare croit que son malade a trop de sang, parce que le sang lui porte à la tête. La Justice & la Police verroient éclorre arrêts sur arrêts, tous de commande, & la plupart contradictoires; la Finance édits sur édits, explications,

interprétations, adjonctions ; le Commerce gêné par des réglemens sans nombre, qui tous, pour fermer la voie à un abus, l'ouvriroient à vingt autres, ne sçauroit jamais quel est le Code du jour ; les manufactures soumises à des inspecteurs forts de théorie, foibles de pratique, verroient prohiber leurs anciens usages sans obtenir des secours pour en établir de nouveaux ; tout tombant en langueur, les crises de détail devenant plus fréquentes, les hommes mêmes de génie à la tête des affaires, en seroient réduits aux registres de l'imagination pour trouver des palliatifs.

Les palliatifs sont sans contredit la pire des recettes pour le régime d'un Etat ; mais c'est la seule qui reste, quand à l'oubli des principes fondamentaux se réunit l'accablement du travail journalier qui distrait des réflexions profondes, joint à l'impossibilité de reconnoître le caractere moral d'une nation, boussole des premiers Législateurs, mais perdue pour les Chefs d'un peuple qui n'a plus de caractere. De là viendroient les prohibitions de détail, la clef des greniers mise aux mains de l'autorité, dans l'espoir de conserver une denrée précieuse, & confiée en effet à celles du monopole, mal-

gré ceux-mêmes qui en ont la disposition primitive ; les surcharges établies dans des lieux déjà ruinés par le défaut de vivification, & qui ne sont surcharges que parce qu'elles partent d'après un plan fait sur des proportions qui n'ont lieu qu'aux cantons, où tout l'or d'une part & toute la consommation de l'autre se rassemblant à la fois, le tarif des valeurs augmente chaque jour, tandis qu'il décheoit ailleurs. De là viennent enfin tous les maux résultans de l'ignorance forcée, & de l'action nécessaire, qu'il seroit inutile de détailler plus au long.

Ce cercle d'inconvéniens idéaux & fictifs aujourd'hui, peut aisément devenir réel pour nos neveux : mais si ces objets nous touchent peu, comme trop éloignés, il n'en doit pas être de même de ceux qui ont pour principe l'inégalité des fortunes ; car il faudroit être aveugle pour ne pas voir que nous y touchons. Les maux qui en résultent, ont été mis en fait de tout temps par tous les hommes d'Etat, par tous les Citoyens, & sentis même dans un autre genre par les tyrans. Mais il est nécessaire de les remettre en question à certains égards, & d'en esquisser quelques détails.

Je l'ai dit ailleurs, les grosses fortu-

nes sont dans un Etat, ce que sont les gros brochets dans un étang. « Un hom» me dont la fortune est augmentée, » dit le judicieux David Hume, que je ne puis m'empêcher de transcrire encore ici, « ne pouvant consommer plus » qu'un autre, est forcé de la partager » avec ceux qui dépendent de lui, ou » qui le servent. Cependant la possession » de ceux-ci étant précaire, ils n'ont » pas le même encouragement pour le » mariage, que si chacun avoit une pe» tite fortune sûre & indépendante. » D'ailleurs, des Villes trop grandes sont » destructives pour la société, engen» drent des vices & des desordres de » toutes especes, affament les Provinces, » & s'affament elles-mêmes par la cher» té du prix où elles font monter les » denrées ».

Il dit encore quelques lignes au dessous : « Ce sont les obstacles qui naissent de la pauvreté & de la nécessité, » qui empêchent les hommes de doubler » en nombre à chaque génération ».

Il faut être arrivé par les calculs à ce principe pour sçavoir s'y tenir. Avant de passer aux autres détails concernant les inconvéniens des fortunes exorbitantes, je veux placer ici une réflexion re-

lative à la population des Villes, puisque ce qu'en dit M. Hume m'y conduit tout naturellement.

J'ai déjà dit qu'il n'étoit point dans mes principes de proſcrire les grandes Villes, au contraire. Je deſirerois ſeulement, qu'uniquement attentif à peupler les campagnes, on s'en repoſât pour la population des Villes, ſur le penchant naturel qu'ont les hommes de ſe raprocher des commodités de la vie, des plaiſirs, & de la fortune; mais que tout ce qui a trait à la campagne, & ſur-tout les grands propriétaires des terres, fuſſent encouragés & excités par tous moyens doux & agréables, à y faire leur principale réſidence.

Je dis plus, à l'égard des vices & déſordres de toute eſpece qu'engendrent les grandes Villes, ou du moins qu'elles facilitent. C'eſt que je doute que ceux qui leur en attribuent l'invention, aient conſidéré la choſe dans toutes ſes proportions. Or, je mets en principe qui, je crois, ne me ſera pas conteſté, que ſi la population eſt la force d'un Etat, la Police en eſt le régime. Plus un Etat eſt peuplé, plus il eſt aiſé d'y établir une bonne Police. Ce ne ſont pas les hommes qui ſe communiquent les vices, ce

sont les hommes oisifs qui les inventent & les multiplient. Mais, selon mon plan, ils seront dans peu serrés de si près, qu'obligés de s'évertuer pour vivre, ils auront moins le temps & l'habitude de songer au mal. Qui doute qu'il n'y ait plus de sûreté dans Paris que dans une forêt) Je sçais, encore un coup, qu'il est des désordres que les grandes Villes occasionnent en les facilitant ; aussi n'est-ce pas proprement pour elles que je parle. Je soutiens cependant qu'il se fait plus de crimes dans vingt Villes prises ensemble de dix milles ames chacune, que dans Paris qui en contient quatre fois autant.

Je le répéte, de craindre de paroître perdre de vue mon objet primitif, c'est la campagne que je veux peupler. L'aridité du sol, la rigueur du climat (obstacles qui comme je l'ai dit, se trouvent moins chez nous que par-tout ailleurs) cédent au bon Gouvernement. Malte n'est qu'un rocher qui ne sçauroit nourrir la vingtieme partie de ses habitant. Attirés par l'apas d'un Gouvernement doux & permanent, ils vont, pour couvrir leur roc, chercher de la terre en Sicile, la plus heureuse contrée de l'Europe par nature, & cependant la plus déserte.

en nombre, ni dans les armées, ni à la mer, ni établis ailleurs artisans, négocians, & moins encore fermiers ou laboureurs.

La mollesse, la sottise, & l'enfance perpétuelle des hommes nés au milieu de l'aisance & de l'oisiveté des Villes, forment une mauvaise école pour réussir aux différens travaux auxquels notre subsistance est attachée.

En un mot, il est de fait que la génération des grandes Villes est comme en pure perte pour l'humanité, & que tout cela s'éteint sans qu'on puisse sçavoir ce qu'il devient. Mais il ne s'ensuit pas de là qu'elles soient destructives pour l'humanité en général. Qu'on se rapelle ce que j'ai dit des causes physiques de la population, toutes relatives aux moyens de subsistance. Il est certain que les Villes sont le séjour de l'industrie qui, après l'agriculture, est le second de ces moyens, en tant sur-tout que cette industrie sert à attirer le suc alimentaire de l'étranger, que les grandes Villes sont autant qu'il se peut, aprovisionnées du produit de son territoire.

Cet article doit être traité au long dans la seconde Partie ; mais il faut se ...peler fréquemment le principe, que

qu'il suppose avec raison en général à ces sortes de gens. Tout le monde s'y marie : domestiques, gens à gages, ouvriers, viagers, gens qui n'ont que des emplois où des bienfaits du Roi, tout se met en ménage. Que devient leur génération ? Je l'ignore ; mais frapez à toutes les portes depuis le plus bas peuple jusqu'au plus grand, vous entendrez parler toutes les langues, Espagnol, Anglois, Hollandois, Allemand, Italien, &c. tous les idiomes, Breton, Normand, Picard, Champenois, Provençal, & surtout Cascon ; & je mets en fait que sur trente personnes vous n'en trouverez qu'un qui soit né à Paris. Que sont-ils donc devenus ? Se sont ils répandus dans les Provinces ? J'en doute. Rarement de l'embouchure d'un fleuve un filet d'eau remonte-t-il vers sa source ; mais pour m'en instruire par le fait, j'y vais : j'y vois quelques étrangers, tous Gascons ou Savoyards ; mais des Parisiens, s'il en est deux dans chaque Province, c'est tout ; quoique d'ailleurs ce seul nom y porte vertu, & que, quelque mal-adroit que puisse être un Perruquier ou un Tailleur expatrié sous le titre de Parisien, il ait toute la vogue du canton. Mais en effet il ne s'en trouve, du moins

étendrois le paysage à l'infini, sans crainte de me répéter ; mais je crois en avoir dit assez, & qui ne m'aura pas compris alors, ne m'entendroit pas mieux à présent. Si au contraire cette fortune est en argent comptant, elle n'est rien, & d'elle-même elle ne raporte rien. Mais cette façon d'avoir un trésor endormi à côté de soi, qu'on dit être celle de quelques Espagnols, n'est point du tout la nôtre, & Dieu nous en préserve; ce seroit alors que l'engourdissement seroit devenu léthargique. Ne croyons pas pourtant que ce soit chose impossible : l'usage de mettre son bien à fond perdu, devenu si fort à la mode en France, est un pas, selon moi, fort considérable vers cette autre sorte d'incurie qui nous paroît si brutale aujourd'hui. A quoi tient-il que dans un ordre de société, où la vanité & la paresse ont tellement étouffé la nature, qu'il y est d'usage qu'on se départe de son fonds en faveur de la cupidité d'autrui, au moyen d'une rente plus ou moins forte, & que l'on y recherche les moyens de sacrifier cette douce illusion de propriété à cette autre insatiable chimere apelée aisance ? A quoi tient-il, dis-je, que la mode n'y vienne de se coucher auprès de son

coffre

coffre fort, & de tirer de là, seulement à une petite diminution de confiance? Les facilités de l'or, dont la quantité va toujours en augmentant en Europe, augmenteront aussi les dissipations & le mauvais ménage de ceux dont la fortune est assez fondée pour être un objet de sureté aux prêteurs en viager.

Qui pourroit d'une part mettre sous les yeux du public la colonne des emprunts en France, & de l'autre celle des remboursemens, verroit tout d'un côté & rien de l'autre.

Cette allégation ne manquera pas de contradicteurs effrayés; les avares m'objecteront, que tous les jours on les menace de remboursement si-tôt qu'ils ont fait un placement sûr, je le sçais; mais quand ils l'ont reçu, ce remboursement, sont-ils long-temps à replacer leur argent? Les pieds leur grillent de le sçavoir mort, & ils se hâtent de le prêter de nouveau, soit à un intérêt plus bas, soit avec moins de sûreté. Somme totale, on emprunte de par tout & sans cesse; cependant à mesure que les emprunts grossissent, les effets qui leur servent d'hypotheque diminuent en proportion. Cette proportion calculée sans un grand effort d'Algebre, peut fixer à

un petit nombre d'années, relativement du moins à la durée naturelle du corps politique, l'époque du revirement en ce genre, qui réalise l'axiome de Pantagruel dans son Chapitre des prêteurs & des emprunteurs.

Mais sans être Cassandre à cet égard, & sans présager une révolution aussi violente qu'immanquable, du train dont nous allons, la moindre petite secousse relative à ce grand ébranlement, peut très-bien opérer la léthargie en question. Puisque tout me manque, diront nos habiles neveux, qui auront sûrement cent fois plus d'esprit que nous, mon coffre fort ne me manquera pas, je tirerai de là, vivrai indépendant; (car l'indépendance fut toujours une idole de la paresse & même de la gueuserie sa soeur) & *après moi le déluge.*

Ce doux & sociable proverbe est déjà le plus commun de tous parmi nous; & moi qui suis animal réfléchissant, j'imagine que cet axiome nous menera à la confusion des langues, comme autrefois le contraire y mena ceux de ce temps-là. Pourquoi non? les extrêmes se touchent. En effet, si la campagne se dépeuple, si les arts méchaniques dégénérent en clinquant & bagatelles, les arts libéraux

en grimaces, si les Loix s'oublient, si les Hiérarchies se perdent, si tout enfin s'use & s'affoiblit, *après moi le déluge*; tout cela durera assez pour moi. Si nos peres avoient pensé de la sorte, ils nous auroient rendus plus dignes d'être Philosophes que nous ne le sommes, plus aprochans du sort de Bias. Je ne dis pas que ceux qui établissent ces beaux principes, fassent par leur apathie grand tort à la société actuellement. Quant au lieu de barbouiller ces pages critiques, je promenerois en ce moment un cabriolet sur le boulevard, l'Etat n'en iroit ni plus ni moins. On le croit, & je crois le contraire. Les opinions des gens oisifs, dénotent le fond des mœurs du citoyen, si elles ne l'établissent. Petit à petit tout un peuple échape de la sorte aux anciens principes de son gouvenement; & comme la police, qui en fait une des principales portions, doit décliner selon les mœurs, cette portion entraîne les autres. Prenons-y garde: personne ne gouverne, qui ne soit aussi gouverné.

Le génie & l'activité de la nation, me dira-t-on, nous garantiront toujours de cet assoupissement léthargique, dont vous parlez. J'en doute encore. Les Espagnols n'étoient & ne sont point du tout faits

pour cela. Ce pays si difficile à subjuguer, & qui, pour dire mieux, ne le fut jamais bien, contenoit cinquante-deux millions d'habitans du temps de César : population immense, & qui prouve que l'agriculture y étoit portée au dégré de perfection. Malgré ses guerres, ses révolutions, & les autres maux internes dont quelques-uns la ravagent encore, on ne trouve dans ses mœurs aucune trace de cette folle paresse qui l'anéantit aujourd'hui, jusqu'aux temps où les sources de l'or se répandirent dans son sein.

L'or est toujours dévasteur par des raisons physiques que nous étendrons ailleurs, mais il l'est encore par des raisons morales qui ont plus ou moins de force selon le génie & le naturel de chaque peuple, comme aussi selon le plus ou le moins d'étendue d'un Etat. L'Espagnol naturellement fou, de sang froid, glorieux & superbe, n'étoit point propre à faire de l'or le seul usage qui puisse le rendre passagérement utile, il le perdit, & se perdit lui-même en projets idéaux & vains. Rentré nul dans son espece de continent, le type romanesque de sa suprématie imaginaire lui demeure encore, il s'endort à l'ombre de son prétendu trophée, & jouit d'un empire im-

menſe, puiſqu'il n'a de bornes que celles de ſon ignorance.

Examinons ſans prévention notre propre caractere, & voyons s'il n'eſt pas par certains endroits ſuſceptible de degénérer à ce point-là. Du côté de la valeur, de la nobleſſe & de la générolité, les Eſpagnols ne nous cédent aſſurément en rien; mais nous ſommes vains, légers, peu propres aux opérations qui demandent de la ſuite & de la patience, confians dans le préſent, peu prévoyans de l'avenir. Nos vices à la vérité plus mêlangés & moins uniformes que ceux des Eſpagnols, ſont moins dangereux, & même quelquefois utiles; mais il n'en eſt pas moins vrai que notre génie n'admet guere plus que le leur, les qualités propres à tirer de l'or les avantages dont il eſt ſuſceptible, & que nous ſommes peut-être plus capables d'en abuſer. Prenons par le détail, & l'une après l'autre, ces deux propoſitions.

Nous ſommes à la vérité actifs & induſtrieux, & les Eſpagnols ne le ſont point du tout, à moins que ce ne ſoit en grand. Il dedaignent le diſtrict de la bagatelle qui eſt un Pérou pour nous; mais il faut conſidérer à cet égard que notre genre d'induſtrie n'a pas beſoin de l'abon-

dance de l'or pour se faire valoir, puisqu'elle en est elle-même la source.

Quel usage peut-on faire de ces métaux précieux pour l'utilité d'un pays où ils regorgent ? Je n'en connois d'autre que ces grands établissemens de commerce étranger, qui multiplient à l'infini au dehors les forces intérieures & naturelles d'une nation, & qui y font des colosses de fortune bien & loyalement acquise au dedans. Or, remarquons qu'en ce genre nous entreprenons beaucoup, & faisons peu. Comparons les fortunes de nos plus gros négocians, leurs établissemens au dehors, leurs correspondances, leur crédit, leurs entreprises avec les choses toutes semblables qu'on voit chez les autres nations commerçantes, & nous serons étonnés de la disparité. Mais notre étonnement doublera encore, si nous voulons faire entrer dans cette comparaison celle des proportions entre ces Etats & le nôtre. Nous sommes industrieux ; mais nous ne sommes ni constans ni tenaces, & ces deux dernieres qualités sont aussi nécessaires pour les grands établissemens de commerce, que la premiere l'est pour la vivification intérieure, partie pour laquelle nous avons des ressources supérieures.

Je dis plus, nous perdrions peut-être à gagner de ce côté-là. Les succès d'un certain ordre pour lesquels nous n'avons jamais eu d'égaux, nous échaperoient, & nous atteindrions difficilement aux autres. Je m'explique. Une nation militaire, noble, gaie, qui naturellement ne sçait que servir, & ignore la servitude, perdra l'ame de tous ses ressorts, si jamais l'esprit de calcul & l'ambition du gain y dominent. Or d'anciennes chimeres, une vieille constitution qui l'a menée si loin & si glorieusement, doit être précieuse aux yeux d'un Gouvernement sage & éclairé.

D'ailleurs, l'esprit dominant du commerce est la liberté. On ne vit jamais fleurir l'un à un certain point sans l'autre. Chacun entend à sa guise ce grand mot de liberté, susceptible d'autant de définitions qu'il y a de têtes. Ce n'est pas que je prétende dire que ce soit un être de raison, à Dieu ne plaise, mais il est de fait que la vraie liberté consiste dans l'autorité des Loix, dans la sagesse du Gouvernement, & dans le bonheur des peuples : il est certain aussi que la liberté est au génie des peuples ce qu'est le régime aux tempéramens ; ce qui fait la santé de l'un, seroit le poison de l'autre. Oh ! pensons-nous être susceptibles

du genre de gouvernement qui constate la liberté des Puissances commerçantes ; je n'en crois rien. Je dis plus, je prouverois le contraire par des raisons tirées de l'intrinséque de nos mœurs, de notre constitution, & des exemples de notre Histoire, s'il étoit ici question de cela. Qui me prendroit en ceci pour un vil flatteur de l'autorité, ne se seroit pas donné la peine de me lire.

Il résulte de ce que dessus par le raisonnement, que nous perdrions peut-être à être de gros commerçans ; & par le fait, que nous ne le sommes ni ne le pouvons être. Cette façon d'être est cependant la seule qui puisse compenser les maux infinis que la trop grande abondance de l'or peut faire dans un Etat. Ce n'est pas encore ici le lieu de les analyser en détail ; je n'en dirai qu'un mot relativement à la seconde proposition que j'ai établie ci-dessus ; à sçavoir, que nous sommes peut-être plus capables que les Espagnols d'abuser de l'abondance de l'or.

L'Espagnol enrichi d'abord est devenu paresseux par vanité, nous le deviendrons par mollesse & par découragement absolu. De ces deux façons de cesser d'être, la premiere conserve toujours quelques ressources ;

sources ; mais la mollesse n'en a point. On tourne des têtes vaines : d'un côté utile, & le mouvement reprend. On réveille les héros enchantés d'Amadis ; mais on tonneroit vainement sur des catacombes pour rendre à ces ossemens le mouvement & la vie.

L'opression fut Espagnole, & le péculat est François ; on achete les Charges en Espagne, mais la subvention est mise dans les patentes pour services rendus de tant.... En France tout se donne ; mais en suposant le temps de la domination de l'or, le Chef, le ministre vendu dans son redoutable cabinet, feroit tout étonné d'avoir fait mille graces, & de n'avoir pas une créature, pas un ami de sa personne ; mais seulement de sa place, parce qu'il ne voudroit pas se persuader qu'il seroit mis à l'enchere par ses entours, & qu'on vendroit ses audiences ; son repas, son sommeil, ses distractions, &c. En vain il feroit alors maison neuve & nouveau cabinet à tous égards, les mouches qui succéderoient, plus avides que les premieres, l'assiégeroient plus étroitement encore. Pût-il réussir à faire venir de Congo des Commis & sous-Commis muets & sourds, endurcis enfin à toute contagion de l'or ; (on en voit

& qui ne viennent pas de ſi loin) l'intrigue & la corruption alors deſcendront d'un cran, les valets viendront les ſous-ordres, les ſous-ordres le premier, & celui-ci le Chef, tous ſans le ſçavoir. S'il ſe pouvoit qu'un homme fût aſſez rigide, aſſez ſingulier, aſſez vigilant, aſſez heureux enfin pour établir au milieu d'un peuple livré au pouvoir de l'or, une famille entiere de gens incorruptibles, ce ſeroit eux qu'il faudroit flétrir, puiſque l'homme vraiement dangereux dans la ſociété, eſt celui qui y intercepte l'ordre reçu.

C'en eſt aſſez pour un prélude, & pour faire naître quelques idées ſur une matiere que je traiterai plus à fond quand nous y ſerons. C'en eſt aſſez, dis je, pour faire ſoupçonner aux gens réfléchiſſans, que je n'ai pas avancé un paradoxe, en diſant que l'abondance de l'or peut faire à la France d'auſſi grands maux qu'elle en a fait à l'Eſpagne, & des maux plus irréparables encore.

Dans l'état actuel parmi nous, il n'y a point encore de fortune endormie, comme celle dont nous avons parlé ci-deſſus. On pourroit néanmoins en excepter les ſommes immenſes employées en mobilier de pure fantaiſie, qui n'a

de prix réel en quelque sorte que par la mode ; mais dans la question présente, ces fonds sont regardés dans l'Etat comme un corps de réserve qui en augmente la richesse fonciere. Retranchons encore les viagers qui ont eu leur article, quoiqu'en effet ils fassent aujourd'hui un corps énorme de rentiers dans la Capitale. Toutes autres especes de richesses, dès que nous en avons ôté les biens en fonds de terres, ne peuvent être qu'en contrats, maisons, &c. Pour ce qui est foncier, charges & bienfaits du Roi pour la partie amovible, examinons l'un après l'autre ces sortes de biens, pour voir si leur entassement sur la même tête n'est pas un mal pysique, seul objet que nous envisageons ici, en attendant qu'il soit question du mal moral.

Les biens en contrats sur les particuliers ne sont autre chose qu'une hypotéque sur les terres. Il importe peu qui soit le possesseur d'une telle terre., il est question de sçavoir qui en tire le revenu. Or, celui qui a un contrat de cent mille francs sur une terre de cent mille écus, possede réellement en fonds le tiers de cette terre ; mais comme l'intérêt en France est sur un pied beaucoup plus haut que les fonds ni l'industrie ne le

peuvent porter (abus que l'on corrigera aparemment, quand on croira qu'il en est temps) il est de fait, que celui à qui une terre de cent mille écus doit cinq mille livres de rente clair & net, sans entretien, cas fortuits, ni réparations, possede réellement les deux tiers de cette terre, & retombe dans la classe des inconvéniens, que nous avons dit être attachés à la réunion des grands fonds de terre sur la même tête.

Mais, dira-t-on, le principal de ces inconvéniens, tels que vous les avez déduits, est que les fonds ne voyant jamais le maître, & livrés à des agens paresseux, fripons & pressés par les besoins continuels qui assiegent cent fois plus les grandes maisons que les petites, tombent en dégradation, & ne raportent pas la moitié de leur produit possible & proportionel. Au lieu de cela, les fonds qui doivent rente à des riches particuliers, n'en apartiennent pas moins au possesseur réel. La rente qui le resserre, excite son industrie, & le force au travail où il est porté par le goût de propriété, quoiqu'idéale dans le fait & dont son indépendance réelle lui facilite les moyens. Pure spéculation que tout cela : c'est ainsi que les choses devroient



être ; mais ce n'est pas ainsi qu'elles sont. On sçait assez que cet axiome a lieu dans toutes les choses humaines : voici comment elles vont dans celles-ci.

De deux choses l'une ; ou la rente est accablante pour le fonds, ou elle est légere. Dans le premier cas, le découragement s'en mêle, & entraîne bientôt le désordre, la terre est saisie. Qu'on voie dans les bureaux à ce préposés, combien il y a de terres en France à bail judiciaire. Tout le temps qu'elles demeurent ainsi, l'on y fait à peu-près comme pourroit faire l'ennemi. *Une terre en décret* est devenue proverbe, pour figurer l'excès du délabrement. Mettez ensemble toutes les terres qui sont en ce cas dans le Royaume, vous en composerez de grandes Provinces, qui sont en conséquence dans un état de dévastation absolue. La vente forcée succede enfin : l'hypotécaire se fait ajuger la terre à la moitié de son prix actuel, qui n'est que le quart de sa valeur réelle, & petit-à-petit de rentier qu'il vouloit être, il devient propriétaire de nécessité. Mais cet homme, qui par principes dédaignoit les terres comme incapables de lui procurer la sorte d'aisance qu'il recherche, qui par habitude n'est plus propre qu'à

numéroter ses contrats dans des cartons & à minuter exactement des quittances, regarde ses nouvelles acquisitions comme les débris forcés de la sorte de fortune qu'il ambitionnoit seule, & est encore moins propre à les faire valoir, que le dérangé qui les a perdues.

Dans le cas au contraire où la rente est légere, le propriétaire la néglige, calcule ses revenus, monte sa dépense en conséquence, & ne pense aux charges que comme on dit : *Un bon mariage payera tout*. Les facilités que lui procure sa qualité de propriétaire, servent à l'entretenir dans cette sorte de délire ; les intérêts s'accumulent, il contracte de nouvelles dettes, les mobiliaires succédent, puis les dettes criardes ; tout abyme enfin à la fois, & il revient au même point que le premier.

J'étois un jour chez un des fameux Notaires de Paris ; nous vîmes passer à grand bruit le carrosse d'un Brillant que nous connoissions. Combien, me dit-il, croyez-vous que cet homme ait de revenu ? Mais, dis-je, il passe pour avoir quatre vingt mille livres de rente. Il le croit aussi, reprit le Notaire, mais au fait, il en a quatorze. Ceci, direz-vous, conclut contre les mœurs, & non contre

les rentiers. Oui, en un sens; mais quand je n'induirois de là que cette vérité, que le regorgement des métaux qui donne ces ruineuses facilités aux propriétaires, est un mal, je ne sortirois pas de l'objet général de ce Chapitre. Cependant pour me renfermer dans la question actuelle, qui est, que les grandes fortunes en contrats sont un inconvénient, il suffit que j'aie démontré d'une part, qu'elles ne sont autre chose qu'une grande fortune en fonds de terres, & de l'autre, qu'elles menacent d'une prompte & ruineuse révolution les fortunes subsidiaires, pour avoir prouvé qu'elles sont dangereuses dans un Etat. Je répete que je n'envisage point ici les inconvéniens de l'abondance des métaux du côté moral, qui sont tels cependant, qu'ils se réduisent promptement au physique. Ceci n'a déja que trop d'étendue; passons aux autres sortes de fortunes citées ci-dessus.

Il est encore une autre espece de bien foncier, qui proprement n'est un objet que dans la Capitale, & quelques autres Villes principales en petit nombre; ce sont les revenus en maisons. C'est un article considérable ici, & à dire vrai, si les inconvéniens moraux d'une fortune trop considérable en ce genre de bien,

sont les mêmes que ceux des autres especes de fortunes, il n'en est pas de même des inconvéniens physiques. Celui qui a employé son superflu ou ses fonds en argent, à tirer de la terre des matériaux informes, pour les faire servir à l'ornement de sa patrie, & à la commodité de ses concitoyens, a bien mérité d'en retirer les fruits, dont une partie d'ailleurs est due au maintien de l'industrie & du travail par les frais de l'entretien.

S'il est des inconvéniens de trop grande consommation à l'extension extraordinaire donnée aux logemens aujourd'hui, c'est un examen qui apartient au Chapitre du luxe, & nullement à celui-ci; mais il est bon de considérer que je n'ai jamais prétendu discuter ici la justice des possessions de chacun.

Mon principe politique, s'il m'apartient d'en avoir un, seroit de respecter tellement le droit public, que tout titre de propriété, même la plus mal acquise, quant au passé, en fut un de possession assurée & paisible; que tous engagemens, même les plus onéreux & forcés, fussent sacrés dans la société, & ce n'est que par des moyens justes & doux, que je voudrois engager chaque particulier à diviser volontairement sa propre fortune

pour se procurer d'autres avantages plus précieux & plus estimés. Il ne s'agit donc ici nullement du titre, mais de l'usufruit seulement. Or, d'une part on ne sçauroir nier que les prix excessifs des loyers & logemens, qui n'ont point de trait aux commodités du commerce, sont un signe évident, que dans un Etat on fait trop de cas de l'habitation des Villes, & trop peu de celles des campagnes; de l'autre, que c'est une preuve du bannissement de prix des fonds de terre dans l'estime publique.

Louis XIV, sur les fins de son régne, ayant apris qu'un Nonce avoit loué mille écus une maison à Paris, en parla plusieurs fois avec étonnement & réfléxion, lui qui parloit peu. Les maisons de cette espece sont aujourd'hui à quinze mille livres. Je demande si, depuis ce temps-là, la proportion du haussement des fermes des fonds de terres à suivi ce taux-là?

D'autre part, si un particulier qui rassembleroit sur sa tête une grande quantité de ces sortes de biens, s'entendant avec cinq ou six de ses semblables, vouloit tout-à-coup rehausser considérablement le prix des loyers, ne feroit-il pas le maître de porter un coup invisible & sûr à la société? Les Italiens beaucoup

le principe, tout ce qui donne de l'autorité & des détails, donne aussi de la considération parmi ses semblables. C'est dans le champ vaste, ou pour mieux dire sans borne, de la considération qu'il est permis de s'étendre sans nuire à son voisin. C'est-là le trésor qui ne coûte rien à l'Etat, qu'une dispensation juste & attentive, & qui cependant bien ménagé, peut payer abondamment tous les services, chacun en son genre.

Les vrais Législateurs, les habiles hommes d'Etat ont senti les conséquences & la force de ce mobile ; ils en ont organisé les ressorts, & multiplié les ressources. De là sont venus tant d'usages relatifs aux vues de porter les hommes vers l'ambition de la renommée ; les éloges après la mort chez les Egyptiens ; les couronnes, les statues & les triomphes chez les Grecs & les Romains ; les prérogatives & les marques de Chevalerie chez les nations modernes, &c. Je m'étens déja trop en raisonnemens, & je ne finirois point, si je me répandois encore en citations historiques ; mais il seroit aisé de démontrer par les exemples, que les Princes les plus sages ; & dont le gouvernement a fait le plus d'honneur à l'humanité, ont été les plus soigneux

à fonder & remettre en vigueur ces sortes d'institutions, & les plus retenus à en accorder les avantages à la faveur & à l'importunité.

Mais il arrive aussi que dans ces sortes de gouvernemens, à mesure que ces distinctions sont plus estimées à cause de la difficulté qu'on a eue à les obtenir, chose aisée à comprendre, les charges inférieures rehaussent aussi à proportion dans l'estime publique, & que tous les moyens qui conduisent aux honneurs, sont apréciés en conséquence. L'aspirant est soutenu d'une part par les avantages d'une position actuelle déja enviée, & excité de l'autre par l'aiguillon d'une espérance haute & vive, qui est la chose du monde qui se lasse le plus difficilement en nous.

Au lieu de cela, quand l'or devient commun dans une nation, & qu'en conséquence la corruption s'en empare, d'ordinaire toutes les distinctions d'honneur s'y avilissent, d'une part par leur multiplicité, de l'autre par leur pauvreté. Il arrive de-là, qu'il faut nécessairement, ou les voir mépriser, ou les apointer en proportion de l'estime qu'il est nécessaire qu'on y attache. Dans le premier de ces deux cas, elles sont nulles, & il

est inutile de traiter ici du rien. On rempliroit six pages de cet Ecrit des différens noms de Charges en France, qui sont de cette classe. Dans le second, quel poids énorme pour l'Etat ! Quelle proportion entre ce que ces Charges coûtent à la société, & ce qu'elles leurs valent !

Xénophon s'engageant avec six mille Grecs au service d'un Prince de Thrace, stipule dans son traité, que chaque soldat recevra une darique par mois, chaque Capitaine deux, & lui comme Général quatre. Les exemples de cette modicité d'apointemens pour les Charges les plus importantes, fourmillent dans les temps de force & de vertu des peuples anciens, dont les annales nous sont demeurées. Il en est même des traces encore dans certains pays, & l'Avoyer de Berne, premier Magistrat très-respecté d'une très-respectable République, ne coûte guéres plus que quatre mille livres à l'Etat. Mais indépendamment de la surcharge qu'établit nécessairement sur les peuples le haussement des apointemens & honoraires, il occasionne encore des abus d'une toute autre importance.

1°. Cette méthode anéantit tout ce que les Charges ont d'honorifique & d'es-

sentiel, pour n'attacher l'estime uniquement qu'à la finance. Qu'on jette les yeux sur les exemples de cela, sans me donner la peine de les transcrire : pour moi je me souviens d'avoir été étonné, tant j'étois jeune, de voir parmi des gens du premier ordre, préférer hautement dans une conversation le Gouvernement du Château Trompette, qui n'est qu'un Fort, à celui de la Marche, qui est une Province, parce que l'un rendoit cinq mille livres de rente de plus que l'autre.

2°. De cet esprit mercenaire, qui se répand dans toutes les classes de la société, résulte nécessairement l'extinction de tout principe noble, & conséquemment de toute action généreuse. On en vient à mépriser toutes les prérogatives non susceptibles de transmutation en or, à négliger toutes fonctions qui ne peuvent avoir trait à cela, soit pour soi, soit pour les siens, & ayant cause. Or, comme les opérations réductives en or, ne sont autre chose au fond que rapacité, péculat & usure, sous quelque forme qu'elles se déguisent, cette sorte de gangréne gagne bientôt tout le corps de l'Etat, d'une façon d'autant plus incurable, qu'elle vient des parties nobles.

Il s'ensuit de ce que dessus, & d'une

infinité d'inductions à ce relatives, que j'ai suprimées volontairement, que la disproportion dans les fortunes, qui peut provenir par les Charges, est encore plus nuisible que tout autre. Cet article eût dû naturellement comprendre les bienfaits du Roi; mais il en est, & en grand nombre, qui n'ont trait à aucune Charge, & en général ce mot de bienfaits, si usité & si mal entendu, mérite bien un article à part.

On accuse un grand Prince d'avoir dit à un pauvre officier estropié, qui lui demandoit du pain sous le titre de justice, *tout est grace dans mon Royaume.* Ses ennemis lui ont bien prêté d'autres, & le fait ne mérite aucune croyance, attendu que ce Prince ne fut jamais personnellement dur, & moins encore insensé. Mais il pourroit se faire dans un Etat où l'abondance de l'or ameneroit la corruption, cet axiome devînt très-véritable. Chaque service mérite son salaire, c'est la justice; mais le genre de service décide du genre de salaire. L'amitié se paie par l'amitié, la confiance par la confiance, l'honneur par l'honneur, l'argent par l'argent. En conséquence, si nous demandons tous de l'argent, il faut sçavoir si nous en avons acquis

au Prince. A moins de cela, tout ce qu'il nous en donne par de-là notre nécessaire absolu, s'il nous manque, est purement grace. Il pourroit arriver qu'on ne disputât pas sur le terme, & qu'à quelque titre que ce fût, la question fût seulement d'obtenir *rem, quocunque modo rem.* Mais en ce cas, je regarderois cette extinction de toute délicatesse, pour une grande marque de corruption. Eh, quoi! l'élite & les principaux d'une nation entiere, auroient le front de substituer à leurs fonctions naturelles de Citoyen, celle de quêteur & demandeur constant & perpétuel, d'assiéger l'antichambre du Prince, & le cabinet de ses Ministres, avec le sentiment intérieur & découvert de n'avoir pas mérité ce qu'ils demandent! C'est cependant le point où l'on en viendroit, & dont peut-être on trouveroit des exemples sans remonter aux Cours d'Artaxercès & de Darius. Celui qui obtient une pension de six mille livres, pense-t il qu'il enleve la taille de six villages, comme je l'ai dit; & si le Prince ignore avec quelles convulsions de détail il faut arracher la perception de cette taille, est-il permis, à lui particulier, de l'oublier?

Mais, dit-on, si je ne l'obtiens, un au-

tre l'obtiendra, & le peuple n'en sera pas moins foulé. Beau raisonnement ! Cet homme va se perdre dans cette forêt, il y sera certainement assassiné & volé; autant vaut que je l'assassine & vole. Mais les bienfaits du Prince sont faits pour sa Noblesse; ses fermiers s'enrichissent à l'excès; il pensionne les arts & quelquefois les plus frivoles, il n'en exclura donc que sa Noblesse, qui a un droit naturel sur ses dons...... Eh! où avez-vous pris cela ? Ces Nobles sont les fils de ceux qui ont bien servi ses prédécesseurs; ils furent ou récompensés par les honneurs, ou moins heureux, (car j'en connois) ils manquerent la fortune, mais non la gloire ni l'honneur. Le Prince doit à leurs descendans le souvenir du mérite des peres, occasion de faire comme eux, solde raisonnable selon les emplois, protection dans leurs affaires & pour l'établissement de leurs familles, & sur-tout distinction & faveur selon leur mérite. Mais entre-t-il dans tout cela cet or que vos desirs avares & votre prodigue vanité voudroient engloutir, en quantité pareille à celle que la terre en vomit ? Les fermiers s'enrichissent; eh! faites-vous leurs fonds, leur travail ? Bravez-vous la haine publique, les bons-mots du théâtre, les quolibets

des chantres du Pont-neuf? A ce prix, il vous est permis de vous enrichir. Renoncez au nom de vos aïeux, à leurs titres, à leurs prérogatives; courez vous perdre dans la foule des intriguans du bas détail & des donneurs d'avis, & devenez riche, *bene sit*; mais si d'une part vous voulez l'argent, & de l'autre les honneurs, les distinctions, vous êtes volontairement le Vampire universel de la société, vous perdrez l'honneur, & l'argent vous perdra. Bientôt vos neveux avilis & méconnoissables, ambitionneront les emplois les plus vils, envahiront, sous des titres vains, les récompenses des valets-de-chambre, & en doubleront & tripleront le monopole sous le nom de droits; solliciteront des intérêts dans les fermes; & d'autre part, guettant la premiere héritiere du plus obscur malheureux qui aura amassé des sommes immenses, ils saliront leurs titres dans ce tas de fange, de sang & d'iniquité, jusqu'à ce qu'un nom jadis cher à la nation, mais alors flétri de mille manieres, disparoisse d'une société dont il est devenu le scandale & l'oprobre.

Tel est l'avenir que se préparent les grandes familles dans un Etat où l'or a pris le dessus, & le sort que leur procure la libéralité du Prince. La soif de l'or est celle

de l'hydropique, on l'a dit il y a long-temps.

Un malheureux axiome, par lequel les peuples ont toujours été plus à plaindre sous le regne des Princes doux & bienfaisans, que sous celui des Rois d'un caractere oposé, c'est que le Prince doit attirer à lui toutes les finances d'un Etat pour les rendre ensuite : que par ce moyen il vivifie le commerce & la société, & s'attache ses sujets par les liens de l'espoir & ceux de la reconnoissance. Je ne crois pas qu'il y ait un principe plus detestable & plus faux que celui là, si l'on ne le mortifie; nous en parlerons dans le Chapitre de la vivification.

Les services de toute espece, relatifs au bien de la société, & conséquemment à l'avantage du Prince dans un pays où il est l'ame de cette société; voilà ce qu'il faut que le Prince retire avec soin du moindre de ses sujets, chacun selon son état & ses forces; la police, sûreté & protection jusqu'aux lieux les plus reculés de son empire, voilà ce qu'il faut qu'il leur rende. L'or n'est représentatif d'aucune de ces choses. Henri IV n'avoit pas un sol quand il fut adoré de son peuple. Quand notre Maître d'aujourd'hui fut à l'extrêmité à Metz, (moment à jamais mémora-

ble & flatteur pour un Prince par l'attendriſſement & la conſternation ſinguliere qui ſe répandit dans tout le Royaume) de qui vit-on couler les larmes ? Quels furent ceux qui aſſiégoient les autels? Tous gens qui par leur état n'eurent jamais de part à ſes bienfaits perſonnels, & qui ne pouvoient en eſpérer au futur.

Les Princes aprendront-ils un jour enfin dans l'Hiſtoire, qui le leur dit à chaque page, que leurs bienfaits pécuniaires n'ont jamais fait que des ingrats? Qu'on ne s'y trompe pas, les véritables ſangſues du peuple ſont ceux qui perſuadent au Maître que l'adminiſtrateur des deniers publics peut & doit donner à toutes mains.

Mais ce n'eſt pas la peine d'alonger ce volumineux Chapitre pour me faire des ennemis de tous les frêlons de Cour. Je leur répete qu'ils n'aiment ni n'honorent leur Prince comme je fais, & ſi ſont-ils mieux payés que moi pour cela : mais puiſque je veux peupler le monde ; on ne me doit pas ſoupçonner du deſſein formé de ſonner le tocſin contre les intriguans, les cupides, les prodigues, les hommes durs & intéreſſés, ni même les fripons : ce ſeroit prendre la route toute opoſée. Mon objet au contraire eſt que *tout le monde vive*, axiome généralement reçu, mais

que chacun vive de son travail & soit chargé de contribuer aux moyens d'en faire vivre d'autres.

Après avoir ainsi déduit les divers inconvéniens des grosses fortunes dans les points qui peuvent les constituer telles, revenons aux principes que j'ai prétendu établir. Plus l'Etat sera peuplé, mieux on vivra, & à meilleur marché. 1°. Parce que les productions de la terre seront plus communes. 2°. Parce que les travaux de l'industrie seront moins chers. Faites broder une paire de manchettes en Gascogne, elle vous coûtera quatre fois autant qu'à Paris : l'on y vit cependant à bien meilleur marché, mais l'immense population de la Capitale excite l'industrie, la nécessité & la met au rabais.

L'engourdissement dans les ressorts politiques, & l'inégalité des fortunes sont contraires à la population. Voilà ce que j'ai prétendu avancer, & que je crois avoir prouvé. L'abondance de l'or est très-propre à établir ces deux sortes de viciations dans un Etat : c'est encore ce qui parle de soi-même. D'où il s'ensuit, que l'abondance des métaux n'est pas un si grand bien dans un Etat, qu'on se l'imagine.

L'inégalité des fortunes, & la dispro-

portion entre les nécessités d'un Gouvernement & ses ressorts, ainsi que tous les autres vices d'un Etat, sont une suite de la prospérite & de la puissance. L'un & l'autre cependant n'en dérivent indispensablement qu'autant que cette sorte de richesse fictive, qui provient de l'abondance des métaux, s'y établit & s'y multiplie. L'or perdant par son abondance sa qualité premiere de représentatif, uniquement pour se substituer par un desordre monstrueux à toute autre sorte de biens, & ne pouvant remplir les fonctions d'aucuns d'eux en particulier, ne peut à plus forte raison suffire à les remplacer tous.

Le respect, la considération, l'autorité, la prééminence, &c. sont des biens de tout temps très-précieux à l'opinion humaine, mais ces biens se distribuent graduellement sur la surface d'un Etat, en animent les ressorts, gagnent à se répandre, & perdent à s'amonceler. L'or, au contraire, une fois mis à la place de toutes ces choses, n'en donne qu'une fausse aparence, ne s'attirent que des hommages forcés, ne met ordre à rien, insinue même le desordre par-tout. Semblable d'ailleurs à l'argent-vif, dont les parcelles séparées n'ont aucun repos qu'elles ne soient rejointes au bloc, il racornit en substance

la masse entiere d'un Etat, & en obstrue tous les ressorts. D'autre part, il opere seul la disproportion ruineuse de fortunes, & donne la facilité de les grossir aux dépens du Public. Charlemagne, au milieu de ses conquêtes immenses, fit bien des grands Seigneurs d'autorité, de jurisdiction, &c. mais il n'en enrichit aucun, & en conséquence ne dépeupla point son Empire. Un colosse d'argent établi en Saxe l'eût plus sûrement dévastée, que ne firent les exécutions sanglantes & redoublées qu'il fit chez ces peuples rebelles, & toujours assez forts pour troubler le repos du Conquérant.

Cette idée sera dévelopée par le détail dans toute la seconde Partie de cet Ouvrage. Terminons celle-ci par quelques considérations sur les métaux & le travail.



CHAPITRE

CHAPITRE VIII.

Travail & Argent.

LEs partisans du luxe, & les amateurs du superflu, même en convenant avec moi que la trop grande inégalité des fortunes est un mal, me diront que la richesse d'un Etat, & l'abondance des métaux donnant plus de fantaisies aux riches, en portion du plus de facilités de les satisfaire, fait subsister aux dépens de l'opulence une infinité d'ouvriers & d'artisans ; que cet arrangement subdivise les grosses fortunes dans le fait, en les laissant subsister dans le droit, & qu'il oblige le riche à entretenir un grand nombre de pauvres, avec d'autant plus d'avantage pour l'Etat, qu'au lieu que selon ma méthode ces derniers étoient aux gages, & dans une dépendance directe du premier, ici l'assujettissement disparoît, & prend la forme d'un commerce relatif, & d'une communication de nécessités & de services.

Avant de répondre à cette objection, sur laquelle, ainsi que dans presque tou-

tes les disputes, il ne s'agit que de s'entendre; il est nécessaire de traiter certains points propres à fixer nos idées sur les différens degrés d'estimes, qu'il est de droit & de justice d'attacher à tous les travaux humains.

On ne sçauroit nier qu'après le premier travail, & l'unique qui serve à la production de la matiere premiere, ceux qui tendent à la mettre en œuvre, & ensuite à la perfectionner, ne soient très-précieux dans un Etat pour les nécessités & commodités du Citoyen, & que la prospérité relative ne soit toujours en proportion de ce que les arts, tant méchaniques que libéraux, fleurissent dans une société. Mais à cet égard, il est plus important qu'on ne sçauroit dire, de ne point confondre.

Si tout vient de la terre, l'homme qui s'aplique avec le plus de succès à en tirer les productions, est le premier homme de la société. Cela est effrayant à dire; mais le Roi, le Général d'armée, le Ministre ne sçauroient subsister sans l'agriculteur, & l'agriculteur subsisteroit sans eux.

En ce cas, me dira-t-on, vous boulevertez tout, & l'homme qui détache la pierre dans les carrieres aura le pas

sur les *Praxiteles* & les *Michel Ange*. Qui en doute, répondrois-je, sans crainte d'être accusé de barbarie? Ne nous falloit-il pas des pierres avant des statues? Mais je range sous la même classe ces deux especes d'hommes; & de même qu'à la base de la statue que j'érigerois, si j'étois le maître, au Philosophe de nos jours, qui consacre son loisir & ses études à la perfection de l'agriculture, je mettrois aux quatre coins la figure du laboureur, du jardinier, du pâtre & du vigneron le plus célébre de son temps, ainsi *Puget* auroit à ses pieds le tailleur de pierre, & les différents ouvriers qui donnent aux métaux la forme d'outils du Sculpteur. Eh! de quoi accompagneriez-vous un Poëte célébre? D'Etres fantastiques sans doute. Mais si cet homme avoit employé ses talens à chanter les Dieux & encourager les Héros, à perfectionner la langue de sa Nation, à la rendre célebre chez les Etrangers, leur donner le goût de l'aprendre, & conséquemment la facilité de se plaire au milieu d'elle, & de venir l'enrichir de son travail, ou de son superflu; un Poëte, dis-je, de cette espece, trouveroit au moins autant de considération chez un peuple fraternisé selon mes principes, que chez les

partisans du luxe & des plaisirs. Les premiers hommes étoient tous Agriculteurs, pasteurs, &c. Ils n'ont guéres divinisé que ceux qui leur avoient enseigné l'usage des dons de la nature, Cérès, Baccus, Triptoleme, &c. Voyez le cas que ces hommes faisoient des talens : *le divin Demodocus*, dit Homére.

Il est naturel, il est utile même que chacun estime ici-bas sa profession, plus même qu'elle ne vaut. Au fond, les touches d'un clavecin contribuent toutes également à l'harmonie, quoique l'une n'ait que de foibles sons, tandis que d'autres en ont de forts. Le Gouvernement est le maître qui touche l'instrument. Si la main est habile, tout concourt au jeu plein & merveilleux ; si au contraire elle est dure & vacillante, rien ne va, le clavier souffre, & l'instrument est bientôt discord.

Cependant de même qu'indépendamment de toutes dispositions naturelles, il est des principes d'harmonie sans lesquels on n'est jamais sûr de ne rien faire contre les regles de l'art, il est aussi des principes de Gouvernement simples, mais décisifs, ausquels il faut réduire toute la marche politique, sans quoi l'on ne va qu'au hazard, & dans le risque continuel de s'égarer. La base de ses principes est

de fixer d'abord le dégré d'eſtime qu'on doit à chaque profeſſion, & même à chacun des ſoins & des arts qui les partagent, & la conſéquence en doit être un ſyſtême & un plan ſuivi de conduite, qui attribue l'honneur & la conſidération à celles de ces profeſſions qui doivent être menées par ces nobles reſſorts, l'encouragement & la protection à celles qui ont des vues & des fonctions moins nobles, & qui évite ſur-tout & par-tout d'ôter à l'argent ſa qualité de moyen, pour lui attribuer follement celle de récompenſe.

Qu'on ſe rapelle ici la diviſion que j'ai faite entre la ſociabilité & la cupidité. Toutes les diſtinctions pécuniaires portent vers cette derniere, tous les aiguillons d'honneur & de conſidération nous en écartent, pour nous tourner vers la ſociabilité.

Pour fixer le dégré d'eſtime dû à chaque profeſſion, il eſt néceſſaire d'analyſer l'objet de ſes fonctions, & leur raport avec cette derniere vertu.

A bon droit les Miniſtres de la Religion ont-ils le premier rang dans une ſociété bien ordonnée. La Religion eſt ſans contredit le premier & le plus utile frein de l'humanité : c'eſt le premier reſ-

fort de la civilisation ; elle nous prêche, & nous rapelle sans celle la confraternité, adoucit notre cœur, éleve notre esprit, flatte & dirige notre imagination en étendant le champ des récompenses & des avantages dans un territoire sans bornes, & nous intéresse à la fortune d'autrui en ce genre, tandis que nous l'envions presque par-tout ailleurs.

Aprés les Ministres de la Religion, viennent de droit les Défenseurs de la Patrie. Dans les sociétés rétrecies aux lieux mêmes où la valeur militaire étoit un mérite de nécessité par le besoin de défendre ses propres foyers, cette vertu néanmoins fut toujours des plus estimées, parce qu'après la liberté, la sûreté est le premier des biens, & que l'institution du guerrier est de procurer l'un & l'autre à sa patrie. A plus forte raison, sitôt que dans une société formée & étendue, l'élite des hommes se dévoue volontairement & par honneur aux périls, & renonce à toute autre fonction dans l'Etat qu'à la gloire de le défendre, cette profession doit-elle être singuliérement estimée & flattée par des avantages de considération & de préeminence, qui excitent sa générosité, élevent son amour-propre, & la détournent de se baisser

vers les objets de la cupidité, que la force de sa constitution naturelle la mettroit à portée de ravir. Quelques nations jalouses de leur liberté, & regardant le militaire comme le satellite de l'opression, ont porté toutes leurs vues à le mépriser, à le tenir bas, & à déprimer ce genre de vertu. Il leur est arrivé de-là (& il doit leur arriver toujours) que la guerre leur est toujours fatale, & altere leur constitution. De deux choses l'une, ou elles sont mal servies par des mercenaires soudoyés, & de tout temps traités comme tels, ou ceux-ci prennent le dessus, & se vengent par une domination dure, & une révolution douloureuse, de l'abjection si contraire à leur nature, dans laquelle ils ont été tenus. Eh! quelle est après tout cette liberté, l'idole de tous les peuples turbulens depuis que le monde est monde? Si c'est la tranquillité publique, la modération particuliere, & l'empire des Loix, j'ai beau parcourir l'Histoire & les annales de l'Univers, je ne la trouve en tems ni lieu que chez les Suisses : mais je m'écarte, revenons.

Sans la Religion les assemblées d'hommes n'eussent jamais pris forme de société, sans la valeur de ses Défenseurs, la

société eût été aussi-tôt dispersée qu'établie ; sans les Loix, les passions & le ferment intérieur l'auroient détruite aussi promptement que les efforts extérieurs. Ceux qui sont préposés au maintien & à l'exécution des Loix, ont donc après les deux ordres ci-dessus, une prééminence fondée en droit & en raison indispensable. Viennent ensuite en foule, mais par dégrès, tous ceux qui composent & maintiennent la société, qui la vivifient, qui l'honorent par leurs talens, ou dont l'industrie multiplie à l'infini les biens de nécessité, les commodités, les agrémens de la vie, & sur-tout les moyens féconds de subsistance, en ce que cela seul multiplie les Sujets de l'Etat son unique richesse réelle.

On s'étonne quelquefois de l'inébranlable constitution & solidité de la Monarchie Françoise, qui est telle en effet, qu'ayant perpétué sa durée fort au delà, de l'âge naturel des Etats, à en juger du moins par le sort de tous les autres, elle a résisté aux chocs les plus violens, aux maladies les plus aiguës, & cela au point qu'elle semble renaître des efforts mêmes qu'on fait pour l'altérer. N'en cherchons point d'autre cause, que l'heureux raport du naturel & du tempérament

de ses habitans, avec les principes fondamentaux de l'Etat qui, par un effet de la solide politique de nos peres, se trouvoient dirigés dans l'ordre que j'établis ici.

En effet, les trois Corps qui composoient les véritables assemblées de la Nation, ne sont autre chose que le Clergé, le Militaire & la Magistrature, trois corps différens ayant chacun à part la voie délibérative, & qui réunis n'en formoient qu'un, ayant voie consultative auprès du Prince qui ne cessa jamais d'être l'ame de l'Etat, si ce n'est dans les tems d'anarchie. Qu'y a-t-il en effet de plus sensé & de plus conforme aux notions naturelles sur l'ordre politique, que cette forme mélangée, qui renferme tous les dégrès de force & de sagesse, dont les conseils des hommes peuvent être susceptibles ?

Vainement les ennemis du Clergé voudroient-ils prouver par des déclamations & des exemples, qu'il est hors de regle & dangereux, que les Ministres de la Religion aient aucune part aux affaires du Gouvernement. Ceux qui prétendent les réduire au spirituel absolu, sentent aussi bien que tous autres & mieux, que c'est précisément le reléguer dans les es-

paces imaginaires. Indépendamment de leurs droits à l'administration temporelle, comme possédans fiefs, jurisdictions & autres biens, guides naturels des mœurs, tout est de leur ressort en fait de consultation, & c'étoit toute la Jurisdiction attribuée à nos Etats en présence du Souverain.

Le Militaire ne paroît de sa nature propre au Conseil, que pour les affaires de son métier : l'expérience a cependant démontré que les meilleures têtes de cabinet sortent souvent de cette profession, soit que l'habitude des grands inconvéniens qui forcent l'esprit à imaginer les grandes ressources, lui donnent de l'étendue, soit que les motifs brillans, les fatigues outrées, soient propres à donner à l'ame le plein-jeu de ses organes, soit aussi que la gravité militaire, la plus naturelle & la plus imposante de toutes, asservisse son propre représentant, & l'enchaîne des liens de la vraie prudence, qui n'est autre chose que la force tempérée. Mais indépendamment de cet avantage de fait, quand le Militaire ne seroit dans les Conseils, que ce qu'est l'assaisonnement dans les ragoûts, il n'y seroit pas moins nécessaire.

Depuis qu'on perd de vue les vrais

principes, on diroit que le tiers Etat en étoit la partie abjecte ; & je ne doute pas qu'en lisant ceci, Messieurs les Magistrats n'aient regardé comme un blasphême le rang que je leur assignois, parmi cet ordre respectable. Toute société où la prééminence mene à sa suite l'envie, & où la déférence marche à côté du mépris, court rapidement vers sa ruine totale. Mais c'est moins ici qu'en aucun autre pays ; & nos préjugés sur l'ancienne forme de notre Gouvernement, sont à mille lieues de la vérité. La Nation, vous dit-on, ne fut d'abord composée que des Conquérans, tout le reste étoit serf ; le respect & leur superstitieuse ignorance admirent le Clergé à leurs assemblées, & lui donnerent le premier pas ; le Clergé jaloux de la Noblesse, donna les exemples des affranchissemens, & en fit peu après un point de Religion ; les Villes se formérent, obtinrent des privileges, & parvinrent enfin, à force d'empiéter sur les Seigneurs, à faire admettre leurs députés dans les assemblées génerales de la Nation ; mais toujours comme soumis & marqués encore du sceau primordial de la servitude. Sans nier les faits sur lesquels assez d'autres ont disputé, & disputeront sans moi, je

les mets tous d'accord dans ce Traité, c'eſt l'ouvrage d'un homme qui ſe range avec un mouvement de reſpect intérieur, devant le porteur d'eau dans la rue, parce que ce pauvre homme eſt chargé, qui ne ſçut jamais ſe déplacer devant un fat par un ſentiment de ſupériorité, ni s'enorgueillir à côté d'un mendiant, dont l'odeur infecte, & les haillons lui reprochent une fraternité méconnue: cet homme parle pour l'humanité & la vérité, il lui ſiéroit également mal d'appuyer & de combattre les ſupoſitions & les annales de la vanité. Je dis donc que les détails de la Police intérieure du camp des anciens Francs, nous importent auſſi peu, relativement à mon ſujet actuel, que ceux de l'armée de Totila; & je ne regarde la Monarchie comme établie, & prenant forme d'Etat, que du moment où les aſſemblées de la Nation reçurent leur plénitude par l'adjonction des repréſentans des Villes & des Communes.

Mais en quoi l'on ſe tromperoit lourdement, ce ſeroit d'imaginer que jamais ces députés aient paru dans nos aſſemblées, comme des Sujets qui viennent implorer la clémence, & reclamer leurs droits à l'humanité de leurs maîtres. Ils y furent reçus comme inférieurs en di-

gnités & en prérogatives, comme égaux en substance ; & le tiers-Etat, qui dans sa dénomination ne signifie que troisieme Etat, ne voyoit d'autre distance entre la Noblesse & lui, que celle qu'on admettoit déjà entre le Clergé & la Noblesse, *premiers entre pairs*. La même liberté se trouvoit dans les délibérations, le même concours dans les suffrages, avec une prééminence marquée à la vérité de dignité & de considération pour les deux premiers Ordres, mais peu ou point de différence de pouvoir & d'autorité.

Daprès cette allégation qui git en faits, il est aisé de concevoir que ce ne put être cette foule d'hommes affaissés sous le poids de la nécessité, & ce qu'on appelle la lie du peuple, que nos fiers aïeux consentirent à admettre au partage de la plus noble & de la plus essentielle de leurs fonctions, & que nos Rois reçurent dans leurs Conseils. Quelle que pût être la forme de la Magistrature des Villes, la nécessité des préposés au maintien des Loix & Ordonnances, tant de Justice que de Police, est la premiere qui se fait sentir à toute société. Il falloit des Magistrats aux Villes en naissant, c'est-à-dire, en sortant de la tyrannie, & ce furent ces Magistrats qui en devin-

rent, les représentans naturels dans les assemblées de la Nation.

A mesure que l'autorité du Prince, & l'ordre actuel, se sont établis, l'épée a perdu du tranchant qui pouvoit couper le fourreau, & la Magistrature a étendu son pouvoir, & plus encore l'exercice de ses droits naturels. Mais seroit-il juste d'une part, de la regarder comme étant d'un ordre assujetti dans les temps où ne formant nulle prétention pour siéger au dessus du tiers-Etat; elle avoit néanmoins dans son corps des sujets sortis des meilleures Maisons de la Noblesse, & de l'autre, de vouloir l'en tirer aujourd'hui que la vénalité des Charges en a chassé presque toutes les anciennes souches.

Disons mieux, il n'y a qu'un Maître dans l'Etat. Il y a ensuite trois Ordres consultans, le Clergé, le Militaire, & la Magistrature; tout le reste obéit & travaille. Ce dernier Ordre étoit nécessaire pour former la plénitude du Conseil: conservateur fidele des Loix, des fermes, des anciens usages, il borne l'ambition du Clergé sujette à vouloir établir le plus dangereux des prestiges; il émousse le tranchant du Militaire, dont le vice tourne vers l'opression; il opose le dé-

dale des formalités, & l'utile tableau des conséquences aux entreprises des uns, à la violence des autres, & reçoit d'eux l'élevation dans les vues, & la célérité dans les décisions qui lui manquent.

Quoique cet ancien ordre de Conseils soit maintenant suspendu, que le Militaire, ou si l'on veut la Noblesse, qui n'étoit autre chose dans son institution, n'ait plus aucune sorte de Jurisdiction ni de prérogative réelle dans l'Etat, cependant le goût de la Nation détermine l'opinion générale, maîtresse absolue des mœurs & usages, vers cette dégradation d'estime si conforme aux regles naturelles d'une bonne constitution. Le Militaire a dans l'opinion publique & particuliere le pas sur les autres Etats ausquels est démeurée avec une Jurisdiction réelle, la portion de considération qui en est inséparable. Ainsi le naturel & l'inclination des peuples étaie le bâtiment & le préserve des accidens dont le menace la vétusté des fondemens ; & c'est-là la vraie fontaine de Jouvence, qui régénere le corps politique, & le maintiendra dans sa vigueur, jusqu'à ce que notre tempérament ait été détruit par l'amour de l'or, seul poison qui morde sur tout.

Après ces Ordres primitifs d'un Etat; distincts & séparés par le genre de leurs fonctions, & qui sont de l'essence absolue, & de la constitution du bâtiment politique, il faut ensuite le décorer, le rendre logeable, commode, agréable, & brillant. Les sciences, les beaux arts, les arts libéraux & méchaniques n'ont ou ne doivent avoir d'autre objet que celui-là, & méritent estime & considération en proportion de ce qu'il faut de talens privilégiés, pour réussir, de ce que ceux qui les cultivent ont mis de travail pour les faire valoir, mais sur-tout de ce que leur travail est plus ou moins dirigé vers la sociabilité, c'est-à-dire, vers l'utilité publique.

J'ai déjà traité de l'agriculture; on lui feroit tort de la confondre avec les autres arts, de quelqu'ordre qu'ils puissent être. Celui-ci, selon notre foi, est d'institution divine; il est visiblement à notre existence ce qu'y est la respiration Il honore, il intéresse, il amuse le Général d'armée, le Magistrat & le Ministre comme le dernier Citoyen. Il vivifie, il anime en nous le respect pour le culte adressé à l'Etre, dont la main bienfaisante multiplie les fruits de ses travaux, l'amour & l'admiration pour le guerrier,

qui

qui se dévoue à sa défense, l'attachement & la reconnoissance pour les Interpretes des Loix, qui lui assurent une possession tranquille : l'agriculture, en un mot, est l'art universel de l'innocence & de la vertu, l'art de tous les hommes & de tous les rangs.

Je parlerai ailleurs du commerce, & ferai voir que ce n'est point un état à part, qu'il est uniquement le frere de l'agriculture. C'est l'honorer beaucoup, mais tout est frere dans mes principes : revenons en bref sur les autres arts que j'ai établis tout-à-l'heure les décorateurs d'un Etat.

Les sciences sont la pâture de l'ame & l'exercice de l'esprit ; par elles l'homme gravit péniblement vers le faîte de gloire & de lumieres, dont il fut autrefois précipité dans la personne de son premier pere. Il est deux routes qui paroissent y tendre également. L'une est celle de l'orgueil qui nous à perdus, & qui égare tous les jours ceux qui la suivent : l'autre est celle de travail & de la soumission qui nous est permise & recommandée. Les vrais Sçavans suivent cette route ; ce sont de tous les hommes privés ceux qui exigent le moins, & qui méritent le plus.

[illegible]

[illegible] Citoyens, [illegible] à les [illegible]

[illegible] méchaniques [illegible] comme nous les considérons [illegible] liés à tout le reste, [illegible] impossible [illegible] est vrai de dire, [illegible] C'est la chaîne & [illegible] qui lie tout, [illegible] rien. [illegible] protégés, [illegible] distingués, [illegible] honorés.

[illegible] laisser égarer par le penchant [illegible] de l'homme pour le merveilleux : [illegible] point dédaigner des arts en tout genre, [illegible] la recherche [illegible] estimons les arts [illegible] de leur utilité [illegible] leur propres [illegible] mercenaire [illegible] & de la [illegible] au secours de [illegible] humains les mettre toujours [illegible] & leur [illegible] leur [illegible] honneurs & de récompenses.

Après ce tarif raccourci des différens emplois qui partagent la société, il est temps de répondre à l'objection qui commence ce Chapitre, & d'examiner si les démembremens des grosses fortunes, occasionnées par les fantaisies des richesses & l'abondance des métaux, vont au profit de la société, comme le seroit la subdivision des fortunes que ces mêmes métaux ont seuls amoncelés.

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si les Nations où la richesse privée est le plus en vogue, sont celles où l'on conserve le plus de respect pour la Religion, de considération pour le Militaire, d'attachement pour la Magistrature & les Loix; où les Sçavans sont plus recherchés que les hommes à talens frivoles; où les travaux des arts portent l'empreinte du noble & du grand. Toutes ces choses seront traitées ailleurs. Voyons seulement dans les arts méchaniques, qui sont en général ceux qui font vivre le peuple, si ce sont les plus utiles & les plus solides qui reçoivent le tribut destiné à mipartir la fortune du colosse d'or en question.

Il est impossible, on le sent par le raisonnement, on le voit par l'expérience, que ce soit dans les premiers Ordres de

l'Etat, que s'accumulent & se conservent les grosses fortunes dont nous venons de parler ; en conséquence, le faste Polonois, qui consiste à faire vivre un grand nombre d'Officiers & de Domestiques, &c. est prohibé au propriétaire. D'ailleurs, vous venez de condamner ce genre de dépense, comme chargeant le pauvre des liens d'une dépendance trop directe envers le riche. Quant à moi, je ne sçache pas avoir encore recommandé cela : j'ai dit seulement qu'il seroit à souhaiter que les grands Seigneurs consommassent à l'entretien de la pauvre Noblesse, ce qu'ils dépensent à fournir un odieux superflu à des valets, & en d'autres déprédations de desordre & de luxe, & j'ai fort-tout montré l'avantage de la subdivision des fortunes. Mais en effet, le genre de faste ci-dessus est interdit aux riches de métaux. Quel usage peuvent-ils donc faire des revenus qui leur sont attribués ? j'en excepte ceux qui en servent le Commerce & l'Etat aux besoin, & c'est de leurs enfans dont je parle ; ils ne sçauroient dîner deux fois, comme disent les bonnes gens : les nécessités de l'opulence, les superfluités mêmes de la décence ont des bornes très-rétrecies en proportion de la fortune. A qui donc

en attribuer l'excédent ? Aux fantaisies ? Vous l'avez dit ; fantaisie, pagode hideuse de sa nature, & contrefaite ; mais qui sera monstrueuse & détestable tant qu'il y aura d'autres hommes pressés de la nécessité, que dis-je, accablés sous le poids de la plus affreuse misere.

Mais enfin, feront-elles vivre les Ouvriers du genre le plus utile & le plus pénible ? Une voiture coûtera seize mille francs de vernis, une boëte mille écus de façon, & l'on en changera souvent ; je demande si c'est-là protéger les arts méchaniques dans la progression que nous avons établie ci-dessus ?

J'entens d'ici la foule d'objections qui me seront faites sur la nécessité d'encourager les arts du superflu, pour accoutumer les étrangers à venir soudoyer notre luxe, entretenir nos ouvriers, &c. Ce n'est pas encore ici le lieu d'entamer & d'apronfondir ces questions. J'espere qu'on verra, dans la suite de cet Ouvrage, que je n'aurai rien omis de mauvaise foi ; toutes mes erreurs apartiendront à mon ignorance, & au peu de justesse de mes vues. Revenons aux principes généraux.

Le Moyen premier & indispensable de subsistance est l'agriculture qui nous donne la matiere premiere. Le moyen second

est le travail ; & de même que la direction du premier moyen doit être déterminée vers la multiplication de la production ; celle du second le doit être vers l'accroissement du travail.

Nous avons en ce genre éprouvé une sorte de détriment qui pourroit encore s'accroître par le relâchement des mœurs.

On se plaint que le prix de toutes sortes d'ouvrages augmente journellement à Paris, & de façon qu'il est aujourd'hui presqu'impossible d'atteindre à cet espèce de nécessaire usuel & abusif, qu'on accroît cependant chaque jour. Il est certain qu'une des causes de cet augmentation est le regorgement des métaux qui arrivent sans cesse en Europe des mines du Pérou & du Potose, de sorte que si le commerce dévorant des Indes d'une part, & de l'autre l'abondance de meubles & bijoux de ces sortes de métaux qui se répandent & se multiplient à l'infini dans la société, n'en absorboient une partie, l'or & l'argent deviendroient si communs, qu'il faudroit chercher une autre sorte de représentatif du troc dans le commerce.

Une autre cause physique encore de ce dérangement, c'est la diminution ou moindre quantité des matieres premieres ;

la terre d'une part cultivée en produit moins, & de l'autre la consommation considérablement augmentée, au moins en proportion du nombre d'individus, en demande d'avantage, ce qui nécessairement en fait hausser le prix.

Mais une troisieme cause certaine, & qui est la seule dont je veux traiter ici, c'est la diminution proportionnelle au travail de chaque individu.

Il est certain que le goût des fortunes est venu de proche en proche à tout le monde, attendu qu'il n'est porteur d'eau dans la Ville, ni maraîcher sur les chemins, qui n'ait au moins un cousin germain ayant Suisse à sa porte. Rapine, bonheur, industrie, trois fantômes réalisés, offrent à chacun, selon son caractere, des chemins ouverts par lesquels plusieurs arrivent, d'autres s'abyment en chemin, sans jamais se croire noyés, & tous enfin s'accoutument à vivre d'espérance, & sortent des voies de modération & d'équité relatives à leur profession. La principale de ces voies, & celle de toutes qu'on a le plus perdu de vue, c'est l'économie & la sobriété. Le défaut d'économie jette dans un accroissement de dépense, que le surtaux des marchandises & ouvrages peut seul acquiter; car il n'est aucun en-

trepreneur qui ne préleve toujours son entretien & celui de sa famille sur son travail, avant de compter son profit. C'est chose juste dans son principe; mais si-tôt que cet entretien devient arbitraire & proportionné à la fantaisie & à la vanité, c'est une friponnerie manifeste.

Remarquez cependant que dans les derniers rangs, comme dans les premiers, ce qui eût été folie autrefois devient usage & presque nécessité aujourd'hui. Chez les gens de qualité il faut voiture pour Monsieur, & carrosse pour Madame, voiture de campagne, chevaux de chaise, désobligant, &c. C'est devoir d'état que de vivre ainsi aux dépens de qui il apartient. Qui voudroit rentrer en soi-même, & se considérer isolé de l'apui des usages, auroit bien de la peine à se faire une fausse conscience assez endurcie pour n'avoir aucuns remords sur les déprédations qu'on justifie comme dépenses nécessaires pour vivre avec décence, & selon son état. Je tremble encore en regardant le portrait de mon pere, il reconnoissoit la même supériorité dans le sien, & celui-ci dans son bisaïeul. Je n'entens pas par-là les transes du respect filial, mais uniquement l'effet d'une supériorité de [illegible] nent & de dignité, dont les

les mœurs d'aujourd'hui ont absolument dégénéré. Je conclus en conséquence que si mon trisaïeul reparoissoit dans sa maison, je me trouverois bien petit devant lui. Cependant il est du devoir de mon état de vivre à cent lieues de mon gazon, & dans une Ville qu'il regardoit comme les Antipodes, d'avoir nombre de laquais fainéans & mangeurs, au lieu de quelque palefrenier hérissé qui lui suffisoit, d'un Page fréquemment sans culotte, quoique son cousin, (car il faut bien que, comme dit Montagne, chacun ait le sien) d'une Demoiselle laborieuse, & de quelques petits garçons apelés *Bamboches* pour sa femme. Soit : chacun à son état, & doit se conformer aux mœurs de son temps, c'est bien dit ; mais il s'ensuit que ce Marchand qui dort aujourd'hui la grasse matinée, & se fait remplacer dans sa boutique par un garçon de surcroît chérement loué, dont la femme porte couleurs, rubans, dentelles & diamans, au lieu du noir tout uni, qu'elle ne mettoit encore qu'aux bons jours ; qui brûle de la bougie (quoique feu Madame la Duchesse de Bourgogne avouoit n'en avoir vu dans son apartement, que depuis qu'elle étoit en France,) qui prend le caffé, & fait jour-

nellement sa partie de quadrille : il s'ensuit, dis-je, que ce Marchand, obligé, pour vivre selon son état, de fournir toutes ces choses à sa très-digne moitié, & de son côté de figurer comme les autres, (car c'est le mot,) peut en conscience prélever cette dépense sur ses fournitures. Il faut encore qu'il gagne de quoi faire, à ses enfans élevés dans ce train-là, un établissement à-peu-près pareil à sa propre fortune : on sent à quel taux tout cela porte le prix de la main d'œuvre. Même calcul pour l'Artisan même, qui est pis pour le Fabriquant ; ce qui porte le prix de nos ouvrages & marchandises à un taux, que les étrangers, obligés de payer argent comptant, trouvent encore plus rude que les Citoyens, qui laissent le tout à payer à leurs enfans ; abus qui petit-à-petit oblige les Danois mêmes à se faire des manufactures, & à se passer de nous.

Si le mépris & l'oubli de toute économie ouvrent la porte à mille inconvéniens, dont je ne fais qu'ébaucher quelques-uns, un des plus considerables est le défaut de sobriété. On n'en connoît plus dans cette Ville bruyante, où le *sui profusus, alieni appetens*, est devenu la devise de tout le monde, du plus

grand au plus petit. Outre que la consommation intérieure a sextuplé par-tout, la partie du peuple destinée au travail dépense tout son gain en parties, courses & guinguettes. Chaque Bourgeois commerçant, Artisan même un peu aisé, a sa maison de campagne, où tout va par écuelles, comme l'on dit. Les Ouvriers du premier ordre, comme Joualliers, Orfevres, & autres, font les Dimanches & Fêtes des dépenses en collations, où les vins muscats, étrangers, &c. ne sont pas épargnés. Les femmes & filles de ce genre de société, y assistent & donnent le ton, tout s'y consomme ; & si quelque jeune Ouvrier plus sensé veut éviter ces sortes de dépenses, la coutume contraire a tellement prévalu, qu'il se verroit isolé & frapé d'une sorte d'excommunication parmi les gens de sa profession. Le bas Artisan court à la guinguette, sorte de débauche protégée, dit-on, en faveur des Aydes. Tout cela revient yvre, & incapable de servir le lendemain. Les maîtres sçavent bien ce que c'est, pour leurs garçons, que le Samedi court jour, & le Lundi lendemain de débauche ; le Mardi ne vaut pas encore grand chose ; & s'il se trouve quelque Fête dans la huitaine, ils ne voient pas leurs garçons de toute la semaine.

Je ne prétends pas examiner & noter ici les inconvéniens de cet accroissement de consommation inutile & nuisible, relativement aux principes établis dans les Chapitres précédens, mais seulement dans l'objet de la diminution du travail qui en provient. La mollesse dans les aisés, la paresse pour les pauvres, est la suite nécessaire de l'intempérance ; cette suite, nous y sommes, & nous marchons de notre mieux au progrès.

Les Ecoles les plus rigides de Paris, les Colleges les plus sains de cette célébre & sévere Université, donnent par jour trois heures de moins de travail à leurs Ecoliers, qu'ils ne faisoient il y a quarante ans, & par semaine un jour de plus de congé. A l'Académie, on montoit autrefois de regle quatre chevaux chaque matin, & quatre reprises sur chaque cheval; on n'en monte aujourd'hui que trois, à trois reprises chacun ; il n'y avoit de jours de congé que le Mercredi & le Dimanche ; on y a ajouté le Samedi. Calculez, & vous verrez qu'un an d'Académie alors en valoit deux d'aujourd'hui. Ce ne sont-là que de menues branches d'un relâchement qui est devenu général, & à tous égards ; mais il n'est question ici que du travail.

De vieux Bourgeois de Paris m'ont dit autrefois, que si de leur temps un Ouvrier n'eût pas travaillé deux heures à la lumiere, soit le matin, soit le soir, dans les plus longs jours, il auroit été noté comme un paresseux, & n'eût pas trouvé à s'établir. Ce fut le 12 de Mai 1588. qu'Henri III fit occuper divers postes dans Paris par ses Troupes. Les Habitans, dit Davila, avertis par le bruit des tambours, commencérent à fermer leurs portes & leurs boutiques qui, selon l'usage de cette Ville de travailler avant le jour, étoient déjà ouvertes: *Commincio à Radunarsi s'errando le porte delle case, è chiudendo le porte delle botteghe, che conforme all'uso della citta di lavorare innanzi il giorno, gia s'erano comminciate ad aprire.*

Il dit positivement en ce même endroit, que toute cette émeute s'étoit faite avant le jour. Or, il est jour à trois heures au mois de Mai. En 1750 je traversai à pareil jour tout Paris à six heures sonnantes à la Sorbonne, je traversai, dis-je, depuis les Chartreux, jusqu'au bout du fauxbourg Saint Martin, partie marchande & populeuse de la Ville, & je n'y vis d'ouverts que quelques échopes de vendeurs d'eau-de-vie. Voilà les faits.

Considérons-nous maintenant relative-

ment à nous-mêmes, & voyons ce que nous avons perdu de notre propre fonds. Un Ouvrier qui travaille six heures de plus dans une journée, & qui consomme la moitié moins, en vaut trois; & s'il est vrai que *plus il y a de travail dans un Etat, plus l'Etat est sensé riche naturellement*, nous avons à cet égard perdu les deux tiers de notre richesse intérieure. Il est possible qu'il y ait plus d'ouvrages faits aujourd'hui, attendu la multiplicité d'arts & de manufactures nouvelles établies depuis cent ans; mais il n'en est pas moins certain que, si nos Ouvriers actuels étoient aussi laborieux qu'autrefois, ils consommeroient moins en superfluités, & feroient plus d'ouvrages, au moyen de quoi ces ouvrages feroient à un prix plus bas & plus commerçable.

Les maux les plus difficiles à réparer, sont ceux qui proviennent de l'affaissement des mœurs. L'homme réputé alors le plus paresseux, s'il reparoissoit aujourd'hui en conservant les usages de son temps, feroit le plus vigilant d'entre nous. *Dormant à la Françoise jusqu'à huit heures*, dit Sully en parlant de la garnison d'Amiens, qui se laissa surprendre: dormir alors jusqu'à huit heures du matin, étoit une lâcheté pour un homme du

monde. Se lever à cette heure là, est presque une singularité de nos jours. Qui de nous, voyant un Artisan misérable, ainsi que sa famille., penseroit que c'est sa faute de ne pas commencer son travail dès les quatre heures du matin ? Les vices & les vertus sont de proportion, comme toute autre chose. Les Loix ne peuvent rien sur la portion des mœurs qui tourne vers l'inexistence. Où donc est le remede ? L'exemple & l'encouragement.

Peut-être, me direz-vous, qu'en attendant que j'aie fait recevoir ma nouvelle peuplade, je traite assez mal celle qui m'environne. Prenez-y garde, une telle imputation seroit odieuse & mal fondée. Je peins nos mœurs, mœurs dont tout le monde fait gloire. Mon plan est toujours de ne rien forcer, de ne rien détruire : je prêche au contraire d'édifier. *Chérissez, animez l'agriculture*, bientôt le travail deviendra en honneur; l'économie & la sobriété sont ses compagnes. Ces vertus tiennent l'esprit tranquille, & le corps sain. L'activité & la tempérance des mœurs champêtres passeront à la Ville avec les nombreuses colonies que les campagnes y enverront, à la différence, qu'il faudroit peut-être d'autre topiques, qui ne sont pas

mon ſujet, pour établir les mœurs à la Ville, ſéjour corrupteur, au lieu qu'à la campagne paix & protection, & tout eſt dit; c'eſt le Code entier de vos Loix ſomptuaires.

Le retour à l'agriculture porté dans cette exclamation, au moment où nous ſommes les plus enfoncés dans les détails du travail, paroîtra étranger à la queſtion; mais je tiens que le plus puiſſant remede des mœurs, eſt de remettre en honneur cette profeſſion maternelle, nourriciere & vertueuſe, & d'en donner le goût généralement à tous les Citoyens. La ſimplicité naît de l'aiſance de la campagne, & l'économie eſt une ſuite de la douce peine qu'on eut à en recueillir les biens; la vue de l'énorme quantité de bled, qui entre dans une belle tabatiere, dégoûteroit le plus hardi diſſipateur.

Revenons au travail. La Réforme ſe vante d'en avoir accru la ſomme dans les Etats qui l'ont embraſſée, par la ſupreſſion des Fêtes. Je crois, par les raiſons de calcul déduites ci-deſſus, que c'eſt autant de gagné, ſur tout en certains temps précieux pour les travaux & récoltes de la campagne; auſſi en ſuprime-t-on beaucoup [illegible] culte Catholique. Mais

qu'on se souvienne toujours, qu'une Fête suprimée n'est jamais que neuf heures ajoutées dans l'an, tout au plus; au lieu qu'une heure de sommeil en compose trois cens soixante-cinq. Il ne faut pas croire d'ailleurs, que toutes les Fêtes fussent en pure perte; l'homme prend du délassement, & il lui est si nécessaire, que Dieu ordonna dans l'institution premiere un jour de repos en sept. Ce jour redonne des forces à l'homme courbé sous le poids du travail hebdomadaire. Cet intervalle de relâche lui donne le temps de la réflexion si nécessaire à tout; & qu'un travail méchanique affaisse à la longue sans ressource.

Outre le repos, il nous faut encore de la joie & des raports d'union & de société: examinez nos Fêtes dans leur institution, & en y joignant ce que l'antique simplicité y avoit ajouté d'usages & de pratiques habituelles, vous verrez que tout y concourt à ces deux objets vraiment politiques.

Les vues de l'Eglise sont toutes spirituelles dans le culte qu'elle nous prescrit; mais elle a sçu condescendre aux ménagemens que l'union de l'ame avec la machine nous rend nécessaires, & a permis que l'ordre & les usages civils y in-

troduisent une variété & un action propres à nous intéresser. Cette déférence a même influé sur ses propres cérémonies ; à la réserve d'une demi-semaine dans l'année toute consacrée à la priere & au recueillement, & dont les pratiques ne sont pas même d'obligation pour les gens de travail ; tout le reste a pour objet des occasions de joie & d'alégresse. Les Fêtes de Noël, des Rois, de Pâques, de la Pentecôte, toutes les grandes Fêtes, en un mot, sont de cette espece.

Examinons ensuite ce que la coutume de nos peres avoit ajouté d'usages particuliers à ces solemnités. A Noël, la famille rassemblée, la souche de la veillée, & le brasier qui l'entouroit servant à cuire les marrons pour le vin blanc, ensuite le réveillon, &c. Aux Rois, la féve, les cris, & *le Roi boit*. A Pâques, les œufs qu'anciennement le pere de famille distribuoit à toute sa maison, jusqu'au moindre domestique, faisoient une sorte de communion profane ; précieux usages : je suis tenté quelquefois de descendre à la table de mes gens, de couper leur pain, de boire en même tasse, pour me rapeler que nous sommes tous d'ur[illegible]ouche, que je dois les confi[illegible] l[illegible]raindre à m'aimer.

Cette méthode réussiroit mal aujourd'hui, les valets sont aussi insensibles, aussi méprisans que leurs maîtres; mais c'est tant-pis. A Pâques donc, les œufs, le jambon, &c. A la Pentecôte, les premiers fruits; la S. Hubert, la S. Martin, toutes ces Fêtes sont dans l'année, sauf respect, ce qu'est l'avoine à midi dans la journée du cheval.

Ces sortes d'assemblées d'ailleurs, ces révolutions à temps marqué, unissent la société, & y établissent les raports & la confiance; bien différentes en cela de l'intempérance journaliere, dont j'ai parlé ci-dessus, qui bientôt entraîne la satiété, le désordre & la paresse, celles-là réveillent, font oublier les peines passées & futures, réunissent la jeunesse, mais sous les yeux paternels; font naître les unions de convenance, les propositions de mariage, rapelent les souvenirs d'antique fraternité & parenté.

Bien à propos les hommes avoient-ils inventé les cérémonies bruyantes, & autres agencemens futiles & passagers d'une vie très-passagere, mais qui nous paroîtroit peut être trop longue encore, si nous la regardions sous son vrai point de vue. L'homme ne naît que pour travailler, pondre, souffrir & mourir. Nous avons

orné ce tronc informe & cadavreux de feuillages empruntés, mais sans cesse renouvellés, & qui jouent à des jeux enclins à se tromper eux-mêmes, la verdure naturelle & durable. Les baptêmes, la robe virile, les noces, jusqu'aux funérailles mêmes, tout a pris par les soins des Législateurs, hommes réfléchissans, un air de décoration, & cette perspective variée & trompeuse nous cache le mur. Tout donc ce qui peut être un remede contre l'accablement, est un aiguillon au travail; nous l'avons dit ci-dessus. Tout aussi ce qui réunit la société, & nous fait sentir la nécessité & l'utilité des raports que nous avons les uns aux autres, est un nouvel encouragement.

Les cailloux dans les rivieres deviennent ronds & polis par le frottement, les hommes se civilisent par la société; c'est un axiome que je n'ai pas inventé. Les Fêtes votives, processions, pélerinages du canton en un lieu dont on fête le Saint, & qui se tient prêt à donner la revanche à ses voisins, ont été encouragés par d'habiles Princes, comme Charles Quint en Flandres, en Artois & autres. Je veux qu'il ait pu y avoir de l'abus à ces sortes de choses dans des temps grossiers, & où l'on prenoit tout à la

lettre ; mais aujourd'hui ne tombons-nous pas dans le défaut contraire ?

On eſt tout étonné, quand il y a des illuminations dans Paris, de ne voir que des promeneurs dans les rues, & autour des fontaines de vin, cinq ou ſix malheureux porteurs d'eau, yvres, & rien de plus. Quelques gens à refrein diſent : *C'eſt la miſere* qui attriſte le Peuple. Paſſe pour la campagne ; mais à Paris le Peuple n'eſt miſérable que volontairement, tout y trouve à travailler & à gagner beaucoup ; mais c'eſt que tout le monde eſt devenu *Monſieur*. Il me vient le Dimanche un homme en habit de droguet de ſoie noire, & en perruque bien poudrée ; & tandis que je me confonds en complimens, il s'annonce pour le premier garçon de mon Maréchal, ou de mon Bourrelier ; un tel Seigneur ira-t-il s'encanailler à danſer dans les rues ?

Il eſt certain que ce peuple-là eſt bien plus commode pour la Police. Cependant au fond la guinguette va ſon train, guinguette ſi ruineuſe, comme je l'ai dit, pour l'Ouvrier, ſi pénible à l'Artiſan en chef, qui ne peut jouir de ſes garçons, ſi pernicieuſe même pour le lendemain ; car on ne ſçauroit croire combien de garçons Maçons, Charpentiers,

& Couvreurs périssent le Lundi, en voulant s'exposer, la tête encore chargée de vin. J'en ai une fois rencontré trois en un même jour de Lundi sur la civiere, en différens quartiers de Paris ; & quand, dans un bâtiment considérable, on ne perd que dix ou douze hommes de la sorte, ce n'est pas trop. Mais je veux enfin que tout ce peuple soit réellement Philosophe, tampis si d'ailleurs il consomme davantage, s'il est plus languissant, s'il travaille moins. Or, ces trois *si*, ne sont plus en question.

En voilà assez, & plus qu'il n'en faut, pour prouver que les Fêtes ne nuisent au travail, qu'autant que la tournure des mœurs, de simple devient composée. Si nous pouvions aller sans cesse comme des machines, il faudroit au pouce & à la ligne calculer le temps, & n'en pas perdre la minute ; mais il n'en est pas ainsi, & quelque haut que ce ressort fut monté, peut-être y perdrions-nous : car si d'une part la nature demande du relâche, de l'autre l'imagination & ses ressources nous font quelquefois doubler le pas, de façon que nos succès ne sont en nulle proportion avec nos forces. Les chevaux en ont plus que nous. Montluc, célebre meneur d'hommes & de chevaux,

assure qu'il a souvent vu le bout de sa monture, & qu'alors il n'y a plus que soin & repos pour la faire aller ; qu'au contraire il a souvent vu des hommes las, recrus & mourans de lassitude au bout de vingt-quatre heures de traite, sans subsistance, se réveiller sur une espérance de gloire ou de butin, & doubler la dose de fatigue, comme s'ils eussent été frais. Encourageons donc le travail, & nos hommes auront quatre bras ; c'est le seul & unique secret, car tout est jour de Fête pour un paresseux.

Après ces incursions sur les détails du travail, reprenons le sommaire de ceux de mes principes, que j'ai établis jusqu'ici sur la qualité distinctive des métaux. Si vous leur permettez de s'établir comme richesse, vous errez dans le principe, vous périrez par les conséquences ; si vous les regardez au contraire comme agent, dont le ministere est nécessaire, & dont la masse doit être en proportion de la quantité de matieres dont il doit accélérer la production en aidant à les débiter, vous êtes dans le vrai. Le sang qui circule dans les veines, est le principe de la nutrition universelle ; mais s'il surabonde & forme dépôt, il entraîne la corruption & la mort.

Détournez donc la vue des lieux où l'on recherche les mines & la poudre d'or; laissez aux aveugles le soin de s'ensevelir dans les entrailles de la terre, c'est sa surface qu'il faut couvrir & vivifier.

Les richesses se trouvent par-tout où il y a des hommes. A la réserve de quelques foibles mines d'argent, & de plusieurs mines de fer, l'ancienne Gaule n'avoit que peu ou point de métaux. Environnée de toutes parts, ou de barbares comme elle, ou des Romains qui, toujours frapés du souvenir des anciennes invasions des Gaulois, auroient voulu que les barrieres qui les séparoient, fussent à jamais impénétrables, elle n'avoit pareillement aucun commerce, si l'on en excepte le plomb & l'étaim de la Bétique, que les Nations commerçantes tiroient par les ports de la Méditerranée, & qui conséquemment devoient être entrés dans la Gaule par ses ports sur l'Océan. Cependant lorsque César en fit la conquête, il en tira assez d'or pour corrompre sa patrie avant de l'avoir soumise, & pour acheter tant de partisans dans Rome, déja enrichie de tous les trésors de l'Afrique, de la Macédoine, & sur-tout de l'opulente Asie. César, quoique l'homme son temps le moins scrupuleux sur

les

les moyens, ne nous a pas été transmis comme concussionnaire : il le fut réellement, si l'on considere les choses avec les vues de justice & d'humanité, qui nous sont familieres aujourd'hui ; mais par comparaison avec l'usage reçu par ses contemporains & par tous les Grands de cette insatiable République, il peut à cet égard passer presque pour modéré ; les Gaules lui furent toujours fidelement attachées dans les différentes vicissitudes de sa rapide fortune, ce qui prouve qu'il n'en avoit pas tyrannisé les peuples ; en un mot, on ne voit point de traces de ses rapines dans les Gaules, & Cassius son meurtrier, quoique parvenu jusqu'à nous avec la faveur d'un libérateur de la patrie, passe pour avoir cruellement pillé l'Asie, pour parvenir au maintien de son parti. On peut répondre que César, qui donnoit tout pour tout acquérir, & qui sçavoit donner avec les graces supérieures de la nature & de l'esprit dont il étoit doué, faisoit de rien quelque chose, & qu'il sortit des Gaules tellement pauvre, qu'il fut obligé pour son début, de choquer tous les préjugés de sa patrie, en forçant & pillant le trésor public. Sans entrer dans cette discussion de détail, je me contente de ren-

voyer au récit de ses quartiers d'hiver à Rimini, où Rome entier venoit grossir sa Cour, & s'en retournoit comblée ; aux détails des dissipassions de ses principaux satellites, les Oppius, les Balbus, les Antoine, les Dolabella. César conquérant, & César politique, sont deux hommes : la fortune le mena plus loin qu'il ne pensoit aller ; comme conquérant, le fer & l'activité furent ses seules armes ; comme politique, il semble avoir trouvé les sources de l'or.

D'où venoient donc ces richesses dans des pays encore isolés ? Uniquement de l'immense population qu'il y trouva établie. On est effrayé des détails de cette espece, qu'on lit dans ses Commentaires. Je le répete : par-tout où il y a des hommes, il y a des richesses ; les richesses n'étant que les choses nécessaires à la vie, ou leur représentatif. Les métaux ne sont que le signe des valeurs ; où il n'y a point d'hommes, il n'est de valeur à rien ; & si les métaux se trouvent dans des climats déserts, ils courent bien vîte se répandre aux lieux où la nécessité du troc leur fera trouver leur place.

Dans la Partie suivante, nous allons entrer dans l'examen des différens usages qu'on peut & qu'on doit faire de l'or,

& de traiter des moyens d'accélérer sa rapidité, de la diriger de façon qu'il circule sans cesse, sans corroder ni faire dépôt. La carriere va s'ouvrir, & les grands objets se déveloper progressivement à notre vue. Qu'il me soit permis de finir cette Partie-ci, comme je l'ai commencée, en recommandant la population & l'agriculture.

Les Finances sont le nerf d'un Etat; il est vrai; mais l'or n'est qu'un métal: il ne devient richesse qu'en passant par les mains des hommes. Donnons des hommes à un Etat, s'ils n'ont de l'argent, ils en feront venir. Des tonnes d'or ne bougeront de place, si personne ne les remue. Un homme, comme les B*** & les P *** fournira à son Prince des facilités pour lever & entretenir des armées en Suéde. Ce mot suffit pour rapeler la réflexion, qu'il entre plus d'hommes que d'argent dans ce qu'on apelle les finances.

Les Espagnols, on le sçait, ont eu seuls pendant long-temps les sources de l'or. A quoi leur ont-elles servi? Qu'à se perdre en projets imaginaires, & à se dépeupler de façon à ne s'en relever de long-temps. Si les Gascons & les Limousins ne vont faire la récolte en Espagne,

TABLE DES CHAPITRES

Contenus dans ce premier Tome.

Fin de la Table.